

L'« humanisme » du colonel Kadhafi

Il serait bien naïf de découvrir aujourd'hui que cynisme et hypocrisie sont trop souvent indissociables des relations internationales. Mais il faut avouer que le « Guide de la révolution libyenne » vient de rappeler ce triste constat avec une superbe dont on pourrait se montrer admiratif s'il ne s'agissait une fois de plus de la vie et de la liberté d'innocents.

Deux enfants-otages - la seule association de ces mots rend encore plus odieuse la pratique en soi ignoble de l'enlèvement - viennent d'être libérés après treize mois de captivité. On ne peut que s'en réjouir. Mais le bonheur qu'on était en droit d'attendre de la libération de ces deux enfants de Virginie ne peut être terni par certaines responsabilités ou escamoter les questions que la mise en scène de Tripoli laisse en suspens. A commencer par celles, inévitables, sur le véritable rôle du colonel Kadhafi tout au long de l'affaire.

Les services français sont convaincus que Jacqueline Valente et ses enfants se trouvaient en Libye depuis de longs mois, voire qu'ils n'ont jamais quitté ce pays. Cette même Libye est en même temps terre d'accueil et protectrice d'Abou Nidal, qui a revendiqué la responsabilité de la prise en otage de la jeune femme, de ses filles et de ses cinq compagnons belges. Abou Nidal est l'un des terroristes palestiniens au palmarès le plus chargé. Combien de victimes, l'un de ses « porte-paroles » a « remercié » le colonel Kadhafi de son aide dans la libération de Marie-Laure et Virginie. On peut légitimement se demander pourquoi le « Guide » n'a pas fourni cette « aide » plus tôt, et pour tous les otages, d'autant que, officiellement du moins, aucune condition n'a été posée par qui que ce soit, à la libération des oubliés du « Silco ».

Ce « geste » du colonel n'est pas fortuit quand, de nouveau en butte aux menaces américaines, il a un besoin urgent de peser l'image d'homme d'Etat « raisonnable » qu'il essaie depuis plusieurs mois déjà de présenter, surtout à l'ennemi d'hier, la France. Après avoir mis fin à sa querelle avec le Tchad, allié de Paris, et opéré un rapprochement spectaculaire avec un autre pays ami de la France, la Tunisie, il accueille le rallye Paris-Dakar, l'une des manifestations sportives les plus médiatiques. Il ne lui restait plus qu'à paraître en libérateur des petites filles françaises.

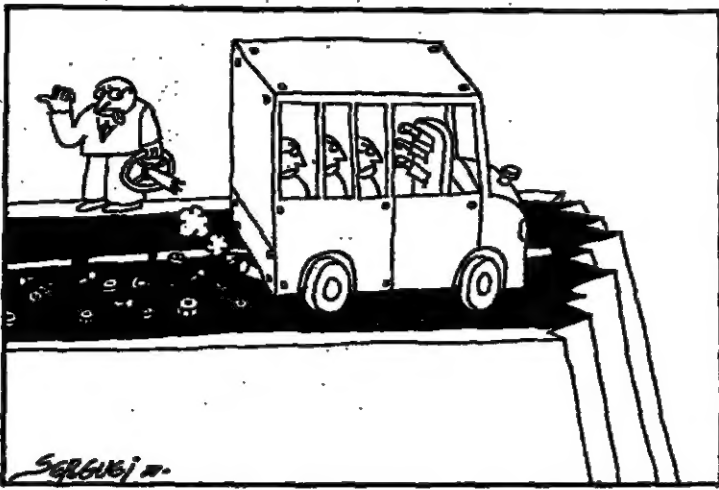
La France, ainsi courtisée, se laissera-t-elle prendre au jeu ? On ne peut s'empêcher d'éprouver un certain malaise devant la polémique qui a aussitôt éclaté dans les milieux politiques français pour déterminer qui a trouvé suffisamment grâce aux yeux du colonel pour recueillir le bénéfice des deux libérations.

Lire page 3
**Une difficile négociation
« d'Etat à Etat »**
par GEORGES MARION
et le reportage
de GUY FORTE à Marseille

M 0147 - 1231 0 - 4,50 F
3790147004500 12310

Crise en Yougoslavie Le gouvernement démissionne après le refus du Parlement d'adopter sa politique économique

Le premier ministre yougoslave, M. Mikulic, a présenté, vendredi 30 décembre, la démission de son gouvernement. Au pouvoir depuis mai 1986, il était depuis plusieurs semaines vivement critiqué dans la presse officielle, qui lui reprochait son incapacité à juguler l'inflation (250 % par an). Les députés ont rejeté, mercredi et jeudi, au Parlement fédéral, le programme économique et le budget que l'équipe de M. Mikulic avait préparés pour 1989.



Lire page 22 Article de PAUL YANKOVITCH.

Un entretien avec le général Pinochet « J'ai plus d'énergie qu'avant. Je me sens comme neuf mais je vais prendre du recul avant les élections »

Dans le premier entretien accordé depuis le plébiscite du 5 octobre, le général Augusto Pinochet revient, pour « Le Monde », sur les raisons de son échec (43 % de « oui » contre 57 % de « non »), à la veille d'une année 1989 qui sera décisive pour le Chili. Des élections générales doivent, en effet, avoir lieu en décembre

prochain, et la Constitution prévoit que le nouveau président prendra ses fonctions en mars 1990.

Le chef de l'Etat chilien, qui déclare se sentir « comme neuf » et désireux de « prendre du recul », laisse entendre qu'il se considère comme un recours possible après le prochain scrutin.

« Dans les milieux politiques de Santiago, on vous dépeint comme un homme battu mais sûr mais surtout accablé ? »

« Et si c'était le cas, que feriez-vous ? »

« D'abord, pour pouvoir reculer, il faut changer la Constitution de 1980. Mais à mon avis on ne peut pas décréter que cette Constitution est bonne ou mauvaise avant de l'avoir appliquée dans sa totalité. »

« Certains secteurs de l'opposition souhaitent une révision constitutionnelle et proposent une négociation avec les forces armées. Qu'en pensez-vous ? »

« Bon, c'est leur problème. Réclamer est une chose, obtenir en est une autre. Ils oublient que ce n'est pas le rôle des forces armées de négocier des réformes politiques ou constitutionnelles. »

C'est très clairement établi dans la Constitution. Tout dialogue éventuel doit se faire avec le pouvoir exécutif.

« L'opposition laisse entendre que des indices sérieux montrent que les forces armées se préparent pour cet éventuel dialogue direct avec elle. Et que les militaires s'efforcent dès maintenant de prendre leurs distances avec l'exécutif, de se désengager. »

« Il n'y a rien de tel. Le général Matthei et le général Stange l'ont déclaré : cet éventuel dialogue est de la seule responsabilité de l'exécutif. L'opposition oublie que les forces armées sont très unies et disciplinées. »

Propos recueillis par
MARCEL NIEDERGAU.
(Lire la suite page 6.)

Un bilan de 1988

Des hommes plus sages, une nature plus cruelle

par André Fontaine

Les habitants de cette planète ne sont pas soudain devenus des anges. Les passions et les haines ont encore trop fait, en 1988, couler le sang. Mais les Soviétiques ont commencé à évacuer l'Afghanistan et les Vietnamiens le Cambodge ; des cessez-le-feu ont été conclus entre l'Irak et l'Iran, et au Nicaragua. L'Afrique du Sud, l'Angola et Cuba se sont mis d'accord sur l'indépendance de la Namibie.

Yasser Arafat s'est enfin décidé à reconnaître le droit d'Israël à exister et, du coup, les Etats-Unis ont accepté de dialoguer avec l'O.L.P. Kadhafi s'est réconcilié avec la Tunisie et avec le Tchad, l'Algérie avec le Maroc, l'Éthiopie avec la Somalie, la France avec l'Iran, la Grèce avec la Turquie. L'unité de l'Europe et celle du Maghreb ont fait de sérieux progrès. Le dialogue soviéto-américain s'est intensifié au point que des commentateurs croient déjà pouvoir entrevoir la guerre froide.

C'est aller un peu vite en besogne, mais le fait est qu'en matière de violence les hommes ont pour une fois cédé la place à la nature. Le tremblement de terre du Caucase et les inondations du Bangladesh et du Soudan ont fait des dizaines de milliers de victimes. Et le SIDA s'apprête à tuer bien davantage. Mais ces catastrophes ont d'abord montré la nécessité de la solidarité.

C'est vrai du SIDA contre lequel la communauté internationale commence à se mobiliser. C'est vrai de l'Arménie. L'ampleur du

séisme a été telle, le système soviétique est apparu si peu préparé à y faire face, que le Kremlin a dû reconnaître ses faiblesses et solliciter avec empressement l'aide étrangère, même lorsqu'elle venait de cet Israël dont sa presse assimilaient encore, il y a peu, les dirigeants à des nazis. Le chef du gouvernement, Nicolas Ryjkov, a eu un mot révélateur : « Face à cette immense tragédie, a-t-il dit, nous commençons à comprendre que les valeurs humaines universelles et la survie même de notre civilisation sont les principales choses au monde. Nous commençons à comprendre (...) notre civilisation... »

Quel aveu chez un adepte d'un socialisme qui s'est si longtemps prétendu « scientifique » et qui a toujours été, depuis Lénine, fondamentalement manichéen ! Il est vrai que quelques jours plus tôt, à New-York, Mikhail Gorbatchev n'avait pas hésité à renvoyer d'une simple phrase au musée les deux révolutions de 1789 et de 1917. Désormais, avait-il également déclaré, « l'idéologie doit être exclue des relations entre Etats », celle-ci devant « être guidée par la primauté des valeurs universelles ».

Le chef du cadre de l'ONU pour promouvoir ce discours iconoclaste et annoncer une réduction unilatérale de dix pour cent des effectifs de l'armée rouge, était significatif : le pouvoir soviétique se montre décidé à revenir à cet objectif d'un « monde uni », qui avait été celui de Yalta et qui a fourni leur slogan aux Jeux olympiques de Séoul, les premiers depuis douze ans auxquels aient participé la quasi-totalité des Etats du globe.

Comment imaginer un « monde uni », en effet, sans une « organisation des Nations unies » ? Longtemps paralysée par le veto des Grands, elle redevient indispensable dès lors que la logique du dialogue l'emporte sur celle de l'affrontement. Aussi bien le prix Nobel de la paix a-t-il couronné, en 1988, les « casques bleus ».

Qui dit mue idéologique dit nécessairement révision de l'Histoire. L'URSS y est habituée, mais elle n'avait jamais été si loin. 1988 a enregistré la réhabilitation des principaux rivaux de Staline, parmi lesquels Kamenyev et Zinoviev, et plus encore Boulharine, exécuté pour s'être opposé à cette collectivisation des terres qui devait entraîner le massacre de millions de prétendus koulaks et la ruine de l'agriculture. A l'autonomie, on en était à discuter en public à Moscou des mérites et des torts de Trotski. Ce serait impensable si l'intelligence ne s'était pas vu reconnaître une liberté d'expression qui fait d'elle, à l'heure actuelle, le principal soutien de la perestroïka.

L'enthousiasme est moindre, c'est peu dire, dans d'autres secteurs. Trois ans de « restructuration », succédant à la « stagnation » brejnévienne, n'ont toujours pas réussi à approvisionner les magasins. Les objectifs du plan sont loin d'être atteints. La proposition faite aux kolchozistes de leur louer leurs terres pour cinquante ans afin de relancer la production ne paraît guère séduire les intéressés.

(Lire la suite page 2.)

La discrétion du symbole de l'« ouverture »

M. Soisson, ministre « à la marge »

Depuis qu'il est membre barriste d'un gouvernement socialiste, M. Jean-Pierre Soisson se fait discret. Il travaille à petits pas, et même son action « à la marge ». Ce qui semble lui réussir. Cette manière habile et feutrée correspond à une mission politique. Mais elle colle parfaitement, aussi, à l'homme qui l'utilise. Car il y a bien « une méthode Soisson ».

Curieuse situation que celle de M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, apparemment voué à une totale discrétion et, en même temps, servi par une chance insolente.

Quand tout va mal sur le front social, on ne parle pas de celui

qui était considéré, il y a peu encore, comme la figure de proue de l'ouverture et à qui ses anciens amis, au vu des dossiers dont il a la charge, promettaient le rôle de victime. Il disparaît. Une fois, relégué dans l'ombre par la grève des PTT et M. Paul Quilès, son collègue ; une autre fois, par la grève de la RATP, qui, ironie, malmène son prédécesseur dans la fonction, M. Michel Delebarre. Même quand, inquiet, le gouvernement s'avise de relancer le débat sur le service minimum, il n'apparaît pas davantage. Il est encore supplanté par M. Michel Rocard - normal - puis par M. Michel Durafour. Aucun des sujets chauds de la rentrée ne l'a vu monter en première ligne.

Quand tout va bien, en revanche, et sans qu'il en soit nécessaire-

ment responsable, M. Soisson resurgit, secrètement rayonnant mais toujours faussement modeste. Depuis la publication des chiffres d'août, il annonce chaque mois une baisse du chômage, à un rythme jusqu'alors inconnu. Mieux, son arrivée au ministère coïncide avec la reprise, maintenant amplement confirmée, du mouvement de création d'emplois, au moins aussi inattendu.

Ainsi, par défaut et par excès, alternativement présent et absent sur la scène publique, le ministre du travail se forge une image étrange d'efficacité sans éclat et de détachement tout juste désinvolte.

ALAIN LEBEAUE.

(Lire la suite page 19.)

Cartier

Les bijoux Cartier sont en vente dans tous les magasins Cartier et les boutiques Montres Cartier, en particulier à Paris.

23 PLACE VENDÔME, PARIS.
40.15.03.51

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Espagne, 166 pes. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Suède, 336 F CFA ; Suisse, 12,80 fr. ; Thaïlande, 1,50 \$; USA (West Coast), 2 \$.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

1988

Des hommes plus sages, une nature plus cruelle

(Suite de la première page)

Les brillants succès enregistrés dans l'espace ne sauraient faire perdre de vue la fatigue d'un appareil de production servi, dans la plupart des cas, par des travailleurs trop peu motivés. Curieusement, le maréchal Akhromiev, chef d'état-major général, a annoncé sa démission pour raisons de santé cinq minutes après le discours de Gorby le Magnifique à l'ONU sur les compressions d'effectifs. Enfin, la bureaucratie, inquiète pour ses privilèges, a beau jeu de dénoncer, à mots couverts, les dérives d'un pouvoir qui, à force de concessions, ébranle la double cohésion, politique et nationale, de l'empire.

Gorbachev a tout de même réussi, au cours de l'année, à consolider son autorité. Il est maintenant chef de l'Etat. Grâce à une révision de la Constitution qui le fera désormais élire par le Congrès du peuple, son éviction sera beaucoup plus difficile. Il s'est débarrassé de son principal adversaire, Egor Ligatchev, lequel a dû échanger son poste de gardien du dogme contre celui, moins enviable, de responsable d'une agriculture bien malade.

Le secrétaire général a eu plus de fil à retordre avec ce problème des nationalités que Lénine et Staline croyaient avoir réglé une fois pour toutes. Les Républiques baltes et la Géorgie cherchent à retrouver un maximum de souveraineté. L'Estonie s'est arrogée, sans prendre en compte son refus, un droit de veto sur les décisions du Soviet suprême. Nul ne peut dire ce qui se serait passé si le séisme du Caucase n'avait pas fourni à Gorbachev l'occasion de tordre le cou au mouvement des Arméniens qui réclamaient le rattachement du Haut-Karabakh, province d'Azerbaïdjan où leurs frères de race ont subi de véritables pogromes.

Même jeu chez les satellites. Pour la première fois de son histoire, l'URSS a dû baisser les bras devant une insurrection : non contente d'avoir fixé une date limite — le 15 février 1989 — pour le retrait de ses troupes d'Afghanistan, elle est à offrir au roi de rentrer d'exil pour présider aux destinées d'un régime « non engagé ».

Elle multiplie les concessions à la Chine, ce qui va permettre à Deng, après une brouille d'un quart de siècle, de rencontrer Gorbachev au début de cette même année 1989. Les Cubains, qui n'aiment guère la perestroïka, vont se retirer d'Angola, en contrepartie de l'acceptation, par Pretoria, de l'indépendance de la Namibie.

Plus près de nous, la Hongrie, où le remplacement de Kadar par le moderniste Karolyi Grosz s'est opéré sans heurts, parle ouvertement de multipartisme. L'Allemagne de l'Est, en pleine nostalgie brejnévienne, comme la Tchécoslovaquie, va jusqu'à interdire, pour freiner la contestation, divers films ou publications soviétiques. La Roumanie s'enfonce dans la nuit sous le sceptre d'un roi Lear communiste. En sens contraire, Jaruzelski, s'inclinant devant

l'évidente volonté populaire, laisse Walesa ne faire qu'une bouchée, à la télévision, du chef des syndicats officiels, et sept ans après avoir dissous Solidarnosc et jeté en prison ses dirigeants, le consacre dans la position d'interlocuteur privilégié du pouvoir.

Rocard et les limites de l'ouverture

Face à de tels événements, ce qui se passe en Occident paraît d'une portée plus modeste. D'autant plus qu'au déclin de la tension entre l'Est et l'Ouest a correspondu, à l'intérieur de chacun de nos pays, un égal déclin des passions politiques. Il a fallu l'assassinat de quatre gendarmes à Ouvéa et le sanglant assaut donné à la grotte où leurs camarades étaient détenus en otage pour que soudain s'enflamme, entre les deux tours, une campagne électorale qui promettait d'être la plus terne de l'histoire de la V^e République. En réalisant, à la très confortable majorité de 54 %, un président qui se posait en champion de la « France unie » face à un Jacques Chirac et à un Raymond Barre dont le discours ne s'écarterait guère du sien, les Français ont confirmé l'appétit de consensus qui ressort de tous les sondages. François Mitterrand l'a bien compris qui a confié à Michel Rocard, homme réputé d'« ouverture », le soin de former le nouveau gouvernement.

L'ouverture ne pouvait cependant, au moins dans l'immédiat, que tourner court, faute pour une partie significative du centre d'accepter de jouer les comparses. C'est donc avec une équipe réduite, où ses propres fidèles étaient singulièrement peu nombreux, que le champion du « parler vrai » a abordé les législatives anticipées imprudemment décidées par l'Elysée. L'abstention aidant, dont l'ampleur montrait la déception d'une partie de l'électorat de gauche, la V^e République s'est retrouvée sans majorité parlementaire.

Le nouveau premier ministre s'est donc lancé dans l'aventure d'un gouvernement minoritaire à la danoise. La Constitution de 1958 lui facilitait les choses avec son fameux article 49-3, qui permet de considérer un texte comme voté dès lors qu'il n'a pas donné lieu à adoption d'une motion de censure. Mais il a eu la coquetterie de n'y recourir, par deux fois, que pour le nouveau statut de l'audiovisuel. Il tombait, dans ce cas, de haut, puisque l'ambition du chef de l'Etat était de « constitutionnaliser » le nouveau Conseil supérieur de l'audiovisuel, le mettant ainsi à l'abri de toute influence partisane. La France n'a décidément pas de chance avec sa télévision.

Michel Rocard aura été plus heureux dans d'autres domaines. Le revenu minimum d'insertion a été approuvé à la quasi-unanimité et l'abstention du nouveau groupe centriste dirigé par Pierre Méhaignerie a facilité le rétablissement de l'impôt sur la fortune. Plus net encore avait été auparavant le succès de sa poli-



tique néo-calédonienne. Qui, au moment d'Ouvéa, aurait imaginé qu'on parviendrait à faire s'entendre Jacques Lafleur et Jean-Marie Tjibaou sur un projet renvoyant à dix ans le choix des habitants du territoire entre le maintien dans la République et l'indépendance ? Malgré les records d'abstention enregistrés au référendum organisé pour faire cautionner par le peuple français la parole de son gouvernement, les passions ne se sont pas réveillées. Les diverses communautés du Caillou ont apparemment compris qu'une reprise de l'affrontement conduirait vite à une guerre civile, aussi catastrophique pour les uns que pour les autres.

Le référendum a souligné l'écart existant entre les positions du RPR, qui prônait le boycottage des urnes, et des centristes, qui ont voté « oui ». Même s'il lui est arrivé d'approuver à l'unanimité, moins les voix de Raymond Barre et de trois de ses proches, une motion de censure que l'abstention communiste rendait impopulaire, la droite a surtout fait, avant et plus encore après les élections, la preuve de sa désunion. Elle ne semble pas près de s'en remettre.

La situation n'est guère plus brillante à gauche. Le PS et le PC ont certes besoin de se donner la main pour ne pas perdre trop de plumes aux municipales de mars 1989. Pour le reste, tout les oppose, à commencer par l'attitude à observer à l'égard des mouvements qui ont durablement paralysé, à l'automne, de nombreux services publics.

Infirmières, gardiens de prison, postiers, agents de la RATP, les grévistes dénonçaient d'abord le décalage entre les rémunérations très modestes qui leur sont versées et le discours ambiant sur la prospérité retrouvée ; et, de fait, c'est l'amélioration des centres fiscaux résultant de la reprise qui a permis à Michel Rocard de lâcher un peu de lest, sans pour autant toucher aux grands équilibres économiques.

Combien de temps pourra-t-il tenir ainsi, sans majorité ni « grand dessein » ? Beaucoup dépendra sans doute de la manière dont s'opérera, après les municipales de mars 1989 et les européennes de juin, la recomposition du paysage politique. En attendant, le chef de l'Etat paraît faire pleine confiance à son premier ministre, sur lequel il est bien aise de se reposer du quotidien des choses, préférant, pour sa part, se consacrer aux grands dossiers internationaux, et, pour commencer, à celui du rendez-vous européen de 1993.

Delors, Thatcher et l'Europe

Grâce à la conviction de Jacques Delors, reconduit à l'unanimité à la tête de la Commission de la CEE, et à la présidence allemande, c'est un fait que l'« européisme » a disparu. Les Douze sont parvenus, en 1988, à s'entendre et sur la réforme du financement de la Communauté, et sur le principe, essentiel, de la libre circulation des capitaux. L'accord qu'ils ont conclu au printemps avec le Comecon vaut reconnaissance officielle par le Kremlin de cet ensemble ouest-européen qu'il a tant cherché dans le passé à détruire.

Sans doute le discours de Gorbachev sur la « maison commune européenne » montre-t-il qu'il entend bien ne pas rester à l'écart. L'effet de séduction qu'il exerce sur beaucoup de dirigeants du continent n'est pas contestable. De Kohl à Mitterrand, ils se sont succédés à Moscou, acceptant de consentir à leur hôte les crédits dont il a le plus grand besoin. Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères Genscher passe pour particulièrement sensible au chant des sirènes. Rien n'indique cependant que la RFA songe en quoi que ce soit à relâcher ses liens avec ses voisins occidentaux, et notamment avec la France. Bien au contraire, puisque les deux pays ont décidé, en début d'année, de créer entre eux un conseil de défense, un conseil économique et financier, un haut conseil culturel et même une brigade mixte.

Est-ce à dire que le prochain sommet de Madrid pourra jeter, comme il en a reçu le mandat, les bases d'une union monétaire et d'une banque européenne ? Rien n'est moins sûr. Margaret Thatcher demeure fondamentalement hostile à la supranationalité et n'hésite pas à se réclamer du général de Gaulle pour rompre des lances, sur le sujet, avec un Jacques Delors qui se pose en héritier de Jean Monnet. Reste à savoir si l'évolution de Washington ne l'amènera pas tout de même à prendre conscience de la nécessité de la solidarité avec le continent.

Si, en effet, grâce à Pappas déterminé de Reagan, George Bush a été choisi de préférence à un candidat démocrate aussi terne que lui, les citoyens américains ont envoyé au Congrès une solide majorité démocrate avec laquelle il lui

faudra nécessairement composer. Il y a donc lieu de craindre que plutôt que de chercher au double déficit du budget et du commerce extérieur les remèdes structurels qui s'imposent, il ne se laisse dicter une ligne protectionniste conduisant tout droit à une guerre commerciale avec le Japon et l'Europe.

Les Américains, en attendant, s'apprêtent à faire un triomphe à leur président sortant. Le succès du lancement de deux navettes spatiales fait oublier la catastrophe de Challenger, amoncelant d'une série d'épreuves dont la dernière, l'affaire de l'« Irangate ». On oublie aussi qu'il n'a réussi à renverser aucun des deux régimes qui, au Nicaragua et à Panama, lui tiennent tête en Amérique centrale. On oublie l'impulsivité des pouvoirs publics à venir à bout des ravages du jour grandissant de la criminalité, de la drogue et du SIDA ; un an après le krach de Wall Street, la croissance n'a jamais été aussi forte et le chômage se trouve réduit à presque rien.

Reagan et l'avancée de la liberté

C'est désormais l'URSS, et non les Etats-Unis, qui recule sur tous les fronts, y compris sur celui du Proche-Orient. L'Iran et l'Irak, également dépendants de l'URSS, auraient-ils mis fin à une guerre interminable si elle n'avait manifesté aussi clairement son désir de la voir s'arrêter ? Ararat se serait-il décidé à reconnaître à Israël le droit de vivre en paix si Gorbachev ne l'avait pas publiquement poussé à le faire ?

Bush ira-t-il jusqu'à exercer une pression parallèle sur Jérusalem ? Reagan lui a facilité la tâche en se décidant, à un mois de la passation des pouvoirs, à nouer des contacts avec l'OLP. Mais l'installation, après des élections indécises et six semaines de confusion, d'un nouveau gouvernement Shamir à participation travailliste, ne laisse percer aucune intention de la part de Jérusalem, malgré la persistance de l'infatigable du soulèvement dans les territoires occupés — d'accepter l'existence de l'Etat palestinien proclamé à l'automne à Alger.

Mais le plus grand titre de gloire de Reagan, c'est sans doute qu'il a rendu aux Américains confiance en eux-mêmes. Ce faisant, il a beaucoup contribué, au moment où le crise du socialisme éclatait au grand jour, à chasser des esprits l'idée que la démocratie paraît nécessairement battue. La liste est impressionnante, en tout cas, des points qu'elle a marqués en 1988.

A Séoul, à Taipei, à Tchia, la liberté progresse. La mort, dans un accident d'avion peut-être bien provoqué, du dictateur pékinois a conduit de manière presque insoupçonnée à la nomination à la tête du gouvernement, après des élections parfaitement régulières, de la fille de son rival Ali Bhutto, qu'il avait jadis fait pendre. Le sourire éclairant de Benazir, première femme à accéder au pouvoir en terre d'Islam, démentera l'une des images fortes de cette année. Il n'est pas jusqu'à Pinochet qui n'ait dû se résigner à organiser un plébiscite. Comme il l'a perdu, son règne s'achèvera en tout état de cause en 1990.

Tout, bien sûr, ne va pas dans le même sens. Le terrorisme a continué de sévir en Inde, à Sri-Lanka, au Proche-Orient. L'IRA irlandaise a durement frappé et aussi l'ETA basque. La libération de la plupart des otages retenus au Liban ne saurait faire oublier le sabotage, à quelques jours de Noël, d'un avion américain chargé de deux cent cinquante-neuf passagers. En Birmanie, la révolte populaire n'a eu raison d'une dictature que pour laisser s'en installer une autre. Les émeutes d'Alger se sont heurtées à une répression d'une brutalité indéfendable et les réformes annoncées par le pouvoir, à grands coups de référendums et d'élections, sont lentes à se faire sentir.

Le malheureux Liban a franchi une nouvelle étape dans la voie de la désagrégation : il a désormais deux gouvernements rivaux. Le Burundi a été le théâtre d'atrocités massives ethniques. Des armes chimiques ont été employées contre les Kurdes d'Irak. Au Soudan et en Ethiopie, les atrocités de la guerre civile aggravent encore les effets de la sécheresse.

L'exemple de la Révolution, dont on va maintenant célébrer le bicentenaire, est là de toute façon pour rappeler à l'homme de quoi, si l'on n'y prend garde, il est, avec les meilleures intentions du monde, capable. Faut-il, dans ces conditions, se désoler outre mesure, comme il est à la mode de le faire, du déclin des idéologies et des passions ? N'y a-t-il pas plutôt lieu de se réjouir qu'au cours d'une année chargée d'histoire les réflexes de la raison et de la solidarité aient si souvent et si constamment emporté sur les vieux démons ? Fasse le ciel que le bilan de 1988 ne conduise pas à des conclusions contraires.

ANDRÉ FONTAINE.

Le Monde
7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-97-27
Tél : MONDIPAR 650672 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapeur LEMONDE

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.
Administrateur général : Bernard Wouss.
Rédacteur en chef : Daniel Veruet.
Correspondant en chef : Claude Salas.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2031
Renseignements sur les abonnements et index du Monde au (1) 42-47-98-61

ABONNEMENTS
BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 808 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne sur demande.
Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
PORTAGE : pour tous renseignements Tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse détaillés ou préavis : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT
DURÉE CHOISIE
3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Pays : _____
Code postal : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

La libération à Tripoli des enfants de M^{me} Valente

Une difficile négociation « d'Etat à Etat »

Les filles de Jacqueline Valente, Marie-Laure et Virginie Bételle, prisonnières du groupe Abou Nidal depuis novembre 1987, sont arrivées en France dans un avion du GLAM qui s'est posé dans la soirée du jeudi 29 décembre sur la base aérienne d'Istres (Bouches-du-Rhône), venant de Tripoli. Après un bref repas sur la base aérienne, les deux fillettes, âgées de six et sept ans, qu'accompagnait leur père, M. Pascal Bételle, ont été conduites à l'hôpital Sainte-Marguerite, à Marseille, pour y subir quelques examens médicaux. L'avocat de M. Bételle, M^{re} Massiani, a indiqué que les deux enfants ne seraient pas hospitalisées mais devraient se reposer dans un endroit isolé. La libération des deux enfants a d'autre part provoqué une polémique entre le gouvernement et M. Pasqua.

Mario-Laure et Virginie Bételle ont été remises, sur l'aéroport de Tripoli, à 18 h 30 (heure de Paris), à M. Léon Bouvier, ambassadeur de France, par le directeur d'Europe du ministère des affaires étrangères libyen. Au cours d'une brève cérémonie, le diplomate de Tripoli a déclaré, en arabe et en anglais, que cette libération avait été rendue possible grâce à l'heureuse intervention du colonel Kadhafi. Aussitôt après, les enfants, accompagnées de leur père, de son avocat, de M. Bouvier, d'une infirmière et de deux responsables de la DST, ont été embarquées dans l'avion du GLAM venu les chercher de Paris. L'appareil a décollé à 18 h 45.

Au même moment, un autre avion où avait pris place M^{re} Edwige Avic, secrétaire d'Etat auprès de M. Dumas, quitte Paris pour aller chercher à Lyon la famille des deux fillettes, qui se rendait ensuite à Istres pour y accueillir les enfants.

La méprise du groupe Abou Nidal

Malgré le malheureux épisode de Beyrouth, près d'une semaine auparavant, et les négociations rendues difficiles tant par la discorde au sein de la famille des fillettes — en témoignage, notamment, le fait que le beau-frère et l'ex-époux de Jacqueline Valente ont choisi deux avocats différents pour intervenir auprès du gouvernement français — que par l'intervention d'émissaires variés à différents stades du processus, le dénouement était considéré comme « inévitable » par les autorités françaises depuis plusieurs jours déjà. En début de semaine, un avion basilié avait amené à Tripoli plusieurs fonctionnaires de la DST, service du contre-espionnage qui a suivi cette affaire de bout en bout. Quant à M. Léon Bouvier, désigné par M. Dumas il y a environ trois semaines, pour mettre au point les derniers détails, il était arrivé jeudi matin à Tripoli. Depuis le début de la semaine, une conférence réunissait chaque jour, durant plusieurs heures, des responsables des ministères de l'Intérieur et des affaires étrangères, en présence d'un représentant de Marignol et de l'Elysée.

La libération des deux fillettes règle la première partie d'un dossier ouvert le 8 novembre 1987 avec l'arraisonnement, dans des conditions demeurent incertaines, du sardinier *Silco* non pas, comme les rumeurs l'ont affirmé, au large des côtes du Liban, mais plus vraisemblablement près des côtes de Libye. Cinq citoyens belges en constituaient l'équipage; avec celui-ci, une Française, Jacqueline Valente, compagne d'un des passagers, Fernand Houtekins, et ses deux fillettes, Marie-Laure et Virginie. Enceinte au moment de l'arraisonnement, Jacqueline Valente devait donner naissance en captivité à une troisième fillette, prénommée Liberté.

Selon les rumeurs, membres du groupe Abou Nidal, les passagers du *Silco* étaient des espions israéliens. Rien n'est jamais venu confirmer cette accusation qui semble être la conséquence d'une méprise. De fait, plusieurs mois plus tard, des pourparlers discrets se sont engagés pour obtenir la libération de ceux qui n'étaient plus que des otages ordinaires, isolés et sans moyens, presque sans véritable valeur d'échange.

Le gouvernement de M. Chirac était d'ailleurs plus préoccupé du sort de Jean-Paul Kauffmann et de

avaient été noués entre des fonctionnaires de la DST et des émissaires du groupe Abou Nidal, lesquels proposaient d'échanger les deux enfants contre une rencontre « au niveau ministériel » susceptible de leur donner d'un peu de crédibilité. Le refus de cette exigence devait amener la rupture des premiers

M. Léon Bouvier : de Bir-Hakeim à Tripoli

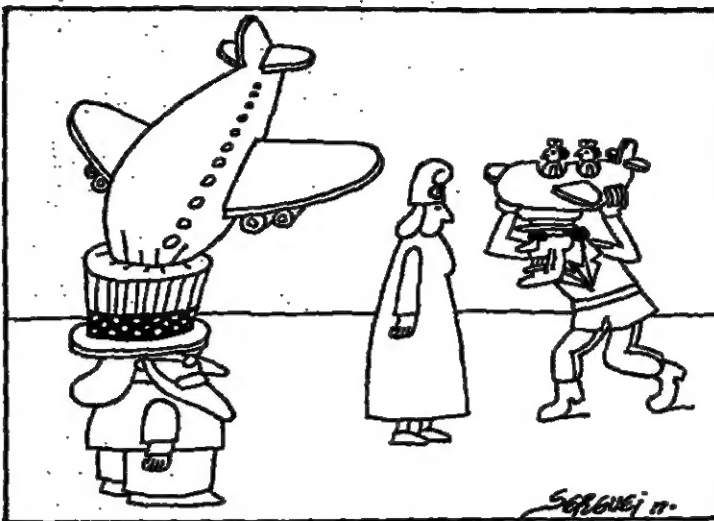
Ambassadeur de France, M. Léon Bouvier, qui a joué un rôle important dans la libération des deux petites filles otages, est né en 1923. Engagé dès novembre 1940 dans les Forces françaises libres, il a perdu un bras à Bir-Hakeim. Après la guerre, il est entré aux affaires étrangères, nommé à différents postes en France et à l'étranger. Gauliste convaincu — il a fait partie de plusieurs cabinets ministériels — M. Léon Bouvier a pris en retraite il y a quelques mois et a été élevé à la dignité d'ambassadeur de France.

M. Bouvier est compagnon de la Libération, décoré de la Légion d'honneur à titre militaire. Le 13 juillet 1984, M. Mitterrand l'avait nommé grand officier.

échanges. Quelques semaines plus tard, avec notamment l'appui de l'Algérie, les discussions reprennent entre émissaires d'Abou Nidal et fonctionnaires de la DST. Parallèlement, des contacts informels étaient noués avec des représentants libyens. C'est ainsi qu'un haut responsable des services secrets de Tri-

poli rencontrait, à Genève, des fonctionnaires de la DST, afin de définir les conditions de la remise des deux fillettes. Pour le colonel Kadhafi, il s'agissait essentiellement de mettre à profit l'enlèvement pour tenter de fortifier sa position sur la scène internationale et d'éviter, si possible, d'éventuels démentis des Etats-Unis, inquiets de la construction, dans les environs de la capitale libyenne, d'une importante usine capable de fabriquer des armes chimiques.

De petit pas en petit pas, le scénario devait s'affiner pour aboutir,



Jacqueline Valente et son ravisseur

Cette affaire reste cependant marquée de bien des mystères. Certains cercles des services français sont ainsi convaincus que Jacqueline Valente et ses trois enfants étaient en Libye depuis déjà de longs mois, voire n'ont jamais quitté ce pays. D'autres pensent, en revanche, que l'arrivée en Libye des deux enfants est plus récente. Il semble en tout cas acquis que la mère de Marie-Laure et Virginie n'est pas une otage ordinaire : séparée de son compagnon Fernand Houtekins, demeuré avec ses camarades d'infortune belges, elle vivait désormais avec l'un de ses ravisseurs palestiniens. Ce dernier serait le père de son futur et quatrième enfant, dont elle a annoncé la prochaine naissance dans l'une des cassettes vidéo remises à sa famille. Il y a quelques jours, à Beyrouth, ainsi s'explique-t-elle, dans la même cassette, déclarée qu'elle ne désirait pas, si elle était libérée, rentrer en France, où l'attend d'autre part une condamnation par contumace pour enlèvement d'enfants. C'est, en effet, le père de Marie-Laure et Virginie, Pascal Bételle, qui avait obtenu la garde de ses filles après son divorce d'avec Jacqueline Valente. Cette situation familiale servait à l'origine des difficultés multiples qui avaient, à plusieurs reprises, fait échouer les négociations dans les mois précédents.

Un autre mystère plane sur le sort des cinq autres otages belges. Leur lieu de détention demeure toujours inconnu, mais il n'est pas exclu que, eux aussi, soient prisonniers en Libye, dans un camp d'entraînement d'Abou Nidal, non loin de Syrie. En principe, leur avenir n'est pas concerné par les pourparlers qui viennent de se conclure. Mais, dans les coulisses d'autres négociations, plus délicates, seraient menées avec le gouvernement belge, qui détiendrait en prison l'un des assassins du représentant de l'OLP à Bruxelles, Naim Khader, tué en 1979. Malgré les dénégations vigoureuses et répétées des Belges, il semble bien que le groupe Abou Nidal demanderait la libération de cet homme en échange de celle des otages. Le marchandage se heurterait à de difficiles problèmes juridiques, le système pénal belge ne permettant pas aisément la libération du prisonnier. M. Roland Dumas devait, ce matin, s'entretenir de ce problème avec son collègue belge, M. Leo Tindemans.

Paris « remercie les autorités étrangères » qui ont contribué au dénouement de l'affaire

Dans un communiqué, diffusé jeudi 29 décembre, le Quai d'Orsay a indiqué que « Marie-Laure et Virginie ont été remises, par les autorités libyennes, à l'envoyé spécial du gouvernement, M. Léon Bouvier, ambassadeur de France. La France se réjouit de la libération des enfants. Le gouvernement accueille ce geste d'humanité à sa juste mesure. Il remercie les autorités étrangères qui y ont contribué. Il salue le sens du devoir des fonctionnaires français qui ont assuré, sans relâche, avec toute la discrétion nécessaire pour ce dénouement, il s'associe à la joie des familles et poursuit ses efforts pour que tous les passagers du *Silco* retrouvent la liberté ».

Le Parti socialiste s'est également réjoui de l'heureuse nouvelle et s'est « félicité que les efforts du gouvernement français, et particulièrement l'action des ministères des affaires étrangères et de l'Intérieur se voient ainsi récompensés ». Pour sa part, M. Jean-Marie Le Pen a

affirmé dans un communiqué qu'il « préfère laisser M. Pierre Joxe et Charles Pasqua se disputer le douteux privilège de négocier avec des terroristes qui libèrent des enfants au compte-gouttes, tout en continuant de détenir leur mère et son bébé ».

De leur côté, les Etats-Unis se sont félicités, jeudi, du retour, en France, de Marie-Laure et Virginie Valente, et ont lancé un nouvel appel à la libération de tous les otages du Liban. « Nous sommes toujours soulagés et contents quand des otages sont libérés », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, Phyllis Oakley. « Nous voulons profiter de cette occasion pour appeler à la libération sans condition de tous les otages détenus au Liban. Cela doit être considéré comme un geste humanitaire et doit être fait sans conditions préalables », a-t-elle dit. Neuf Américains figurent au nombre des étrangers retenus en otage au Liban.

Une arrivée discrète

MARSEILLE
de notre correspondant régional

21 h 13. Le Falcon 900 du Groupement des liaisons aériennes ministérielles (GLAM) qui transporte Marie-Laure et Virginie se pose sur la piste de la base aérienne 125 d'Istres (Bouches-du-Rhône). Après plus d'un an de captivité, elles sont de retour sur le sol français. Libres.

Quelques minutes plus tard elles apparaissent en haut de la passerelle, vêtues de robes orientales noires à parements rouges, un keffiyeh palestinien à carreaux noirs et blancs noué autour du cou, chaussées de bottines orisées et serrant dans leurs bras des oursins en peluche de couleurs vives. Elles sourient et regardent de tous leurs yeux autour d'elles, sans aucun signe d'abandonnement ni d'émerveillement.

Marie-Laure est portée par son père, Pascal Bételle, qui, avec son avocat, M^{re} Yves-Eric Massiani, les accompagne depuis Tripoli. Virginie est derrière, près de sa grand-mère, Brigitte Valente, arrivée quelques minutes auparavant à Istres à bord d'un autre appareil du GLAM, en provenance de Lyon, avec quatre autres membres de la famille et M^{re} Edwige Avic, ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères.

Les retrouvailles ont eu lieu à l'intérieur du Falcon, hors de la vue des journalistes de l'AFP et de la station régionale FR 3 de Marseille, seuls autorisés à pénétrer dans l'enceinte de l'aérodrome.

Une arrivée discrète, presque furtive. Le temps d'une rapide collation dans le mess des officiers, direction l'hôpital Sainte-Marguerite, dans les quartiers Sud de Marseille, où les fillettes doivent subir des examens médicaux et où le cortège de neuf voitures officielles arrive un peu avant 22 h 45.

Pendant le trajet, Marie-Laure et Virginie, étourdiées par tant d'événements, se sont endormies. On les réveille en douceur. Enveloppées de couvertures, elles seront toujours leurs oursins contre elles. Un peu plus tard, après qu'elles ont posé pour la télévision, le professeur Marcel Ruffo, chef du service de pédo-psychiatrie de l'hôpital, rendra compte de leur prise en

charge. « Je les ai trouvées bien, déclare-t-il. Elles ne paraissent pas beaucoup. On leur a offert des jouets puis on les a placées dans leur chambre. Elles étaient très proches l'une de l'autre. Maintenant notre travail va consister à faire une évaluation psychologique pour savoir comment elles vont et surtout pour favoriser leur réinsertion à l'école et dans la vie quotidienne. » Pronostic du professeur Ruffo : « Il y a toujours des risques de séquelles après une longue détention et à un âge aussi difficile. Les deux fillettes ont passé la nuit à l'hôpital ».

Les remerciements de M. Bételle

« Je tiens à remercier tous les Français qui m'ont soutenu moralement pendant cette pénible séparation de mes filles, a déclaré, pour sa part, M. Pascal Bételle, qui a été le président de la République, M. Ménége, le ministre des affaires étrangères mais aussi M. Charles Pasqua et le colonel Kadhafi, qui a offert ses services pour rapatrier Marie-Laure et Virginie en toute sécurité à Tripoli ».

Interrogé sur le sort des autres otages, le père des deux enfants a répondu qu'il « ne savait rien. On a posé la question. On nous a totalement déçus ». M. Bételle a également déclaré qu'il « pensait que M. Joxe et M. Pasqua avaient passé un consensus ». Il a enfin confirmé l'intervention de M. Jean-Charles Marchiani, un proche de M. Pasqua, et qui, à-t-il précisé, m'a téléphoné tard dans la nuit de mardi. Il est venu me chercher deux heures plus tard. Nous avons décollé à bord d'un Myrabre-10. Destination Tripoli et j'ai attendu trente-six heures jusqu'à ce que l'ambassadeur de France vienne nous chercher ».

Son avocat, M^{re} Massiani, s'est également refusé à entrer dans la polémique au sujet de la parité de la libération des otages. Mais il semble étonné que le père de Virginie et Marie-Laure ait pris contact avec M. Marchiani par l'intermédiaire de l'ancien otage Jean-Paul Kauffmann, qui avait participé à une manifestation de soutien en faveur des deux fillettes, le 24 juin dernier à Orléans.

GUY PORTE.

A TRAVERS LE MONDE

Algérie

La ligue officielle des droits de l'homme dénonce une « normalisation sournoise »

La Ligue algérienne des droits de l'homme (LADH), reconnue par l'Etat et présidée par M. Miloud Brahimi, a dénoncé, jeudi 29 décembre, « toutes les mesures qui ont tendu, ces dernières semaines, à une normalisation sournoise » et qui, selon elle, s'inscrivent à contre-courant du « discours officiel » en faveur de la démocratie en Algérie. Dans un communiqué, la LADH évoque, parmi ces mesures, « la mise au pilon de tout ou partie de la dernière livraison du mensuel *Parcours* maghrébins [qui avait publié une interview d'un dirigeant du Parti d'avant-garde socialiste, organisation communiste semi-clandestine] et les menaces de sanction contre les journalistes qui s'y sont opposés ».

La ligue cite aussi la décision d'annuler une table ronde provoquée par l'organe du FLN, *Révolution africaine*, pour débattre des droits de l'homme ainsi que « le refus de mettre une salle publique à la disposition du Comité contre la torture ».

Ces mesures « constituent des atteintes graves aux espaces de liberté conquis par la société civile, en totale contradiction avec le discours officiel », estime la LADH. — (AFP).

● NOUVELLE-ZÉLANDE : rectificatif. — Une erreur s'est glissée dans la note à la fin du reportage sur la Nouvelle-Zélande publié dans le Monde du 29 décembre. La Postbank a été cédée à l'ANZ Bank, qui est une banque australienne, et non autrichienne.

Iran

Manifestation contre le régime, selon les Moudjahidins du peuple

Plusieurs familles de détenus politiques exécutés ou emprisonnés en Iran ont organisé, mercredi 28 décembre, un sit-in devant le ministère de la justice, au centre de Téhéran, pour exprimer « leur rejet de la vague d'exécutions menée par le régime de Khomeiny », ont annoncé jeudi les Moudjahidins du peuple (principal mouvement d'opposition armée iranien).

Dans un communiqué publié à Bagdad, les Moudjahidins ont ajouté que des unités de Pasdaran (Gardes de la révolution) avaient été dépêchées sur les lieux pour disperser les familles et neutraliser les protestataires. Ils auraient arrêté plusieurs personnes. Le communiqué indique d'autre part que les chefs du mouvement pour l'instauration de la justice dans des buts révolutionnaires, a géré l'ensemble de l'université. Dans un communiqué, de la ministère de l'éducation nationale a indiqué mercredi 28 décembre que des groupes restreints d'agitateurs « tentant une fois de plus de semer l'anarchie dans des buts révolutionnaires ». Il accuse les étudiants de « détourner cet Etat qui nourrit, qui éduque, qui soigne et qui protège, des problèmes majeurs que pose la construction d'un Etat fort et respecté ».

Les étudiants n'ont pas de représentant au sein de l'administration universitaire depuis l'échec, en 1986, du congrès qui devait renouveler leur syndicat, l'Union des étudiants et stagiaires de Mauritanie. Ce point constitue l'une des revendications des grévistes, qui demandent également le maintien des bourses en cas d'échec, la création d'un centre médical, la construction d'une bibliothèque universitaire et des moyens de transport. Tous ces points auraient trouvé des solutions, hormis le maintien des bourses en cas d'échec, qui aurait été refusé par le ministère afin de ne pas « encourager la paresse ». — (AFP).

Maroc

M. Pasqua offre 50 000 F pour la mosquée de Casablanca

L'ancien ministre français de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, a remis, mercredi 28 décembre, à des responsables marocains un chèque de 50 000 F comme contribution

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Europe

BELGIQUE : épilogue de la querelle linguistique

Le bourgmestre des Fourons, M. José Happart, renonce à un nouveau mandat

L'une des pages les plus rocambolesques de l'histoire politique belge vient d'être tournée. En renonçant à un nouveau mandat, M. José Happart, le maire francophone de la petite commune des Fourons, a mis fin à une querelle qui a fait chuter plusieurs gouvernements. La reconduction de M. Happart, plébiscité lors des élections municipales d'octobre dernier au poste de bourgmestre (maire) des Fourons, risquait de provoquer une nouvelle crise gouvernementale. Cette affaire avait ravivé ces dernières années les tensions entre les deux grandes communautés linguistiques du pays, les Flamands néerlandophones et les francophones.

Depuis un quart de siècle, les Fourons empoisonnent la vie politique belge : enclavée en Flandre, cette petite commune est sous tutelle flamande mais elle est administrée par des francophones car la majorité de ses 4 200 habitants ont pour langue maternelle le français.

Néanmoins, elle fut rattachée en 1963 à la Flandre, une des trois régions administratives de Belgique (les deux autres sont la Wallonie, francophone, et Bruxelles, bilingue). A l'origine de cette bizarrerie linguistique, un marchandage politique entre socialistes francophones et démocrates-chrétiens flamands. Les

premiers voulaient se débarrasser des Fouronnais, des paysans catholiques. Les seconds ont récupéré les Fourons en échange d'une petite ville socialiste qui a été rattachée à la partie francophone du pays. La majorité des Fouronnais luttent depuis contre cette « annexion » et réclament leur rattachement à la province voisine et francophone de Liège.

Les Fourons sont devenus au fil des ans l'abcès de fixation des disputes incessantes, qui tourmentent dans les années 70 à l'affrontement physique entre extrémistes des deux bords. A la pointe du combat francophone, M. Happart, un agriculteur quadragénaire, maire de la commune depuis 1983 et député européen (socialiste) depuis 1984. Il a été destitué à plusieurs reprises sous prétexte qu'il ne parlait pas le néerlandais dans l'exercice de ses fonctions, comme il aurait dû le faire puisque la commune est sous tutelle de la Flandre.

Le prochain bourgmestre des Fourons sera M. Nico Droeve, bras droit du maire sortant, M. Happart, qui deviendra adjoint au maire, à condition qu'il restera « l'épave de Damoclès suspendue au-dessus de la tête du gouvernement de M. Wilfried Martens ». — (AFP.)

GRÈCE

M. Papandréou s'en prend à l'opposition et à la presse

Le premier ministre grec, M. Andreas Papandréou, a tiré à boulets rouges, jeudi 29 décembre, sur les partis de l'opposition, des communistes à la droite, qui ont formé selon lui un « front anti-PASOK » (mouvement socialiste panhellénique au pouvoir), en réclamant des élections anticipées immédiates. Parlant devant le septième comité central du PASOK réuni à Athènes, le chef du gouvernement a déclaré que les législatives auraient lieu à la date prévue, c'est-à-dire le 14 juin prochain, et qu'un projet de loi électorale reposant sur les « principes de la proportionnelle simple » serait déposé au Parlement au mois de février.

C'est un discours de bataille que M. Papandréou a prononcé devant les cent quarante membres du comité central pour essayer de res-

ser les rangs socialistes et de relancer l'action du PASOK, fortement ébranlé par les scandales politiques financiers qui secouent le pays depuis plus de deux mois. Il a dénoncé les tentatives de « déstabilisation des institutions et de la vie politique » et critiqué une partie de la presse qui « ne s'applique plus à contrôler le pouvoir mais, par tous les moyens, même en fabriquant des informations, cherche à créer des développements politiques qui servent des intérêts privés ».

Selon des sources bien informées, vingt-quatre membres du comité central auraient soumis au secrétaire de la conférence une lettre dans laquelle ils réclamaient une « épuration » et le départ immédiat du gouvernement du ministre de la présidence, M. Agamemnon Koutsourgas, considéré par l'oppo-

sition et la presse comme la personnalité la plus compromise dans les scandales récents.

Les relations déjà tendues entre le gouvernement et la presse se sont encore envenimées jeudi. Au cours d'une conférence de presse, le 28 décembre, le ministre des finances, M. Dimitri Tsoulfas, avait voulu congédier le journaliste du quotidien communiste *Proti*, qui l'avait mis en cause dans le scandale des ventes d'armes de la société EBO. Par solidarité, les autres journalistes présents ont quitté la salle. A la suite de cet incident, l'Union des rédacteurs des quotidiens d'Athènes (ESHEA) a dénoncé dans un communiqué « l'intensification des attaques gouvernementales contre la presse » et affirmé que les journalistes « ne céderont pas aux menaces ». — (AFP.)

L'attentat contre le Boeing 747 de la Pan Am

Londres dépêche des enquêteurs en RFA et « dans d'autres parties du monde »

LONDRES de notre correspondant

Un policier écossais de 43 ans, M. John Orr, a été chargé jeudi 29 décembre de coordonner l'enquête internationale sur l'attentat commis le 21 décembre contre le Boeing 747 de la Pan Am. La police écossaise est en effet officiellement responsable de la recherche des coupables, puisque l'appareil est tombé sur la petite ville de Lockerbie, au nord de la frontière avec l'Angleterre. Scotland Yard assume en pratique la plus grande partie du travail, mais les formes sont respectées.

M. Orr a établi son quartier général à Lockerbie même. Il a indiqué jeudi soir « que des agents du FBI faisaient partie intégrante » de l'équipe qu'il dirige. « Nous menons l'enquête selon les règles internationales », a-t-il déclaré. Des inspecteurs de Scotland Yard sont partis jeudi pour Wiesbaden, en RFA pour s'entretenir avec leurs collègues ouest-allemands du Bureau de la police criminelle fédérale (BKA). Le vol 103 de la Pan Am a en effet commencé à Francfort. D'autres enquêteurs vont se rendre, dans les deux jours qui viennent, dans d'autres parties du monde », ajouta M. Orr, sans préciser davantage.

Des experts du Corps royal des ingénieurs ont commencé à découper la cabine de pilotage du Boeing, tombée dans un champ près de Lockerbie. Il ne devrait plus rester beaucoup de la structure métallique. L'important provenant de l'appareil lui-même. Les examens se poursuivront au laboratoire militaire de Fort Halstead, dans le Kent, où a été établie la présence « d'un très puissant explosif » sur l'armature métallique d'un compartiment à bagages qui se trouvait dans la soute avant.

La discrétion des policiers de Scotland Yard est proverbiale. Elle est l'ailleurs due à la procédure. La police est en effet chargée de la tâche qui revient en France au juge d'instruction. Il est peu probable que, parmi les diverses pistes actuellement suivies par les limiers britanniques, l'une soit publiquement mise en avant. Le déplacement d'enquêteurs de Scotland Yard en RFA a été officiellement annoncé. Il n'en sera certainement pas de même pour les missions de ceux qui se rendront, ou sont déjà, au Proche Orient... Sir Geoffrey Howe a souligné jeudi « la plus grande coopération internationale possible dans la chasse aux responsables » de l'attentat. Le chef de la diplomatie britannique estime que « les mécanismes existent déjà pour l'essentiel », mais il voudrait que « tous les pays éventuellement concernés » manifestent la même volonté de découvrir les coupables. Il s'agit sans doute d'une allusion voilée à certains pays du Proche Orient.

Le Times de vendredi fait état de l'hypothèse selon laquelle la bombe qui a détruit le Boeing 747 de la Pan Am était munie d'un système de déclenchement double. Le premier élément serait constitué d'un baromètre, réagissant à la pression dans la soute, qui déclencherait le second, un minuteur, qui ferait exploser la bombe elle-même. Ceci expliquerait que l'avion ait explosé au dessus de l'Ecosse, laissant de nombreux indices au sol, et non au dessus de l'Atlantique. Le vol 103 de la Pan Am avait en effet 25 minutes de retard au décollage, à l'aéroport londonien d'Heathrow. S'il avait survolé le littoral britannique, il se serait trouvé au large des côtes écossaises au moment de l'explosion.

DOMINIQUE DHOMBRES.

URSS

Les autorités révisent en baisse le bilan du séisme d'Arménie

Moscou (AFP). — Le nombre total de morts dus au tremblement de terre qui a dévasté le nord de l'Arménie, le 7 décembre, devrait avoisiner les 25 000 personnes, soit environ la moitié du dernier bilan officiel, a annoncé, jeudi 29 décembre, un vice-premier ministre arménien, M. Vardges Artsruny. Le 13 décembre, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Guennady Guerassimov, avait avancé une estimation provisoire de 53 000 morts.

M. Vardges Artsruny, lors d'une conférence de presse à Erevan, a réaffirmé qu'il s'attendait à ce que seulement 100 à 200 corps soient retirés des décombres des villes et villages détruits par la catastrophe. Interrogé pour savoir si des responsables officiels avaient surestimé le nombre de morts, M. Artsruny a répondu, visiblement mal à l'aise : « Il s'agit d'un grand nombre de victimes, nous n'exagérons ni ne sous-estimons pas. Nous prenons ces chiffres très au sérieux ».

Interrogé d'autre part sur les troubles ethniques en Arménie, le ministre de l'Intérieur, Usik Arutyunian, a indiqué qu'actuellement dix per-

Mauvais souvenirs de la « stagnation »

Brejnev et Tchernenko privés de plaque

Moscou. — Les autorités soviétiques ont décidé de supprimer les noms des anciens dirigeants Leonid Brejnev et Constantin Tchernenko de tous les édifices publics et des usines en URSS, a annoncé jeudi 29 décembre l'agence Tass.

Cette décision répond aux propositions en ce sens faites par le public, qui lie ces noms à la « période de stagnation dans le pays », a ajouté l'agence.

Elle constitue une étape décisive dans la campagne de « débrejnévisation » entreprise par le numéro un soviétique Mikhaïl Gorbatchev, alors que jusqu'à présent il s'agissait plutôt d'un processus graduel tendant à supprimer le nom de Brejnev des villes et jardins.

Tass a précisé que les noms de Brejnev et Tchernenko seraient retirés de toutes les usines, régions administratives, institutions d'enseignement et organisations portant leurs noms. Les plaques commémoratives vont en outre être retirées de leurs anciennes résidences. — (AFP.)

HONGRIE

La première allocation chômage dans un pays de l'Est

La Hongrie allouera, à partir du 1^{er} janvier, des allocations chômage assignant entre 30 % et 70 % du dernier salaire. C'est la première fois qu'un tel dispositif est mis en place dans un pays de l'Est. Autant de ces allocations ceux des seize mille chômeurs officiellement recensés en Hongrie qui, âgés de plus de dix-huit ans, sont sans travail depuis plus d'un an. Au bout de six mois, le montant de leur allocation, valable un an, sera réduit à 10 % de leur salaire antérieur.

Selon des estimations de responsables hongrois, le taux de chômage du pays pourrait considérablement augmenter au cours des prochaines années, en raison de la restructuration de l'économie. Au moins cent cinquante mille personnes pourraient, au moins temporairement, perdre leur emploi.

● IRLANDE DU NORD : découverts d'explosifs. — Plus de 180 kilos d'explosifs ont été découverts le jeudi 29 décembre, en Ulster, ils étaient dissimulés dans un mur, près de la voie ferrée reliant Belfast à Dublin, au sud de l'Irlande. Prêts à l'emploi et cachés dans huit sacs en plastique, ils étaient destinés à être utilisés contre les forces de sécurité britanniques. La police et les forces de sécurité de l'armée britannique patrouillaient conjointement à la suite d'un attentat qui, le 16 décembre, avait endommagé le pont de Kinsagart, sur la voie ferrée.

Asie

CHINE

Une nouvelle université gagnée par l'agitation raciale

Après le casse-tête chinois, le casse-tête africain. C'est visiblement l'effet que produit à Pékin l'agitation raciale dans le monde universitaire, qui s'est étendue, après Nanjing (Nankin), à un autre établissement recevant des boursiers d'Afrique noire. Avec un nouvel élément qui a servi de révélateur : le SIDA.

PÉKIN de notre correspondant

Cinquante étudiants originaires de vingt pays d'Afrique ont été, le jeudi 29 décembre, de retour chez eux après s'être barricadés pendant trois jours dans leur dortoir à l'Institut d'agriculture de Hangzhou (Chine orientale). Motif de leur colère : un article de la presse locale mettait en garde la population contre les risques de contamination par le SIDA pour ceux ou celles qui fréquenteraient les Africains. L'un d'entre eux, un Congolais, venait effectivement d'être rapatrié après avoir été déclaré séropositif.

Le porte-parole du ministère des affaires étrangères a tenté jeudi d'arrondir les angles auprès des pays africains concernés. Il a reconnu qu'« en raison des différences d'habitudes de vie, des incompréhensions et même des dégoûts, les contacts sont parfois évitables », mais que cette affaire était « un incident isolé n'ayant aucun rapport avec la discrimination raciale ».

Mais, le même jour, un quotidien de Nanjing citait un responsable qui, tout en exhortant les étudiants chinois à cesser de manifester pour réclamer le châtiment des Africains impliqués dans la rixe du 24 décembre, laissait entendre que leur colère était comprise en haut lieu.

En fait, les autorités craignent que la nervosité et le « mal de vivre » des étudiants chinois ne trouvent dans cet épisode raciste un prétexte pour se livrer à nouveau à une agitation antigouvernementale.

Car, derrière cette bouffée de racisme au sein de la population étudiante chinoise, se profilent les maux endémiques des universités de la République populaire : les étudiants chinois tolèrent mal la disparité des niveaux de vie, encore plus frappante dans le cas des étudiants venus d'Afrique, du fait de leur exubérance joyeuse. Ceux-ci compensent par des festivités bruyantes dans leurs dortoirs l'austérité de leur vie et l'hostilité qu'on ne se prive pas toujours de leur manifester en public.

Cela n'empêche pas certaines jeunes Chinoises de fréquenter des étudiants africains (la Chine en compte environ mille cinq cents, pour la plupart des jeunes gens).

Toutes ces ambiguïtés rendent délicate la mise en œuvre de la ligne selon laquelle Pékin « pratique la politique d'égalité de toutes les races en Chine et, sur la scène internationale, soutient le juste combat des peuples africains contre la discrimination et l'apartheid ».

FRANCIS DERON.

● Manifestation d'étudiants ouïgours à Pékin. — Environ trois cents étudiants ouïgours (venus de la province occidentale du Xinjiang, à majorité musulmane), ont manifesté mercredi 28 décembre dans les rues de Pékin pour protester contre la discrimination raciale. Ils brandissaient des banderoles sur lesquelles on pouvait lire : « Les minorités veulent les droits de l'homme », et « Nous voulons l'unité nationale, basée sur l'égalité ». La police n'a procédé à aucune arrestation. — (Reuters.)

JAPON

Démission du ministre de la justice

Vingt-quatre heures après avoir affirmé qu'il ne quitterait pas son poste (le Monde du 30 décembre), le ministre de la justice du nouveau cabinet japonais a présenté vendredi 30 décembre sa démission au premier ministre Takeshita. M. Hasegawa a été contraint à ce geste après la publication d'informations l'impliquant dans le scandale Recruit-Cosmos. M. Hasegawa a reconnu avoir reçu des dons électoraux de la société incriminée. Il avait été nommé ministre de la Justice mardi, pour succéder à son prédécesseur, le ministre des affaires politiques, qui a été remplacé par M. Masami Takishita, ancien juge à la Cour suprême, âgé de soixante-deux ans.

Un autre membre de l'équipe de M. Takeshita, M. Obuchi, premier secrétaire et numéro deux du cabinet, vient également de reconnaître avoir reçu de l'argent de Recruit-Cosmos pour ses dépenses électorales. Il a indiqué à la presse que l'un de ses groupes de soutien politique avait accepté des dons de cette société jusqu'en juin dernier, date à laquelle, le scandale avait éclaté, mais qu'il en ignorait le montant. — (AFP, Reuters.)

EN BREF

● CHINE : destitution du ministre des sports. — M. Li Mengshu, ministre des sports et de l'éducation physique, a été démis de ses fonctions jeudi 29 décembre. M. Li, âgé de soixante-six ans et en poste depuis 1981, a été remplacé par M. Wu Shaozu, quarante-neuf ans, commissaire politique à la commission des sciences, de la technologie et de l'industrie de la défense nationale. Le limogeage de M. Li avait la conséquence des médiocres performances chinoises aux derniers Jeux olympiques de Séoul. — (Reuters.)

● LAOS : ouverture. — La Chine et le Laos ont décidé de rétablir leurs relations commerciales, à l'issue d'une semaine de visites en Chine d'une délégation commerciale laotienne conduite par le ministre de l'économie et du commerce, M. Phao Bounnaphol, a annoncé, jeudi 29 décembre le quotidien *China Daily*. D'autre part, la Thaïlande et le Laos ont procédé jeudi à la mise en place d'une commission conjointe chargée de résoudre les problèmes posés par leur différend frontalier, causé de deux conflits armés depuis 1984. — (AFP.)

CORRESPONDANCE

La libération d'un archevêque vietnamien

A l'occasion de la libération de Mgr Nguyen Van Thuan après treize ans de détention (le Monde daté 4-5 décembre), M. Nguyen Manh Ha, ministre dans le premier gouvernement Ho Chi Minh, nous signale que le prélat « parce qu'il neveu de Ngô Đình Diem, a été nommé par le Saint-Siège à la veille de l'arrivée des communistes à Saigon (en 1975), coadjuteur de Mgr Bink, archevêque de la capitale du Sud, avec droit de lui succéder automatiquement en cas de vacance. Cette décision a la saveur révoltante d'un caractère nettement politique qui n'a pas échappé aux nouvelles autorités qui ont décidé de démanteler cette bombe à retardement ».

Le maire de Nagasaki

critique l'attitude de l'empereur pendant la guerre

Le maire de Nagasaki, l'un des deux villes victimes d'un bombardement atomique en 1945, a suscité la colère d'une partie de l'opinion japonaise et de l'extrême droite japonaise en critiquant l'attitude de l'empereur Hirohito pendant la guerre.

Bravant un tabou non écrit en vertu duquel le souverain, d'origine agnoste, ne s'exprime pas sur des questions de toute critique, M. Hiroshi Motomatsu, a, selon le *New York Times*, déclaré au cours d'une réunion de son conseil municipal : « Si je regarde les livres d'histoire japonais et étrangers, et réfléchis sur mon expérience militaire dans l'éducation des soldats, je pense que l'empereur a sa part de responsabilité dans la guerre. Mais, en vertu de la volonté des Japonais et des alliés, l'empereur s'est détaché de sa responsabilité et est devenu le symbole de la nouvelle Constitution ».

Cela lui a suffi pour que des extrémistes de droite le menacent lui et sa famille, de mort dans les mêmes termes que les fanatiques des années 30, pour qu'il soit limogé de son poste au sein de la branche locale du Parti libéral-démocrate (conservateur au pouvoir) et chassé de la présidence d'une association patriotique.

La presse « cependant défendu son droit à la liberté d'opinion, et à la fois des milliers de messages de soutien. « Je ne pensais pas que, dans une société démocratique produisant la liberté d'expression, cela créait une aussi grande affaire », a estimé M. Motomatsu.

Une nouvelle stratégie
pour l'Asie du Sud-Est

Le Japon et la Chine
se disputent la maîtrise de l'Asie du Sud-Est

Le Japon et la Chine
se disputent la maîtrise de l'Asie du Sud-Est



Kronenbourg



Fin
Honneur de la

47 D'ALCOOL AYEZ SOIF DE MODERATION

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Amériques

Un entretien avec le général Pinochet

(Suite de la première page.)

Elles ont été les premières à manifester leur adhésion à ma personne après la défaite du oui au plébiscite. J'ai aussi mes indices : on m'applaudit quand je visite les régiments. Ce que l'opposition désire, c'est que les militaires me pendent, se soulèvent contre moi, qu'ils prennent leurs distances comme vous dites.

— Pour que le reste soit. C'est un rêve. Moi j'ai vu des carabiniers pleurer après la défaite du 5 octobre. Il m'est arrivé ce qui est arrivé à Napoléon. Je ne crois pas que les militaires puissent me faire un mauvais coup. Ils savent que je suis très soucieux de leur sort.

— Qu'est-ce qui a changé depuis le 5 octobre dans le pays ?

— On a découvert, certains avec anxiété, que la rupture entre l'exécutif et la population n'était pas si grande qu'on le disait. On disait que Pinochet allait perdre avec seulement dix ou douze pour cent des voix. Il y a eu plus de quarante pour cent de « oui ». Vous vous rendez compte, un dictateur ! J'ai préparé un coup d'Etat pour sauver la démocratie. Puis j'ai fait une Constitution et ensuite un plébiscite. J'ai tout de suite reconnu ma défaite. C'est ça un dictateur ?

« Cincinnati »

— Vous avez récemment affirmé que vous souhaitiez vous retirer comme un empereur romain ?

— Oui, en rappelant l'histoire de Cincinnati. Quand Rome était assiégée, on est allé le chercher pour sauver la patrie. Les messagers ont trouvé Cincinnati en train de labourer sa terre. C'était un homme simple et sans ambition. Il a mis son uniforme, est entré en campagne, a défait l'ennemi. On lui a rendu les honneurs, puis il est retourné à sa char-
— C'est votre idéal ?
— Attendez, attendez un peu. Il y a une seconde partie. De nouveau, Rome fut assiégée, et de nouveau, on est allé le chercher Cincinnati. Mais cette seconde partie, je ne l'ai pas racontée. Seulement la première.

— Mais vous étiez sûr de gagner le plébiscite ? On m'a dit qu'un général vous avait déclaré solennellement : « Mon général, dans ma région, il y aura 75 % de oui. » C'est vrai ?

— C'est vrai. En fait les sondages d'opinion étaient très favorables au oui, jusqu'au dernier jour. A la veille du scrutin, le journal *Las Ultimas Noticias* nous accordait 54 % contre 44 %. Bon, tout le monde croyait gagner. Mais j'ai des témoins, vous repérez un gisement mais jusqu'à ce que le pétrole sorte, rien n'est joué. C'est comme un combat de boxe. Il faut attendre le coup de gong et que l'arbitre lève le bras du vainqueur. Nous, nous avons perdu aux points, le 5 octobre, pas par knock-out. Quand même, vous admettez qu'un plébiscite qu'on perd avec 43 % des voix, ce n'est pas si fréquent. Le plébiscite a été clair, sans fraude. Tout le monde l'a reconnu.

— Vous avez pratiquement fait toute la campagne électorale en costume civil, mais vous êtes apparu à la télévision en uniforme pour reconnaître votre défaite. Pourquoi ?

— Parce que c'était le soldat qui manifestait ainsi qu'il avait tenu parole, qu'il avait tenu ses promesses et qu'il acceptait la défaite. J'avais promis un plébiscite. Je l'ai perdu. C'est la règle. Je pense aujourd'hui, trois mois après, que le destin nous a finalement tendu la main. Si nous avions gagné on aurait dit qu'il y avait eu fraude.

— Donc il est préférable pour vous d'avoir perdu ?

— C'est mieux d'avoir perdu, pour le moment.

— Pour le moment ?

— Bien sûr, car maintenant il va y avoir des élections.

— On a dit, on a écrit que vous aviez été tenté de faire sortir l'armée lorsqu'il est apparu clairement que le non l'avait emporté. C'était pendant le dépouillement du scrutin, la nuit, lors de la réunion avec la junte.

— C'est une invention complète. Je ne sais pas où on est allé chercher ça. On a dit que j'étais en uniforme alors que j'avais à ce moment-là un costume beige. Et que j'aurais dit aux commandants en chef de l'armée : « Messieurs, nous allons descendre dans la rue. » Mais contre qui aurais-je pu me battre alors que les rues étaient désertes ? Et mes commandants en chef, membres de la junte, m'auraient répondu : « Non, monsieur, on ne sort pas. » Je vais vous dire. Nous avons ici, au Chili, une caractéristique : nos forces armées ont une formation prussienne. Ici, la verticalité du commandement est une réalité.

— Comment expliquez-vous votre défaite ?

— Il y a beaucoup de facteurs. Nous avons sans doute commis des erreurs pendant la campagne. Ensuite, certains secteurs de la société n'ont pas complètement assimilé l'œuvre de modernisation du gouvernement, le développement économique et social atteint ces dernières années. Il y a eu l'intervention de certains secteurs politisés de l'Eglise chilienne. Je crois aussi qu'il y avait une certaine méfiance, une certaine méfiance et l'ignorance par de larges couches de la jeunesse de ce qu'était le Chili de l'Unité populaire.

— En ce qui concerne l'intervention étrangère, j'ai des documents, des preuves qui n'ont pas encore été publiées mais qui le seront sans doute un jour. Peut-être dans un livre, ou dans mes Mémoires. Les Russes ont fait de la propagande à la radio tous les jours. Les Américains ont donné de l'argent à l'opposition. L'ambassadeur de l'Etat-Unis, à titre personnel, est intervenu. L'Europe aussi, avec des fonds. Au moins cinquante millions de dollars. Mais ce n'est que la pointe de l'iceberg. En fait c'est beaucoup plus.

Le talon d'Achille de la démocratie

— La transition vers la démocratie implique, au bout de la route, une démocratie totale. A cent pour cent. Ou non ?

— Oui, un système à cent pour cent démocratique à condition que l'on ne vous attaque pas. Parce que la démocratie a un talon d'Achille que n'ont pas les régimes totalitaires. La démocratie permet à ceux qui veulent la détruire de s'infiltrer dans la machine de l'intérieur. Comme les nous ont détruit ici au Chili de 1970 à 1973. Ils ont tout détruit parce qu'on leur a permis d'agir. Il faut que le système démocratique se protège, qu'il empêche l'intrusion de doctrines totalitaires.

— Le retour de la démocratie implique-t-il ou non pour vous la présence légale du Parti communiste chilien dans la vie publique ? Au Parlement et ailleurs ?

— Nous n'avons pas accepté le Parti communiste. Et, pour empêcher son entrée dans le jeu politique, il faut éduquer, expliquer ce qu'est le communisme, montrer que ce n'est pas un parti de plus, comme les autres.

— Changeriez-vous d'opinion si le Parti communiste chilien, à l'issue de son actuel congrès, se prononçait pour la ligne modérée, pour la ligne légale ?

— Non, cela ne changerait rien. Que l'on me montre des faits

concrets et je changerai. Comme pour la perestroïka de M. Gorbatchev. Je continue à ne pas y croire vraiment. S'il y a de vrais changements, alors oui. Je suis comme saint Thomas. Je crois ce que je vois.

— Alors, que voyez-vous dans le tableau politique chilien pré-électoral ?

— Beaucoup de confusion. Les dirigeants de l'opposition étaient d'accord pour dire non. C'était facile. Maintenant, les divisions réapparaissent, les clivages, les rivalités personnelles. C'est logique. Ces divisions ne laissent aucun doute sur le manque de clarté et de consistance de leurs programmes politiques. En fait, ils n'ont pas de programmes adaptés aux nécessités du pays. Ils se contentent de réclamer des réformes constitutionnelles qui ne sont pas indispensables. C'est inquiétant.

— Même un candidat de consensus de l'opposition serait obligé de céder aux pressions des secteurs les plus radicalisés, qui préconisent un projet économique contraire à l'esprit de liberté et de libre initiative. Pour cela, je redoute qu'un éventuel candidat de l'opposition aux prochaines élections ne constitue une grave menace pour les objectifs de progrès atteints ces dernières années.

— L'opposition estime, elle, que votre plan de privatisation à outrance est excessif, contraire aux intérêts du pays, et même dangereux pour la sécurité nationale.

— L'opposition dénonce la privatisation car cela lui enlève une clientèle électorale. Nous avons été des pionniers de la privatisation et nous nous en trouvons bien. Bien avant M. Thatcher. Nous perdons plus de 100 millions de dollars avec les entreprises publiques déficitaires. La sécurité nationale ? Elle n'est pas menacée le moins du monde.

Les droits de l'homme

— Même la droite chilienne demande que les affaires de droits de l'homme impliquant du personnel militaire ne soient pas étouffées par la justice. Et certains insistent. Ils suggèrent que la CNI soit démantelée comme le fut la DINA en temps de régime militaire. Ils demandent une commission de réconciliation. Qu'en pensez-vous ?

— C'est une question intéressante. Cela fait partie de la campagne de la gauche contre les organismes de sécurité. Parce que grâce à eux nous avons découvert les activités illicites, le trafic d'armes, les plans. Cela les gêne aujourd'hui ? Mais j'aimerais connaître le nom d'un pays civilisé dans le monde qui n'a pas de service d'intelligence ? Est-ce que les Américains ont démantelé la CIA ? Et les Français leurs organismes de sécurité ? Les droits de l'homme ? On en parle plus ou moins la défense selon que vous êtes puissant ou misérable, ou petit comme nous.

— Ne croyez-vous pas qu'un conflit peut éclater au Chili entre le prochain gouvernement démocratique et les forces armées à propos des procès intentés à des militaires ? Comme c'est le cas en Argentine ?

— Je ne crois pas. Parce que les commandants en chef des forces armées doivent encore rester huit ans à leur poste. C'est dans la Constitution. C'est vrai qu'il y a eu des excès dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, mais à l'étranger les dénonciations de violations des droits de l'homme ont souvent été excessives. En ce qui me concerne, je souhaite qu'il n'y ait plus aucune affaire — civile ou militaire — non jugée à la fin de mon mandat. Nous avons décidé d'accélérer les processus auprès de la justice. Par exemple, l'affaire des « Quemados » (les jeunes gens brûlés) est jugée. Un officier a été condamné. D'autres affaires sont également sur le point d'être jugées.

— Vous ne croyez pas à la perestroïka, mais vous avez établi des contacts avec l'Union soviétique. C'est exact ?

— Pas de contacts. Des conversations très discrètes. En Suisse. Jusqu'à présent sans beaucoup de résultats. Disons que c'est un rapprochement. On ne peut pas toujours être en guerre, en lutte. Nous commençons à avoir avec les Soviétiques des relations commerciales indirectes, via le Mexique. Si je vois que les choses vont bien, s'il y a une vraie ouverture, pourquoi n'aurions-nous pas des relations normales. J'en suis enchanté. Il faut être pragmatique.

Propos recueillis par MARCEL NIEDERGAANG.

Afrique

SOUDAN : les manifestations contre la vie chère

La coalition gouvernementale a éclaté

Le Parti unioniste démocratique (PUD) vient de se retirer du gouvernement de coalition de M. Sadek El Mahdi au sein duquel il avait pour partenaires l'Oumma, le parti du premier ministre, et le Front national islamique (FNI, intégriste). Un porte-parole du gouvernement a déclaré, jeudi 29 décembre, qu'il serait procédé rapidement à la formation d'une nouvelle équipe.

D'autre part, la police a ouvert le feu sur des manifestants, jeudi, dans la capitale soudanaise (nos dernières éditions du 30 décembre), où continuait un mouvement de protestation contre les hausses de prix, qui, pourtant, avaient été annulées. On ignore si ces incidents ont fait des victimes.

KHARTOUM
de notre envoyé spécial

Depuis la formation, en mai 1986, du premier gouvernement de M. Sadek El Mahdi, de graves divergences opposaient les deux principales formations politiques sorties victorieuses des élections législatives d'avril : le parti Oumma de la secte des Ansars, présidé par M. Sadek El Mahdi, et le Parti unioniste démocratique dirigé par M. Mohamed Osman El Mirghani, chef spirituel de la secte des Khatmias.

Quinze mois de gouvernement en commun ne parvinrent pas à dissiper les divergences entre les formations politico-religieuses traditionnelles rivales, et, en août 1987, les dirigeants des deux partis étaient arrivés à la conclusion que le mariage de raison qu'ils avaient contracté au lendemain des élections avait été un échec et avaient convenu à l'amiable de mettre fin à la coalition gouvernementale. M. Sadek El Mahdi rêvait alors d'une formule qui le débarrasserait d'une coalition boliteuse menacée par d'incessantes querelles à l'intérieur du PUD pratiquement scindé en plusieurs tendances, en vue de la formation d'un cabinet d'union nationale au sein duquel son principal partenaire serait le Front national islamique (FNI), dirigé par son beau-frère, M. Hassan El Tourabi. Le PUD, pour sa part, réalisait soudain qu'il était entré en partenariat de second ordre au sein de la coalition et que celle-ci était devenue, selon l'expression de son secrétaire général adjoint, M. Ahmed Sid Ahmed Hussein, un instrument « de la dictature de l'Oumma ».

La rupture de la coalition coïncide avec un débâcle publique de griefs et de récriminations. Les Soudanais avaient ainsi appris, avec stupeur, qu'ils étaient dirigés depuis plus d'un an par deux partis en désaccord sur la plupart des problèmes auxquels le pays faisait face : la guerre du Sud, l'avenir de l'économie du pays, la charia islamique et les relations avec les pays arabes et africains voisins. A l'époque, cependant, tous les efforts de M. Sadek El Mahdi en vue de remplacer le PUD par le FNI avaient échoué devant l'intransigence des islamistes, qui souhaitaient obtenir une trop grosse part du gâteau gouvernemental, imposer une Charia dure et pure, ainsi que devant les réserves de la majorité des membres de son propre parti, l'Oumma, violemment hostile au Front islamique.

« Un retard dans le poulailler »

De toute manière, le PUD, bien qu'amoindri par ses contradictions internes, n'était pas du tout disposé à abandonner la parcelle de pouvoir qu'il détenait au sein de la coalition. Celle-ci fut donc replatée, afin d'éviter une vacance du pouvoir et de permettre à l'équipe en place de gérer la crise en attendant un nouveau et définitif partage du pouvoir.

Première conséquence de l'absence d'un vrai gouvernement à

Khartoum, l'agitation dans le Sud s'est aggravée considérablement, la guerre civile faisant tache d'huile et s'étendant à la province de l'Equatoria. Le problème de la charia, à l'origine du conflit, a continué à perturber de plus en plus le climat politique du pays. Plus grave, la situation économique a commencé à se dégrader sérieusement, entraînant une dangereuse érosion du niveau de vie de la population.

En mai 1988, M. Sadek El Mahdi a cru trouver une solution magique à tous ces problèmes en introduisant subrepticement le FNI au gouvernement baptisé d'« entente nationale ». L'entrée d'un retard dans le poulailler, pour utiliser l'expression d'un membre du bureau politique de l'Oumma, loin de régler les problèmes, n'a fait que les exacerber en accentuant le caractère islamique de l'équipe au pouvoir et en creusant le divorce qui s'esquissait entre le Nord et le Sud.

Disposant de moyens financiers illimités grâce aux banques islamiques, via l'Arabie saoudite, les amis de M. Hassan El Tourabi ont tout fait pour renforcer les aspects rétrogrades et réactionnaires de la législation islamique, rendant ainsi plus difficile une réconciliation avec le Sud sans laquelle aucun des problèmes actuels du Soudan ne peut être réglé. Depuis, la charia version Tourabi a été approuvée par le Parlement et le gouvernement, mais elle a été « enterrée » provisoirement au sein d'un comité législatif afin d'éviter une grave crise à l'intérieur de l'équipe au pouvoir.

Pas d'islam sans paix

L'entrée du FNI au gouvernement a, d'autre part, aggravé la « marginalisation » du PUD, laquet du rapprochement entre M. Sadek El Mahdi et M. Hassan El Tourabi, M. Mirghani s'est efforcé, dès le mois d'août, de relancer le « dialogue » avec le colonel Garang, le chef de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), en se rendant à Addis-Abeba, où il a posé avec le dirigeant de la rébellion sudiste les jalons d'un accord de paix possible. Pour le chef de la secte religieuse des Khatmias, il s'agissait aussi bien de renouer les fils d'une négociation compromise par l'intransigence de M. Sadek El Mahdi que de sortir sa formation de l'isolement et de l'impuissance dans lesquels l'entrée du FNI au gouvernement l'avait enfermées.

Chef religieux prestigieux et traditionnel, M. Mirghani n'a pas hésité à s'opposer aux éléments religieux extrémistes du PUD favorables au Front islamique, en jouant la

carte de la paix et du libéralisme. Après la conclusion de l'accord d'Addis-Abeba, le 16 novembre dernier, avec le colonel Garang, il a répliqué à ses détracteurs qui l'accusaient d'avoir trahi l'islam : « La plus importante des obligations religieuses pour un musulman est la conclusion de la paix. »

Accueilli en héros national à son retour d'Addis-Abeba par une foule en délire, aux cris de « Pas d'islam sans paix », M. Mirghani a été en quelque sorte plébiscité par les Soudanais, qui l'ont aidé à recouvrer son autorité au sein du gouvernement et à établir les Khatmias dans le rôle traditionnel qu'ils ont rempli au Soudan dans le passé. Il a ainsi acquis une nouvelle stature politique, se posant en adversaire résolu et direct du président du conseil, M. Sadek El Mahdi.

Cette véritable métamorphose d'un personnage, que certains qualifiaient jadis de falot, est l'une des raisons pour lesquelles M. Sadek El Mahdi a refusé d'approuver officiellement l'accord de paix d'Addis-Abeba. La campagne pour les élections législatives d'avril 1990 a déjà commencé à Khartoum, et il était hors de question que le chef de l'Oumma puisse laisser à son homologue du PUD le mérite d'avoir été à l'origine d'une paix éventuelle dans le Sud.

Le ministre cavalier dont le chef de gouvernement a « torpillé » l'initiative de paix de M. Mirghani a eu des conséquences catastrophiques sur l'autorité et le prestige du chef de l'Oumma, déjà usé par le bilan négatif de deux ans et demi d'un pouvoir stérile. M. Sadek El Mahdi est de plus en plus contesté. On lui reproche de gouverner en s'entourant de membres de sa famille ou de personnages incapables de lui refuser quoi que ce soit.

La décision arbitraire de relever d'office de 500 % le prix du sucre sans consulter les principaux intéressés lui a valu l'hostilité inextinguible des syndicats et d'autres formations de l'opposition qui ont interprété cette mesure comme une provocation. Tout semble indiquer que certains parmi eux ont décidé de rééditer l'« intifada » soudanaise qui, fin mai et début avril 1985, devint, en l'espace de deux semaines, emporté le régime de l'ex-président Nimeri comme un feu follet. En se retirant d'une manière spectaculaire du gouvernement à la veille même de la guerre générale à durée indéterminée décrétée par les syndicats, M. Mirghani, pourtant réputé pour sa prudence et sa modération, semble leur avoir donné le feu vert.

JEAN GUEYRAS.

Proche-Orient

Une personnalité palestinienne favorable à des élections en Cisjordanie et à Gaza

Le directeur du Centre d'études palestiniennes de Jérusalem, M. Fayçal Hussein, est favorable à l'organisation d'élections dans les territoires occupés, a indiqué un député de l'opposition de gauche, Mapam, M. Yair Tzaban, à la suite d'une rencontre, le mercredi 28 décembre, avec M. Hussein en prison. M. Hussein, qui purge actuellement une peine de détention administrative, est considéré comme très proche de l'OLP dans les territoires occupés.

Selon M. Tzaban, cité jeudi par la presse israélienne, M. Hussein estime que ces élections sont souhaitables si elles sont libres, démocratiques et sans aucun lien avec le projet d'autonomie. « Elles devraient permettre aux Palestiniens des territoires occupés de choisir leurs représentants pour des négociations avec Israël », a-t-il ajouté.

Le maire de Bethléem propose une trêve

Toujours selon M. Tzaban, le leader palestinien estime que les événements des territoires occupés exigent fatalement que l'OLP soit associée au dialogue avec Israël. Le centre palestinien et la Direction unifiée du soulèvement populaire dans les territoires occupés ont tous deux rejeté le principe d'élections en Cisjordanie et à Gaza.

De son côté, le maire de Bethléem, M. Elias Freij, a déclaré jeudi qu'il avait demandé au chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, d'accepter une trêve d'un an, sous l'égide des Nations unies, dans le soulèvement palestinien contre l'occupation par Israël de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. M. Freij a précisé qu'il avait fait passer le message par l'intermédiaire du président roumain, M. Nicolae Ceausescu, ce mois-ci à Bucarest. M. Freij, Palestinien modéré, a ajouté que la trêve était, son idée personnelle et qu'il n'en avait discuté ni avec les autorités israéliennes ni avec les dirigeants clandestins du soulèvement.

Depuis Damas, deux organisations palestiniennes, le FPLP de M. Georges Habbache, et le FIDP de M. Nayef Hawathme, ont immédiatement lancé une mise en garde contre tout arrêt du soulèvement, affirmant leur volonté de « faire face à toutes les tentatives visant à mettre un terme au soulèvement ».

Ces différentes interventions colorent d'une augmentation, ces dernières semaines, des tentatives d'infiltration de commandos palestiniens en Israël. L'une de celles-ci, mercredi (le Monde du 30 décembre), a donné lieu à des représailles israéliennes contre une base au Liban de la milice chiite Amal. (AFP, Reuters.)

SALVADOR

Onze mille personnes ont été tuées ou blessées en 1988

San-Salvador. — L'armée salvadorienne, la guérilla et une organisation des droits de l'homme ont publié, jeudi 29 décembre, des bilans distincts de la guerre civile faisant état de onze mille personnes tuées ou blessées pour la seule année 1988. Selon la Commission des droits de l'homme, 1 747 civils ont péri et 231 autres ont été portés disparus. La Commission impute la responsabilité principale aux Escadrons de la mort et aux militaires.

Les forces armées ont affirmé, pour leur part, avoir tué 914 guérilleros du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN, guérilla d'extrême gauche) et blessé 702 rebelles. Le FMLN, s'exprimant sur les ondes de sa radio clandestine Radio Venceremos, a indiqué avoir tué ou blessé 7 932 militaires, dont deux colonels, deux capitaines et cinquante-trois lieutenants.

Bien que des chiffres irréfutables soient impossibles à obtenir, ces bilans soulignent la recrudescence des combats entre les forces gouver-

nementales et la guérilla. On estime qu'au moins 65 000 personnes ont trouvé la mort au Salvador depuis le début de la guerre civile, il y a plus de dix ans.

Par ailleurs, à Washington, le porte-parole du département d'Etat américain, M. Phyllis Oakley, a déclaré que la Cour suprême salvadorienne « ait abandonné l'enquête sur le meurtre, en 1980, de l'archevêque Oscar Arnulfo Romero, la plus célèbre victime des Escadrons de la mort. Notre ambassade fera part de notre grave mécontentement après la décision de la Cour suprême », a déclaré M. Oakley. Cette réaction fait suite à la destitution par l'assemblée législative salvadorienne — dominée par l'extrême droite — du procureur général Roberto Biron, tué le 23 décembre dernier. Le procureur avait demandé l'extradition d'un témoin, le capitaine Alvaro Saravia, actuellement détenu aux Etats-Unis. La Cour suprême salvadorienne avait jugé illégale cette demande. (AFP, Reuters.)

10 HEURES : LE MINI-JOURNAL

L'ACTUALITÉ DU MONDE

Toute l'actualité en direct sur minitel

ACTUALITÉ

36.15 LEMONDE

(Publicité)

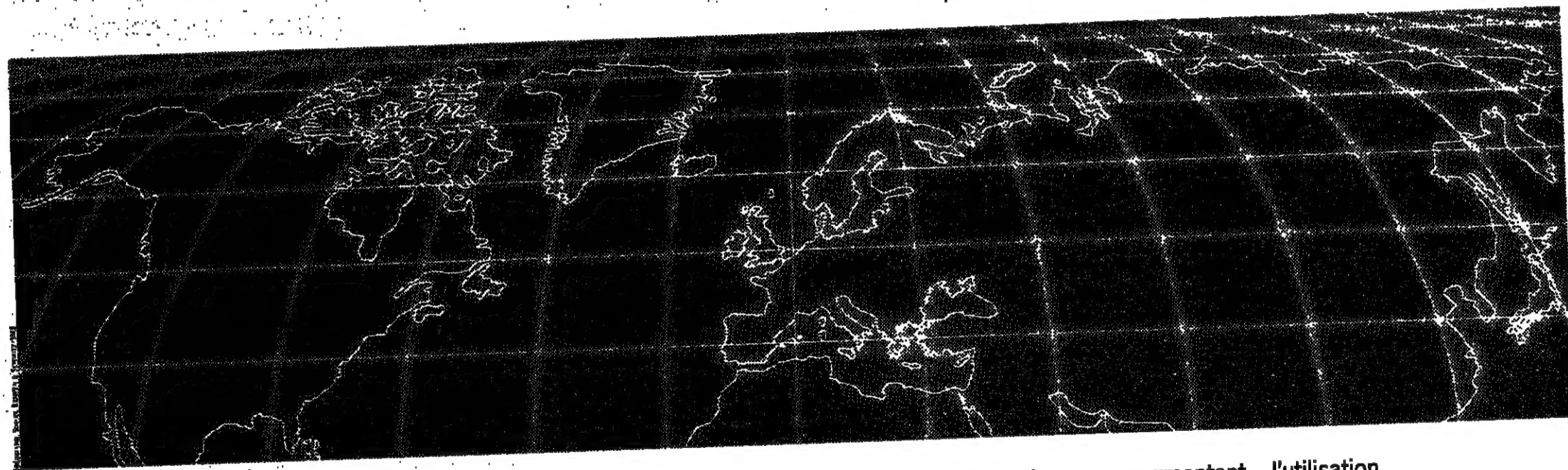
«Rien n'est plus
fort qu'une idée
qui vient
à son heure.»

Victor Hugo (1802-1885)

notre ambition: construire les meilleures
automobiles du monde.

Nous voulons donner des idées, des impul-
sions nouvelles aux techniques de com-
munication et de transport, ainsi qu'à celles
de l'automatisation industrielle.

Nous voulons enfin, dans le secteur aéro-
spatial, consolider notre compétitivité in-



Les marchés du monde se rapprochent.
Il en résulte de nouvelles dimensions. Il con-
vient de s'y adapter et nous le faisons. En
créant les divisions Mercedes-Benz, A.E.G.
et Aerospace, nous sommes en voie de
constituer un groupe mondial de haute tech-
nologie. Notre objectif est d'optimiser toutes
nos possibilités en matière de recherches
et de techniques.
C'est ainsi que nous resterons fidèles à

ternationale en augmentant l'utilisation
de systèmes intelligents.

Tous ces projets d'avenir, nous allons les
réussir en unissant nos talents, nos énergies,
nos connaissances. Et vers un seul objectif:
l'intérêt de nos clients.

C'est dans cet état d'esprit que nous vous
adressons, pour la nouvelle année, nos
meilleurs vœux de bonheur et de prospérité.

Daimler-Benz

Daimler-Benz AG, 7000 Stuttgart, Mercedesstraße 136, République Fédérale d'Allemagne

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Société

SCIENCES

Après le vol franco-soviétique

Une année sera nécessaire pour analyser la moisson spatiale de Jean-Loup Chrétien

Tandis que Jean-Loup Chrétien, Vladimir Titov et Moussa Manarov se refont une santé et des muscles à la Cité des étoiles, les scientifiques français font une première évaluation des programmes Ararat. Neuf expériences technologiques et biomédicales devaient être réalisées durant les trois semaines du vol franco-soviétique.

Grâce à la bonne volonté des cosmonautes — qui, pour rester dans les temps, travaillèrent souvent plus de dix heures par jour — et malgré quelques incidents liés au matériel, tout s'est finalement bien passé.

« La plus grande partie de ce qui avait été demandé par les scientifiques a été largement réalisé », indique à Moscou, dès le 22 décembre, M^{me} Joëlle Thoulouze, chef du projet Ararat au Centre national d'études spatiales (CNES). A la grande joie des responsables de la mission, qui vont maintenant pouvoir s'adonner, pendant près d'un an, au dépouillement des milliers de données enregistrées et rapportées par Jean-Loup Chrétien.

Point d'orgue de cette symphonie spatiale : la sortie dans l'espace effectuée, vendredi 9 décembre, par Jean-Loup Chrétien et son compagnon soviétique Alexandre Volkov. L'objectif était de déployer à l'extérieur de la station la structure ERA, construite par l'Aérospatiale, sorte de fagot géant constitué d'un treillis articulé de tubes en fibre de carbone.

Une opération aussi spectaculaire que fastidieuse, puisque les deux cosmonautes, qui passèrent six heures et dix minutes dans le vide spatial au lieu des trois heures et demie prévues, durent en désespoir de cause, pour ouvrir l'antenne récalcitrante, se résoudre à lui envoyer... de vigoureux coups de talons ferrés (le Monde daté 11-12 décembre). Une liberté qui n'a d'ailleurs pas été au goût des responsables soviétiques, Alexandre Volkov ayant profité de l'interdiction des contacts avec la Terre pour prendre cette initiative.

Reste à comprendre pourquoi cette structure complexe (cinq mille pièces et mille cinq cents articulations), dont le bon fonctionnement avait pourtant été préalablement vérifié par deux fois (au sol et dans un Airbus spécialement aménagé pour recréer les conditions d'apesantissement), s'est ainsi refusée, une fois dans l'espace, à se déployer spontanément. « L'ordre de déploiement a bien été donné et la sangle s'est ouverte correctement », précise M^{me} Thoulouze. Seule la partie mécanique serait donc en cause. Un manque de coordination que les spécialistes du CNES attribuent aux conditions d'humidité régnant à bord de la station orbitale, associées au fort refroidissement subi par l'antenne lors de sa sortie dans l'espace.

Passant brutalement d'une atmosphère humide et tempérée à la température de -170°C du vide spatial, les ressorts et les roulements d'ERA auraient été bloqués par des cristaux de glace... L'hypothèse, cependant, reste à vérifier. Seule certitude pour le moment : les capacités motrices et le dynamisme des cosmonautes au cours de leur « sortie extravéhiculaire » ont dépassé toutes les espérances.

Premier bilan au printemps

D'autant que cette balade spatiale leur a également permis, comme prévu dans l'expérience Echantillons, de mettre en place différents matériaux à l'extérieur de la station, afin de tester, sur une période d'au moins six mois, les effets de l'environnement (ultraviolet, radiations, poussières cosmiques) sur les revêtements destinés à des utilisations spatiales.

Quant aux expériences effectuées à l'intérieur de la station Mir, pour la plupart d'ordre biomédical, elles se sont déroulées « aussi bien que possible », compte tenu de leur complexité. Ainsi, l'expérience Physalie, conçue pour étudier les effets de l'apesantissement sur le système sensoriel, a-t-elle demandé, à sept reprises, deux bonnes heures pour installer l'appareillage en divers points de la station et border le cosmonaute-cobaye de capteurs.

Ajoutons à cela les échographies destinées à l'étude du système cardio-vasculaire, les prélèvements de sang et d'urine nécessaires aux dosages hormonaux, l'étude de la motricité des yeux (expérience Visminal) et celle portant sur les rayonnements cosmiques reçus par l'organisme (expérience Circo), le tout dans l'insolite d'une station pour la première fois habitée par six personnes en même temps...

Différentes équipes scientifiques du CNRS et de l'INSERM s'apprêtent à analyser dans les mois à venir la moisson de résultats rapportée de l'espace.

La encore, la patience sera de mise : le temps de vérifier l'ensemble des bandes d'enregistrement et de les recopier (les originaux revenant, hospitalité oblige, à leurs homologues soviétiques), les chercheurs ne se mettront véritablement au travail que d'ici quelques semaines. Et s'ils affirment pouvoir fournir un premier bilan biomédical de la mission au printemps prochain, le traitement de toutes les données leur demandera, au mieux, une année entière.

Reste à savoir, dans un avenir plus proche, quels sont les éléments du matériel scientifique français embarqué sur Mir que les Soviétiques décideront de garder à bord. La chose semble acquise en ce qui concerne les expériences Circo, Erco (étude du comportement de composants électroniques en environnement spatial) et Echantillons, toutes trois ne requérant qu'un appareillage d'encombrement réduit. Mais qu'en sera-t-il de matériels plus volumineux, tel l'échographie As de cœur développé par Matra ? A la suite du premier vol franco-soviétique effectué en 1982, la version précédente de cet appareil avait séjourné près d'un an dans la station orbitale.

Les scientifiques français peuvent-ils cette fois en espérer autant, à l'heure où Glavcosmos, l'organisme chargé du programme spatial soviétique, affirme sa volonté de faire désormais payer la participation des étrangers à ses vols dans l'espace ? Réponse définitive aux alentours du 10 janvier.

CATHERINE VINCENT.

Son, image et texte sur un même fil

Le téléphone du futur est désormais accessible aux usagers

Deux arrêtés publiés au Journal officiel du jeudi 29 décembre fixent pour deux ans les conditions tarifaires d'accès au réseau téléphonique Numéris (nouveau nom du Réseau numérique à intégration de services) et le rendent donc accessible aux usagers. Ils concrétisent un effort fait depuis plusieurs années pour créer ce qui remplacera un jour le téléphone actuel.

Numéris, c'est le réseau téléphonique du futur, adapté aux infrastructures du présent. C'est la possibilité pour l'abonné de profiter pleinement de l'électronisation presque complète des centraux téléphoniques. Du fait de celle-ci, les artères entre centraux au lieu de véhiculer un signal électrique qui suit fidèlement le son émis par le microphone (transmission analogique), convioient une série de chiffres binaires (64 kilobits par seconde) qui décrivent ce signal. Résultat en transmission analogique la liaison entre l'abonné et le central dont il dépend. Numéris, c'est l'extension de la transmission numérique à cette connexion.

Cette numérisation assure d'abord une meilleure qualité de transmission, puisque les distorsions que la transmission fait subir aux signaux téléphoniques peuvent être corrigées lors de la réception. Elle implique aussi la possibilité de transmettre non seulement du son, mais des textes, des données pour ordinateur, des images fixes ou semi-fixes — une nouvelle image toutes les secondes environ, mais on fait déjà beaucoup mieux au laboratoire où existe un visiophone adapté.

Pour la fin du siècle

Enfin la numérisation offre à l'abonné l'équivalent d'une seconde ligne, ce qui devrait intéresser les parents d'adolescents bavards. En effet, on peut faire passer 144 kilobits par seconde dans les deux fils de cuivre qui desservent l'abonné.

Ces possibilités sont encore très virtuelles. Il y a un an, le 21 décembre 1988, le RNIS était mis en service expérimental à Saint-Brieuc. Quelques mois plus tard, il était à Rennes. En septembre, c'était Paris. En 1989, l'abonnement à Numéris

deviendra possible à Lille, Lyon, Marseille, et dans la région parisienne. L'extension à tout le territoire français devrait être acquise à la fin 1990. Mais jusque vers 1995, le coût d'abonnement, 300 francs mensuels pour un premier accès, réservera en pratique Numéris aux usagers professionnels — actuellement, 6 millions de lignes sur un total de 29 millions.

La raison en est, outre la stratégie de Franco-Télécom, qui ne veut pas d'une montée en charge trop rapide, le coût du poste téléphonique Numéris. A l'inverse du combiné actuel, c'est un véritable petit micro-ordinateur, plus complexe même que le minitel. Ce n'est donc qu'à la fin du siècle, quand les grandes séries auront fait baisser les coûts de fabrication, que le téléphone numérique pourra pénétrer chez l'usager moyen.

Quant au coût d'usage, pour les appels téléphoniques standards, la facturation est identique à celle du réseau téléphonique ; pour les services supplémentaires permis par Numéris, la taxe de base est multipliée par 1,8.

Il faut d'ailleurs reconnaître qu'à part la seconde ligne, éventuellement la visiophone, et quelques services comme la possibilité d'identi-

fier l'origine de l'appel avant de répondre (1), les facultés nouvelles qu'apporte la numérisation s'adressent uniquement aux professionnels. Par exemple la télécopie, qui sera beaucoup plus rapide qu'avec le téléphone analogique actuel : cinq secondes pour une page au lieu de trente, avec une qualité bien meilleure.

Gain aussi pour la communication de gros volume entre ordinateurs, dix fois plus rapide avec Numéris qu'avec l'actuel réseau Transpac : cela n'obère en rien l'avenir de Transpac qui, avec sa facturation liée au volume mais indépendante de la distance, est bien adapté à l'informatique conversationnelle.

Enfin la possibilité d'envoyer et de recevoir des images fixes permet par exemple aux concessionnaires d'une marque de consulter des catalogues, ou encore aux agents immobiliers de donner à leurs clients une première vision de l'appartement qu'ils proposent. Et l'image semi-fixe convient bien pour des usages comme la télésurveillance.

MAURICE ARVONNY.

(1) Ce numéro d'appel n'est transmis que si le demandeur ne s'y oppose pas, ce qui peut être nécessaire dans certains cas pour assurer la confidentialité des communications.

RELIGIONS

Dans son message du 1^{er} janvier

Jean-Paul II plaide pour les minorités raciales, culturelles et politiques

Le pape a consacré aux minorités son message annuel du 1^{er} janvier qui est traditionnellement promu par les Nations unies Journée mondiale de la paix : « La question des minorités prend une importance croissante », écrit Jean-Paul II dans son message pour 1989, et constitue pour tous les dirigeants politiques, pour les responsables des groupes religieux et pour tous les hommes de bonne volonté, un objet de réflexion attentive. « Le pape ne cite aucune minorité mais affirme que si beaucoup d'entre elles voient leurs droits respectés, d'autres connaissent la séparation ou la marginalisation ».

Certaines minorités, dit-il, sont menacées « d'extinction culturelle » : leur langue, leurs expressions artistiques et littéraires sont purement et simplement ignorées. D'autres sont privées du droit élémentaire à l'existence. Le pape cite notamment le cas des « populations autochtones et aborigènes » : « Quand les populations indigènes sont privées de leurs terres, elles perdent un élément vital de leur existence et courent le risque de disparaître en tant que peuple ». Au cours de ses voyages en Australie ou en Amérique, Jean-Paul II a souvent plaidé la cause des populations aborigènes et indiennes.

Le pape rappelle comme étant l'un des principes essentiels du respect de la dignité humaine : le droit à « l'identité collective » de telles minorités.

Leur protection revient particulièrement aux Etats dont « la paix et la sécurité intérieure ne pourront être garanties que par le respect des droits de tous ceux qui sont sous sa responsabilité (...). Dans une société véritablement démocratique, garantir aux minorités leur participation à la vie publique est le signe d'un haut progrès civil ».

Le pape fait mention du droit à l'indépendance ou à une plus grande autonomie des minorités nationales et politiques et préconise un recours au dialogue et à la négociation pour satisfaire leurs revendications. La violence des groupes terroristes, qui « s'arrogeant indûment le droit exclusif de parler au nom de communautés minoritaires », est rejetée en termes très fermes.

L'accueil des minorités s'impose particulièrement aux chrétiens, écrit le pape : « De même qu'il ne peut y avoir de place pour la discrimination dans l'Eglise, de même aucun chrétien ne peut consciemment encourager ou appuyer des structures et des attitudes qui séparent des personnes d'autres personnes et des groupes d'autres groupes ».

La mort de Maurice Montuclard

Un pionnier du renouveau de l'Eglise catholique

Maurice Montuclard, qui vient de mourir à quatre-vingt-quatre ans, (le Monde du 28 décembre), a fortement marqué le catholicisme de l'après-guerre. Prêtre dominicain, professeur de théologie au couvent de Saint-Maximin (Var), il avait fondé à Lyon sous l'Occupation la revue Jeunesse de l'Eglise, qui, la guerre terminée, devint aussi un mouvement.

Rejetant l'identification entre les positions traditionnelles de l'Eglise catholique, ses activités temporelles et la pratique de la foi, Jeunesse de l'Eglise réclamait la liberté d'engagement des chrétiens et conduisait en même temps une réflexion religieuse. Les cahiers s'intitulaient : Délivrance de l'homme, l'Incroissance des croyants, le Temps du pauvre.

La hiérarchie catholique, d'abord bienveillante — le cardinal Subard, archevêque de Paris avait rendu visite au groupe communautaire installé au Petit-Clamart —, trouva de plus en plus le sourcil, comme elle le fit, au même moment, à l'égard des prêtres-ouvriers. En 1952, la publication du cahier les Evénements et la foi, qui prônait l'engagement des

chrétiens — y compris au Parti communiste —, devait déclencher les foudres de Rome : Jeunesse de l'Eglise fut mis à l'index en 1953.

Maurice Montuclard demanda alors à être réduit à l'état laïc, ce qu'il obtint. Pendant deux ans, il fut secrétaire salarié du comité d'entreprise de la SNECMA et recueillit les matériaux qui allaient lui donner la matière d'une thèse soutenue en 1963 : « La dynamique des comités d'entreprise ». Il se maria en 1956 et entra au CNRS avant de créer, avec François Sellier, le laboratoire d'économie et de sociologie du travail à l'université d'Aix-en-Provence, où il enseigna de 1967 jusqu'à sa retraite en 1973.

Par l'audace et la force de sa pensée, Maurice Montuclard restera l'un des pionniers du renouveau de l'Eglise catholique au début de la seconde moitié du XX^e siècle. L'un de ces défricheurs que la provocation n'effrayait pas, obsédé qu'il était par la nécessité de rompre avec un triomphalisme où il ne reconnaissait pas l'Evangile.

C. V.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

ATTENTAT plutôt qu'accident, il n'en est pas moins tombé, cet avion, et pas en rase campagne, mais sur la rade écossaise que tant de souvenirs et depuis tant de siècles lient à la France. Le ciel laisse choir de drôles de cadeaux en ces périodes de Noël.

Mais la religion (toutes les religions) ayant réponse à tout, les uns y verront une malédiction forfaitaire autant que divine pour les péchés terrestres du moment ; les autres une épreuve voulue par Dieu et, donc, une bénédiction. Dieu reconnaît-il encore les siens ?

S'il devait parler, dirait-il, en défense, que ce n'est pas cher payé en poids d'innocentes pour l'immensité des fautes commises par Sa créature ? Dieu reconnaît-il encore les siens ?

A pleine charge, un Boeing-747, ça doit peser dans les 350 tonnes. Serait-ce davantage que cela ne change rien. Cela quitte le sol, décolle, s'affranchit de la pesanteur en quelques dizaines de secondes. C'est curieux, personne n'ose plus s'étonner de ce triomphe du « plus lourd que l'air ».

Quelle bagarre ce fut pourtant contre le « plus léger que l'air », autrement dit le ballon, dirigeable ou pas, qui aurait pu l'emporter, et que l'on voit régulièrement disparaître, mais à titre de curiosité, maintenant !

Une catastrophe eut raison de lui avec l'incendie du Hindenburg, le 6 mai 1937, quelques instants avant qu'il ne s'amarre à son pylône américain, alors qu'il venait de traverser l'Atlantique sans encombre.

On ne sut jamais bien s'il fallait voir dans ce drame la conséquence d'une défaillance technique des engins du comte Zeppelin ou bien le sabotage. Mais le feu l'avait condamné autant que le nombre des victimes, au demeurant modeste, au regard de ce que l'on connaît aujourd'hui.

Evidemment, le « plus lourd que l'air », c'est-à-dire, plus banalement, l'avion (en attendant la fusée), n'est pas menacé du même sort. Il est trop pratique pour qu'on songe à s'en passer, trop puissant pour qu'on imagine de l'écarter. N'est-il pas aussi un nouvel insigne du pouvoir ?

Mais, à chacune des catastrophes dont il est le théâtre, on en apprend de nouvelles sur les anses qui sont prises avec la sécurité que l'on croyait due. Au point que les amendes

pleuvent sur de prestigieuses compagnies, qui ne s'en amendent pas pour autant.

A force de faire dire que le transport aérien était plus sûr que tout autre, ces compagnies ont dû s'en convaincre et croire que c'était vrai par nature. Mais quoi de moins « naturel » qu'un avion, qu'il s'élève du sol ou qu'il le rejoigne, qu'il flotte ou qu'il évolue — sur rien ? En ce sens, l'attentat en devient rassurant puisque'il démontrerait que l'accident est accidentel, et non pas une donnée probable du voyage.

Y a-t-il quoi que ce soit d'encore « naturel » dans la vie des hommes ? Peu de choses, sauf pour ceux qui s'en désolent : qui troqueraient sans hésiter la nature qui les accable contre les artifices qui en libèrent.

Nature

Sommes-nous cependant, nous, riches, à ce point libérés ? C'est à voir. Globalement, les riches ont le confort, y compris alimentaire. Et après ? Le ciel est vide, sillonné seulement de virtuelles boules de feu.

A ces riches que nous sommes il est alloué, pour un salarié sur deux, moins de 6500 F par mois ; soit le montant du loyer mensuel d'un trois-pièces à Paris, quatre si le propriétaire est un philanthrope. Y a-t-il vocation à être philanthrope si l'on est propriétaire ?

Un prétendu droit s'est créé qui permet à d'aimables suceurs de sang d'exiger d'un postulant qu'il gagne quatre fois ce que lui coûtera son loyer. Ce n'est pas moins vrai du secteur public. Quelle loi l'exige ? Quel décret le permet ? Aucun, aucune.

Mais l'usage s'est installé qui repousse hors les murs l'homme qui est, par principe, soupçonné de ne pas pouvoir payer. Les temps sur ce point ne changent pas. Se souvenir de la recherche d'un toit, au moment de Noël, est toujours aussi âpre, voire humiliant.

Mais aujourd'hui, même Bethléem requerrait loyer. Ne pleurons pas, la température est si clémente.

A VEC leurs naïsses grimaces de savants ou leur gravité de prophètes (usurpée la science, simulée la voyance), les météorologues de la télévision s'esbaudissent de la douceur du temps. C'est vraiment pas voir plus loin que le bout de sa pochette.

Que les bourgeois se montrent sur les fruitiers, que les anémones s'épanouissent en décembre, que déjà percent les bulbes, il faut vraiment, pour se réjouir de ce qui en est la cause, n'avoir jamais dépassé les frontières de son boulevard.

« Noël au balcon, Pâques aux tisons », ce n'est pas qu'un frayer de paysan craintif, c'est un piège de la nature. A terme, ça sont des bourgeois foudroyés, des fleurs avortées et, ce qui n'est pas le moindre quand le gel ne remplit pas son office de grand nettoyeur, la survie des parasites et la prospérité des herbes folles. Malédiction que ce « beau temps ».

P.S. Remarquée rue de la Paix à Paris, apposées dans le même « espace publicitaire », ces deux affiches : la première dit ceci : « Trop de pauvreté, tant de richesse / l'urgence est au partage », c'est un appel d'Emmaüs ; la seconde est celle du Loto et clame : « 44 millions pour vous, tirage exceptionnel / samedi 31 / Super-Cagnottesdu réveil ». Un tel sens de l'è-propos, cela ne s'invente pas.

P.S. 2. — Sans adresse, chère Janine Bouvet, comment vous répondre ? Mais, après tout, pourquoi pas ici ? Pour dire aux admirateurs, s'ils existent vraiment, que s'ils cherchent un interlocuteur vous avez, là-bas, rang d'ambassadeur.

P.S. 3. — A un anonyme qui ergote à propos de Turtelle et d'une faute d'impression (le passait pour « pousseur ») : les anonymes sont les frères de cet homme-là.

P.S. 4. Suite au « Spécial-copains » de la semaine dernière sur la Description de l'Egypte : ce (superbe) ouvrage est notamment en vente à l'Institut d'Orient, 51, rue Lacépède, Paris-5^e (tél. : 45-35-50-50).

Le Monde SANS VISA

par Jean-Pierre
Péroncel-Hugoz

C'EST par les *Mille et Une Nuits* que nous sommes venus à Trieste. Sindbad le Marin n'y a jamais abordé et d'ailleurs, en son temps, elle n'était sans doute qu'un amas de huttes celtiques ou illyriennes. Mais Richard Francis Burton — ce nom vous dit-il quelque chose ? — a fini ses jours ici, hier, je veux dire en 1890.

Ce Britannique au patronyme archibanal, né en 1821 dans son fle, fut, nous dit un de ses plus célèbres admirateurs, l'écrivain argentin Jorge-Luis Borges, « un capitaine anglais ayant la passion de la géographie et de toutes les façons d'être homme que connaissent les hommes ».

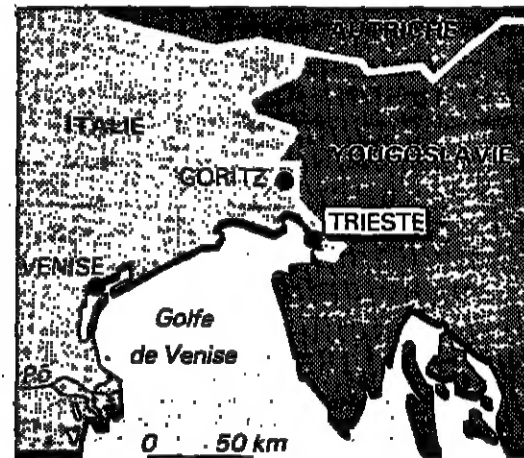
Tout à tour officier de la Compagnie des Indes, médecin au Caire, pionnier au Brésil ou chez les mormons d'Amérique du Nord, pèlerin afghan à La Mecque et à Médine, découvreur du lac Tanganyika, peut-être anthropophage à l'occasion, en tout cas antidémocrate et islamophile sans vergogne en un siècle qui voyait le triomphe du parlementarisme et les mahométans toucher le fond de la décadence, Burton nous intéresse surtout parce qu'il eut le courage — oui, le courage, — en plein conformisme victorien, de donner la seule traduction fidèle jamais réalisée des *Mille et Une Nuits*.

Et c'est Trieste qu'il choisit pour accomplir cet énorme travail, son dernier travail, avant de mourir



Latine,
slave et
germanique,
Trieste
a inventé
au siècle
dernier
la convivance
paneuropéenne.
Qu'en
reste-t-il
sur place
en 1988 ?

Trieste, européenne avant l'Europe



dans le port adriatique, « en un palais plein d'horribles statues et d'autres œuvres de salubrité douteuse » (Borges). Après tant d'aventures, Burton avait accepté le poste relativement tranquille de consul de Grande-Bretagne à Trieste, pour pouvoir s'y livrer au grand œuvre de défalsification qu'est sa version des *Nuits*, hélas de nos jours à peu près introuvable, ou alors à prix d'or. Elle n'a, en outre, fait l'objet d'aucune traduction complète en français.

Le port de l'Empire autro-hongrois

Même et pourrait-on dire surtout en arabe, on en est réduit aujourd'hui, et probablement pour longtemps encore, à bâiller d'ennui, sans oser l'avouer, en lisant une des éditions disponibles de la plus fameuse geste orientale, toutes honteusement expurgées de leur suc érotique. Les traductions françaises les plus récentes ne font pas exception, en dépit de notre gauloiserie congénitale.

La sensualité de Burton s'était formée en Orient, sur le terrain dans tout le sens du terme, son premier rapport de fonctionnaire colonial étant consacré... aux bordes du Bengale. Ses observations sexologiques, aussi bien près des sources du Nil que dans les villes saintes d'Arabie, ne nous sont pas toutes parvenues car sa veuve, Lady Burton, en fit un généreux autocadavre, mais ce qui fut publié — il est l'auteur de soixante-douze volumes témoignant d'une culture et d'un intérêt universels — montre que notre homme, avant son fructueux repli triestin, avait accumulé sur la mentalité et les usages amou-



reux des nations islamisées le plus considérable savoir qu'un Européen ait jamais détenu. Dès lors, il était armé pour se lancer à l'assaut du chef-d'œuvre de la littérature

galante. L'atmosphère de Trieste fin de siècle dut être aussi propice au labour burtonien. Le port de l'Empire autro-hongrois était alors à l'apogée d'un siècle fortant

qui prendrait fin abruptement en 1914, à Sarajevo.

Peuplée d'un bon quart de million d'habitants, chiffre qu'elle n'atteint plus en 1988 ; utilisant les onze idiomes de l'Empire plus le français, le turc et l'anglais ; foyer des trois cultures italienne, germanique et slave, fortifiées au feu même de leurs antagonismes ; offrant des librairies aussi fourrées qu'à Paris et un port (presque) aussi efficace que Hambourg ; familière des marchandises de Burton comme des hommes d'affaires en tarbouche de Smyrne ou d'Alep, Trieste, qui entretient encore maintenant un *campo santo* « ottoman » ayant gardé cet adjectif périmé, ne dut pas, il y a cent ans, dérouter le très cosmopolite Burton, baroudeur de l'Himalaya à l'Islande.

Le commerce de l'esprit

C'était le moment rare, à Trieste, où une poche de civilisation, prospère et créatrice, peut songer à se donner un style. Le creuset avait joué sans tomber dans cette uniformité synthétique dont « l'ennui naquit un jour ».

Trieste, en ce temps faste, aurait pu prendre pour devise : « Sans commerce, pas de commerce de l'esprit ». Elle avait inventé cette Europe paneuropéenne, dont nos actuels braves gens de Bruxelles sont encore bien loin. Une Europe où les marchands ne regardent pas les artistes du haut de ce qu'ils croient être leur grandeur, où les artistes ne sont pas que des fournisseurs.

Ajoutons qu'en sein des Etats de Sa Majesté biéosphale, dans une société habsbourgeoise inventrice mais passablement coincée (Freud le Vennais fit des séjours marquants à Trieste en 1876 et 1898), les Triestins avaient imposé un espace socialement lakue, politiquement libéral et culturellement libre. Bref, ils vivaient ce que la moitié des Européens de notre fin de siècle rêvent encore d'acquiescer. En ce sens, l'histoire, l'esprit de Trieste restent modèles.

Pour en arriver à ce point de perfection, il en avait fallu des siècles inutiles ! S'arrachant enfin à l'impitoyable jalousie de Venise, l'ancienne Targessa des Latins s'était réfugiée sous l'aile tudesque dès 1382, inaugurant cette union des contraires sous le sceau du catholicisme qui allait être un de ses fondements durables.

Son avant-gardisme ne fut toutefois vraiment récompensé qu'en... 1719, lorsque les Habsbourg consentirent enfin à la transformer en zone franche.

Venise cependant, quoique au bout du rouleau, portait encore ombrage, par les vestiges de son réseau commercial ultramarin, aux ambitions triestines. Bonaparte, en donnant le coup de grâce au négoce vénitien, fit, sans l'avoir cherché, le bonheur de Trieste.

De 1812 à 1855, le mouvement portuaire annuel passa de 5 à 250 millions de florins. Entre-temps les assurances maritimes, qui devaient faire faire au nom de Trieste le tour du globe, avaient pris leur essor, tandis qu'un Rhénan, futur grand argentier à Vienne, Karl Ludwig von Brück,

lançait la flotte du Lloyd Austro-italien à travers les mers.

Depuis l'absurde découpage territorial de 1954, dit-on, à une « idée » de diplomates français, et qui la priva de son arrière-pays, Trieste vit une convalescence sans fin. Le plus altier des palais de son front de mer reste néanmoins, avec ses statues à l'antique, celui du Lloyd Triestino, face aux proportions plus modestes du palais de la junta régionale, compensées il est vrai par une façade ruisselante de mosaïques irisées.

Entre les deux bâtiments, sur la place de l'Unité-Italienne, la fontaine vouée à Marie-Thérèse d'Autriche ne semble plus être là que pour gêner un concours américain, avec sono déchaînée, de « patinage artistique enfantin ».

Même les filles de Louis XV

Tous habillés pareils par une firme d'outre-Atlantique, les descendants d'ouvriers italiens, de juifs danubiens ou balkaniques, de paysans slovènes, de marins grecs ou d'émigrés français de 1793 (les filles de Louis XV même aboutirent ici) qui inventèrent l'Europe dans ce port, sont à présent livrés à de béatifiants américanades.

Trieste, il faut plutôt la chercher, nous souffle une âme prévenante, dans les passages, les librairies, les cafés littéraires nichés au creux des robustes immeubles austro-latins du centre-ville, près du canal du Pont-Rouge où se vendent des figues de Barbarie fraîches, autour de l'église serbo-orthodoxe ou de la monumentale Bourse.

(Lire la suite page 10.)

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

LA TABLE

Le blanc-manger

ENTREMETS froid à base de lait d'amandes, nous dit le Larousse. Et le dictionnaire de l'Académie des gastronomes en a trouvé l'étymologie : « de blanc et de manger ». On s'en serait douté, n'est-ce pas ?

En vérité, ce qui le caractérise est ce blanc : le blanc du lait d'amandes. Blanc qui en fait un manger virginal - fait pour Eugénie Grandet ou Clara d'Ellebeuse - (sic).

Et singulièrement un dessert.

C'est pourquoi mon cher Georges Simenon m'écrivait, l'autre jour, que, pour son réveil de la Saint-Sylvestre, il aimerait se régaler de boudin au sang aux deux purées (pommes de terre pois cassé) et d'un blanc-manger (dont il ne se lasse point

lorsque sa chère Térésa le lui prépare).

Mais fut-ce toujours un dessert, autrefois ? Au Grand Siècle, Fagon, le célèbre médecin de Louis XIV, l'ordonnait à ses malades. Il s'agissait d'amandes pilées dans un consommé de volaille bien dégraissé, un peu de viande de ladite volaille, pilée, ajoutée au breuvage « magique ».

Il faut remonter le temps et, ainsi que le conseillait Villon :

... allé voir en Taillevent
Ou chapitre de fricassure...

car c'est en effet dans le « Vian-dier » de Guillaume Tirel, dit Taillevent, que je trouve une recette de « blanc-manger d'un chapon pour un malade ». La volaille est cuite « en eau et tant qu'elle soit bien cuite » et l'on y ajoute amandes « broyées à grand foison ».

Du blanc-manger du Moyen Age à celui que Grimod de La Reynière assurait original du Languedoc, les amandes restent le lien, d'évidence. Carême en donne à son tour une recette : quintessence de lait d'amandes, sucrée, collée à la gélatine (au Moyen Age on utilisait de la corne de cerf râpée comme gélifiant) et prise au froid. Carême ajoutait que l'on peut aromatiser le blanc-manger au rhum, au marasquin, au cédrat, au moka, aux pistaches, aux fraises, etc. Mais alors, est-ce encore un manger blanc ?

Escoffier va lui répondre : « Le blanc-manger, comme le nom l'indique, doit être blanc comme neige et c'est une hérésie de dire blanc-manger aux fraises ou aux framboises ».

Aussi bien est-ce une « douce-rie » disparue des cartes restauratrices, de nos jours. J'ai voulu l'autre midi faire mon déjeuner du réveil de Simonon. J'avais choisi l'une des dix « tables de Maigret » parisiennes : La Ferme des Mathurins, demandant à René Marin d'y ajouter un soufflé de crevettes que j'ai baptisé « soufflé Marie du Port » à l'image de celui qui régala le célèbre commissaire dans une de ses enquêtes du côté de Fécamp. Ensuite, et après l'excellent boudin de chez Duval et ses deux purées, vint donc ce blanc-manger. Il avait un petit air de fête, modeste et intime, avec un parfum d'autrefois. J'imagine que René Marin le refait quelquefois et qu'on le trouvera sur sa carte sans qu'il soit besoin de le lui commander à l'avance.

Retrouver ce dessert somptueux autant qu'humblement virginal en même temps que le souvenir de François Villon, du Taillevent et de quelques gourmets d'autrefois, ne serait-ce point cela la nouvelle cuisine ?

LA REYNIÈRE.

LA FERME DES MATHURINS, 17, rue Vignon (8^e). - Tél. : 42-66-46-39 (fermé dimanche).

LIRE Les vins meilleurs

VOILA donc, au finish, dirait-on si le français n'était pas prohibé, l'événement œnologique de l'année 1988. En publiant le coffret des cinq volumes de sa collection Les Dégustations du grand jury et son classement des 200 meilleurs vins de France, Jacques Luyet, ingénieur devenu « écrivain-œnologue » par passion du vin, fera encore longtemps jaser dans les châteaux bordelais comme dans les chaumières des œnophiles.

Il y eut d'abord durant plusieurs années - le premier lundi de chaque mois à la chambre de commerce et d'industrie de Paris - quelques-uns des meilleurs palais de l'Hexagone, où d'ailleurs, pour une dégustation à l'aveugle, il y eut ensuite, grâce à un raisonnement statistique, la transformation en données objectives et significatives de la somme des subjectivités individuelles. Il s'agit là, de l'avis quasi unanime, d'une méthode exemplaire et parmi les plus rigoureuses qu'on puisse imaginer. Une réussite d'autant plus remarquable que, dans ce domaine, les impératifs économiques et les craintes nourries par tous les vignerons à l'idée que d'autres qu'eux puissent déguster de manière comparative interdirent trop souvent d'établir de véritables classifications objectives.

C'est dire l'importance qu'il convient d'accorder aux résultats fournis aujourd'hui à partir des impressions sensorielles mémorisées de trente-quatre

professionnels de la dégustation. Ces résultats concernent les vins rouges les plus prestigieux de la région bordelaise et intègrent les données recueillies sur tous les millésimes de 1978 à 1985. Fait remarquable, ils concernent les cinq appellations maîtresses : le Médoc (troupe depuis plus d'un siècle aux suppliques pervers du classement), les Graves (où le phénomène, pour être plus récent, n'en est pas moins intense), Saint-Émilion (où le classement est remis périodiquement en question) et Pomerol (allergique depuis toujours à toute idée de stratification des mérites).

Ce classement des classements n'a pas manqué de surprendre, voire d'indigner. Moins, à dire vrai, par le haut du tableau (dans l'ordre : les Châteaux Latour, Margaux, Pétus, Mouton-Rothschild, Haut-Brion et Lafite-Rothschild) que par la répartition qu'il impose entre les appellations. On découvre ainsi à quel point le petit Pomerol est présent dans la cour des grands, dépassant sans mal Saint-Émilion, qui ne compte que trois représentants (Ausone, Cheval Blanc et Figeac) dans les vingt-cinq premiers. On découvre aussi l'existence trop mal connue de Fronsac et de Canon-Fronsac (avec un Château La Rivière classé 56^e, Canon-Moueix, 71^e et Villars, 86^e).

Les nouveaux venus au vin ou ceux dont les revenus ne permettent pas de financer leur passion noteront avec plaisir l'aura

grandissante des crus bourgeois, qu'il s'agisse de Chasse-Spleen (38^e), de Sociando-Mallet (53^e), de Lannesson (62^e), des Ormes de Pez (97^e), des Ormes de Pez (120^e) ou du très intéressant Patache d'Aux (136^e).

Mais l'événement le plus marquant est la position extraordinaire (25^e) du Château Haut-Margaux. Ce vin de Saint-Émilion - que l'on retrouve premier dans le classement du volume 5 concernant les bourgeois 1978 - souvent décrié par les puristes (qui le trouvent trop « facile ») mais qui enthousiasme depuis quelques années plusieurs dizaines de milliers d'amateurs qui, fait remarquable, se le procurent en court-circuitant le négoce bordelais.

Beaucoup de seigneurs, trop bien installés, ont fort mal vécu cette vingt-cinquième place, accordée à celui qu'ils n'imaginaient pas à quel point il faisait déjà partie de leur monde. Une vingt-cinquième place qui, elle seule, indique à quel point ce classement constitue une véritable révolution des hiérarchies et amènera les Girondins à subir avec aussi la célébration du Bicentenaire.

JEAN-YVES NAU.

(1) Les Dégustations du grand jury. Le coffret des cinq premiers volumes est vendu 265 F. Le volume 4 qui comporte le classement des 200 meilleurs - est vendu 135 F. Jacques Luyet, écrivain-œnologue, 100, Elysee-2, 78170 La Celle-Saint-Cloud. Tél. : 39-66-64-86. Diffusion Gifant.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Campagne

CHAUMONT-SUR-THARONNE
HOTEL *** RESTAURANT ****
LA CROIX BLANCHE
41600 CHAUMONT-SUR-THARONNE
Tél. 54-68-55-12
Relais gastronomique.

Côte d'Azur

06180 CAP-D'ANTIBES
MOTEL ROI SOLEIL
153, bd Kennedy. A 500 m de la mer.
STUDIOS et ch. Park, piscine, 2 pers.
1150 F la sem. 1780 F 2 pers. 3100 F
4 sem. Lc. (sept. juil., août, sept.).
Tél. 93-61-68-36.

NICE

HOTEL LA MALMAISON
Best Western ***
Hôtel de charme près mer,
calme, grand confort.
50 CH. INSONNORSEES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-67-62-56 - Téléc. 470-410.
Téléfax : 93-16-17-99.

HOTEL VICTORIA ***
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-68-78-40
Petit centre-ville, calme,
petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur,
tél. direct, minibar.

Montagne

05350 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, Queyras)
Parc rég. Site classé. Stat. village. Piste,
fond. Plus hte comm. d'Europe, 2040 m.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
GRILL ET CHAMBRES-STUDIO
Appart. Depuis 650 F pers./semaine.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
1/2 pers. 1029 F à 1680 F la sem.
Pension compl. 1316 F à 1925 F la sem.

Paris

SORBONNE
HOTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.c., TV couleur.
Tél. direct.
De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-55.

Provence

DROME PROVENÇALE
4 heures de Paris par TGV (Montélimar). Site exopt. Microclimat, idéal repos, promenades, sports. Cuis. à votre goût. On ne fume pas à table. Bibliothèque. Chère grand confort. Séminaires. Prix d'hiver.
AUBERGE DU
VIEUX VILLAGE D'AUBRES
26110 NYONS. Tél. 75-26-12-89.

Suisse

CH-1854 LEYSIN, rég. Léman, 1380 m.
A 4 h 30 de Paris TGV, 1 min. gare :
HOTEL-CHALET LA PAIX ***
Familial, gourmand, tranquille. Régimes.
Ski, soleil, repos. 7 jours pens. compl.
1990 FF c. déb. w.c.
Tél. 19-41/25/34-13-75.

SAINT-MORITZ (ENGADINE)

KULM-HOTEL
L'hôtel de 5 étoiles avec la plus grande
tradition. Centre mondain et sportif.
CH 7500 St-Moritz. Tél. 1941 82/211 51
Fax 82/37 38, Tx 85 21 72

TOURISME

SKI DE FOND HAUT-JURA

3 HEURES DE PARIS PAR TGV
Yves et Liliane vous accueillent (14 pers.
maxim.) dans ferme du XVII^e confortab.
ment rénovée, chamb. av. s. de bain,
w.c., table d'hôte, cuis. mijotée et
légère, pain maison cuit au feu de bois.
Ambiance sympathique.
De 2950 F à 2590 F par pers. et sem.
t compris, pension complète + vin,
moniteur et matériel de ski.
Tél. (16) 81-38-12-51 ou écrire :
LE CRET L'AGNEAU
25650 MONTBENOIT

VOYAGE

Trieste, européenne avant l'Europe

(Suite de la page 9.)

Au Caffè Tommaseo « fondé en 1830, restauré en 1986 », nous avons bien trouvé les « cocktails d'automne » (en français sur la carte), servis dans une enfilade de grottes comme creusées dans de la crème double, mais la clientèle n'était plus faite que de bourgeois lunettes venus sans doute là comme dans n'importe quel salon de thé.

Ces consommateurs ne pouvaient pas parler d'Umberto Saba, l'écrivain triestin par excellence : il est mort depuis plus de trente ans. Il n'a eu que des épiques qui n'excitent que quelques chercheurs en mal d'auteurs mineurs. Le seul qui pourrait sans doute être un digne successeur du grand Saba, l'écrivain triestin par excellence, c'est le poète Francis Vassallo, essayiste Claudio Magris, commente à peine à franchir la barre du grand public. Sa vision dant-

bienn du Vieux Continent est en tout cas dans la meilleure des traditions politico-intellectuelles de Trieste (« Le Monde des livres » du 2 décembre).

L'irréductible slovène

Alors les clients du Tommaseo, du Bar Terzese ou du Teatro Cristallo, lassés de s'alarmer des derniers chiffres du Piccolo - « le Petit » - sur la dépopulation de la cité, ont commenté les commentaires du plus que centenaire quotidien triestin sur le dernier « cas de mort », celui d'un notable franco-maçon local, surpris à Los Angeles « en situation pornographique », mais défendu jusqu'au bout par toute la société triestine y compris l'évêque.

Un sujet d'inquiétude, donc de conversation, est la grandissante

revendication slovène intra-muros. Enhardis par la néo-frontière yougoslave toute proche, qui, aussi longtemps que le pays de Tito fera cavalier seul en Europe, gênera tant Trieste dans ses rapports avec le reste du continent, les Slovènes, échappant au creuset original, se montrent de moins en moins triestins, de plus en plus slaves, fermant leurs jardins d'enfants aux petits Italiens de souche, réclamant un pavillon particulier à l'hôpital et refusant de payer les amendes municipales adressées à eux en seul italien, langue qu'ils pratiquent pourtant depuis des générations.

Malgré ces signes indiquant que la ville, moralement, se défait, en dépit de quoi souvent à demi déserte, Trieste se payait encore le luxe, il y a un an, d'être à la tête de la province la plus riche d'Italie, le Frioul-Vénétie julienne, juste avant le Milanais.

Tradition polyglotte oblige, l'école d'interprètes de l'université de Trieste demeure la plus prestigieuse de la Péninsule. La science pointue ne fait pas peur non plus aux Triestins avec son synchrotron qui devrait être en 1992 le fin du fin en physique des hautes énergies, sans compter son Centre d'ingénierie génétique et

son Institut de physique thermique.

Dés lors faut-il prêter oreille à l'optimisme de la marquise Carignani, égérie de la cité, à travers trente-six cercles féminins ou humanitaires et surtout l'une des « reines » de la sidérurgie italienne, lorsqu'elle exalte l'avenir de Trieste ? Ou bien doit-on se rallier à Paul Morand (un autre fervent amateur de Burton et de ses Nuits), qui, symptomatiquement, est venu se faire enterrer avec sa femme sous les gros cyprès de la nécropole grecque-orientale dominant le port du bois de Trieste ?

L'inventeur de l'Homme pressé, mais qui avait comme de prendre son temps pour réfléchir sur la destinée des civilisations, a vu en Trieste « une sorte de pendu oublié en haut de l'ogive adriatique, dans une déréliction poignante, dans un interminable hiver diplomatique ».

Nous laisserons à l'Europe de demain le soin de trancher entre la marquise et l'écrivain, le loisir d'être ingrate ou non envers cette ville où l'esprit du Continent a peut-être fait lever ce qu'il y a de meilleur en lui. Mais c'était il y a un bon siècle et à un bon tour tort d'avoir raison trop tôt.

J.-P. PÉRONCEL-FUGOZ.

Lectures triestines

Si vous voulez m'en croire, commencez par... Venez ou plutôt par les dernières pages du livre le plus personnel de Paul Morand (Gallimard) consacrées à Trieste. Au rayon « haute littérature », prenez aussi Ernesto d'Umberto Saba (traduit par Jean-Marie Roche au Saba), pour une vision « locale », à la fois fortement érotique et intérieure.

En revanche nous avons beaucoup moins trouvé pitié chez cette autre grande plume triestine que fut Italo Svevo, notamment dans le Destin des souvenirs (traduit par Soula Aghion chez Rivages). Nous nous sommes rattrapés dans le petit livre bien charpenté du poète Francis Vassallo, Trieste (Champ Vallon, coll. « Des villes ») où il a mis le meilleur de ses émissions sur cette ville réalisée naguère pour France-Culture.

Pour approfondir la question - et croyez-moi cela en vaut la peine - reportez-vous au numéro consacré aux « mystères de Trieste » par la revue Critique en août-septembre 1983 (Ed. de Minuit). Si vous avez le bonheur de savoir l'italien, vous pourrez peut-être vous procurer auprès des édi-

tions Italo-Svevo, à Trieste, les actes bilingues du congrès que la Société italienne des francisants consacra en novembre 1984 à « Trieste et la France ».

Un petit chef-d'œuvre d'intelligente érudition spécialisée. Si le thème triestin vous attire au point de l'élargir à l'empire austro-hongrois, dont il fut l'un des plus originaux ornements, lisez le tout récent Requiem pour un empire défunct, de François Fejtó (Lieu Commun).

Enfin si, vous aussi, c'est par le dénouement de Mille et Une Nuits dans leur pulpeuse version, en anglais, de Richard Francis Burton que vous êtes venus dans le port adriatique, alors repassez sans hésiter par Morand dans Mon plaisir en littérature (Gallimard) sans vous priver pour autant de la relation des aventures du même Burton donnée avec verve par Jorge-Luis Borges dans Histoire de l'infamie, histoire de l'éternité (Coll. « 10-18 », traduction de Roger Caillols et Laure Guillot).

Ainsi vous serez surpris que Trieste continue de jouer son rôle intellectuel, le dernier qui lui reste.

J.-P. P.-H.

GASTRONOMIE

Rive droite

POUR VOS INVITATIONS
LE SOUFFLÉ
Sa bonne cuisine française
est une soufflée.
38, rue de MONTMARTRE
(entre la rue de Valenciennes
et la rue de la Chapelle)
Ouverture : 42.50-27.30
Forme la soufflée

HARAMOND
Les spécialités TRIPES - POISSONS
SALONS POUR REPAS D'AFFAIRES
24, rue de la Grande-Truanderie
LES HALLES
PARIS-1^{er} Tél. : 42-33-66-72
Fermé dimanche et lundi midi
OUVERT EN AOÛT

Rive gauche

Cinnamon
30, rue St-Sulpice - 6^e
REVELLON ST-SYLVESTRE
Souper raffiné
consultez agenda
1/2 champagne c/o 620 F
Taux de réservation : 43.20-53.33

Alexis
Déjeuner - Dîner - Souper
28, rue de l'Exposition, 75007 PARIS
Réservation : 47-05-80-39

DESERTEZ !

des glaces de pôle
aux dunes du Sahara
de 12 voyages à terre à la trace
d'un nomade en 44 jours et 4000 km

Yemen Spitzberg
Sofkiss... etc.
Océanographie
50 av. des Ternes
75017 PARIS
43.42.45.45

NOMADE

ADVENTURE

Le onzième Paris-Dakar

A la recherche du mythe libyen

Peugeot a dominé la première épreuve spéciale du raid-marathon Paris-Dakar, disputée, jeudi 29 décembre, entre Tazerzait (Tunisie) et Ghadamès (Libye). Le Belge Jacky Ickx (405 turbo 16) a devancé le Français Guy Fréquelin (205 turbo 16) et le Finlandais Ari Vatanen (405 turbo 16). Chez les motards, l'épreuve a été gagnée par l'italien Claudio Terruzzi (Cagiva) devant le Français Cyril Neveu (Yamaha). Pour cette première étape du Dakar en Libye, les six mille habitants de Ghadamès ont réservé un accueil chaleureux aux concurrents en organisant une soirée de festivités.

GHADAMÈS
de notre envoyé spécial

Une piste semblable aux autres. Un aéroport réduit à une tour de contrôle et un baraquement de tôle semblable à ceux que l'on rencontre dans le Sahara. Voilà la première vision de Ghadamès, étape libyenne du Paris-Dakar. Du sable à perte de vue et quelques masques plantés là pour donner du relief au paysage, constituent l'environnement.

Mais au pays du colonel Kadhafi, on ne souhaite pas que cette image trop traditionnelle du désert demeure la seule. Au moment où le chef de la Jamahiriya arabe populaire et socialiste cherche à mettre en avant son image d'homme d'Etat responsable, capable d'assurer la libération d'enfants pris en otage, il faut se montrer accueillant. Alors, oubliés les tests de détection du SIDA, les formalités administratives et les visas compliqués. Sur l'aéroport de Ghadamès, le contrôle des passeports s'effectue rapidement. Et des guides se proposent pour accompagner en ville d'éventuels visiteurs.

Salem fait partie de ceux-ci. Cet ingénieur civil d'une trentaine d'années joue le chargé des relations publiques d'un pays qui cherche à se faire « bien connaître ». Il décrit la première tranche des travaux de l'aéroport, qui doit permettre bientôt l'accueil d'avions de tourisme. Car Salem estime que nombreux vont être les visiteurs qui vont vouloir découvrir Ghadamès, sa ville.

A 20 kilomètres des plages, adossée à la palmeraie, la cité étale ses couleurs brunes. La ville, ou plutôt les villes. Car depuis « la Révolution », comme l'explique Salem, les habitants ont déserté la cité antique pour Des antiques demeures, quelques-unes ont gardé leurs décorations, peintures rouges et miroirs pour égarer des pièces centrales couvertes de tapis.

« Ils ont abandonné toutes ces richesses pour aller vivre avec

l'eau », explique en français un vieillard gardien des lieux. Lui, il a appris la langue de Moïse en 1943, lorsque les Forces françaises ont pris possession de cette ville frontalière de l'Algérie et de la Tunisie. « Les militaires sont restés une dizaine d'années ici », assure-t-il, en précisant qu'il a même vu le général Leclerc.

Souvenirs de temps révolus. Aujourd'hui les six mille habitants de cette ville qui se veut industrielle préfèrent vanter leur marché tout neuf ou leur mosquée en cours de finition. « Regardez l'école, regard de l'hôpital et là un grand hôtel... ». Salem ne cesse de faire tourner la tête au visiteur pour lui montrer du béton encore frais. Ghadamès s'affiche comme une cité moderne. Comme telle, elle s'attache aussi à se montrer accueillante. « Le sport », ainsi que l'on annonce le rallye Paris-Dakar, a bénéficié de cette volonté.

Pour le jour de passage de l'épreuve devenu jour de fête, les habitants ont dressé les tentes. Sur une grande esplanade à proximité de l'ancien aéroport, des baches militaires abritent des expositions de dessins d'enfants et des photographies de réalisations locales. Le portrait du leader arabe est de son demi-sourire cette galerie. Ses œuvres trônent au milieu de la tente avec le Livre vert disponible en toutes les langues pour satisfaire la curiosité supposée de concurrents que des fillettes en uniformes olive attendent avec impatience.

« Le sport est une activité publique à laquelle il faut participer et non assister », proclame une pensée du colonel, peinte sur un large calicot. Et pourtant les spectateurs sont venus en nombre pour voir les bolides. Il n'y a pas que les concurrents soviétiques, toujours empressés à se faire prendre en photo devant les voitures de course, à se bousculer pour être au premier rang. Enfants et adultes de Ghadamès ont tenu à être présents au rendez-vous.

Selon un journaliste de la première chaîne de la télévision libyenne (il existe deux chaînes dans ce pays) : « Les manifestations sportives sont toujours intéressantes, et c'est pour cela que nous payons à accepter rapidement la proposition de TSO. » Tous les soirs, il présente un résumé de l'épreuve d'une quinzaine de minutes. Mais ce jeudi il est possible que l'émission soit annulée car notre chaîne transmet en direct le grand « seat in » organisé devant l'usine de Robin, explique le journaliste. Les aléas politiques risquent de priver les Libyens des images de l'épreuve.

automobile course dans leur pays. Le colonel a, en effet, appelé ses concitoyens à se rassembler devant une usine de produits pharmaceutiques « menacée par les terroristes américains ».

Entre la libération des jeunes Français et les craintes de réactions des Etats-Unis après l'explosion du Boeing de la Pan Am, le rallye Paris-Dakar se faufila presque avec discrétion dans un pays où les sujets d'actualité sont nombreux. Pourtant les spectateurs sont là. Les sours en uniforme agitent les mains en souriant. Les militaires arrivent pas de faire reculer la foule et les groupes folkloriques se préparent pour un spectacle offert le soir aux visiteurs d'un jour. Mais le mythe libyen qui s'est créé parmi les concurrents semble se réduire à peu de chose.

Confusément, chacun attendait l'exceptionnel après le passage de la frontière tunisienne. Mazarès et conducteurs de quatre roues n'ont rencontré que « la tôle ondulée », habituelle des pistes sahariennes. « Une spéciale assez rapide et bien cassante », d'après Jacky Ickx, à peine fatigué par les 308 kilomètres de course. « La seule surprise, ce fut la piste pendant 30 à 40 kilomètres », note le motard Gilles Leluy.

A découvrir les premiers concurrents parvenus à Ghadamès, les 302 kilomètres de liaison entre Bordj-Bourguiba et la cité libyenne ont même été « plus difficiles ». La nuit tombée, le deuxième bivouac du Dakar n'affichait pas encore complet. Beaucoup de concurrents individuels cherchaient encore leur chemin sur une piste semée de « dunes traîtresses », selon l'expression de Guy Fréquelin, l'un des pilotes Peugeot.

La première étape libyenne n'a pas surpris les habitués. Ils ont reporté sur le deuxième jour au pays de la Jamahiriya les événements qu'ils attendent tous, sans pouvoir jamais en préciser la nature.

BERG BOLOCH

Classement de l'étape
TOZERZAIT-GHADAMÈS
(308 km de spéciale)

Autos. — 1. Ickx-Tarin (Bel./Peugeot 405 turbo 16), 3 h 23 mn 10 s ; 2. Fréquelin-Foussil (Fra./Peugeot 205 turbo 16) à 2 mn 10 s ; 3. Vatanen-Berglund (Fin.-Sué./Peugeot 405 turbo 16) à 6 mn 29 s ; 4. Perrot-Fourcade (Fra./Range Rover 200) à 6 mn 48 s.

Motoc. — 1. Terruzzi (Ita/Cagiva), 3 h 13 mn 25 s ; 2. Neveu (Fra./Yamaha-IL), à 2 mn 19 s ; 3. Paterhamel (Fra./Suzuki-Yamaha) à 4 mn 13 s ; 4. Leluy (Fra./Honda-Rohmann) à 5 mn 41 s.

ATHLÉTISME : après deux ans de suspension pour dopage

Antoine Richard revient au sprint

Ancien employé des postes, Antoine Richard est devenu reporter photographique. Un changement d'orientation professionnelle opéré dans des circonstances exceptionnelles : le corecordman de France du 100 m (10' 09") avait été interdit de stade le 13 juin 1987 pour deux ans parce qu'il se serait dopé. Au reste il a continué à courir.

EMMITOUFLÉ dans un épais survetement, il traverse l'obscurité et le silence du stade. Foule rapide... Il s'arrête dans un halo de vapeur, le front perlé de sueur, un sourire d'éternel adolescent, les yeux bleus brillant de bonheur. Sensation d'irréel. Antoine Richard court. On croyait que la justice sportive lui avait coupé les pattes un jour de juin 1987.

C'était il y a dix-huit mois. Le corecordman de France du 100 m avait participé au meeting de Dijon. Il y avait subi un contrôle antidopage. Les analyses avaient décelé de la nandrolone dans les urines. Le produit, un anabolisant, lui avait été prescrit pour soigner une tendinite au genou. « Dopage », avait estimé la Fédération internationale d'athlétisme.

Antoine Richard s'en est défendu. Il s'en défend toujours, convaincu qu'il est d'avoir été victime d'une injustice : « J'étais le bon émissaire idéal d'une époque où la France avait besoin d'un exemple. » Dix-huit mois après l'affaire Richard, le petit sprinter cite volontiers les contradictions de la lutte antidopage. « Plus personne, pas plus les athlètes que les médecins, ne peut faire la différence entre les soins et le dopage. » Cela dit avec une lueur de colère dans le

regard, la même que lorsqu'il revient sur le cas Ben Johnson : « Je ne sais pas s'il s'est vraiment dopé, mais j'ai été étonné par la réaction des gens. On l'a traité comme un criminel. S'il avait tué sa mère, il n'aurait pas été à ce point condamné. » Mais l'homme en colère ne récusé pas le passé. Il préfère se raconter au présent. En plongeant souvent vers le futur, vers cette épreuve encore improbable qui hante chacune de ses soirées : le 13 juin 1989. Ce jour-là, Antoine Richard courra, officiellement, sûrement un 100 m. Il courra à nouveau, lui qui n'a jamais cessé d'être athlète pendant ces deux années où l'athlétisme « vécut sans lui ».

Moments de doute

« Je n'ai jamais vraiment pensé à arrêter ma carrière. J'ai douté, bien sûr, j'ai eu des moments de profond découragement. Mais jamais je n'ai songé à tout laisser tomber. On ne quitte pas, du jour au lendemain, un sport et un milieu dans lesquels on a vécu plus de dix ans. » Il n'a jamais voulu faire même si, les premiers mois de sa suspension, il les a vécus dans l'oubli et le repli. Il a pris trois mois de recul, de vacances, loin des stades et de leurs chuchotements. Trois mois pour s'en remettre.

« Les championnats du monde de Rome, à la fin de l'été 1987, je ne les ai même pas suivis. La seule finale que j'ai vue, c'était celle du 200 m où Gilles Quénebervé a pris la deuxième place. Je l'ai vu par hasard, dans la rue, en passant devant la vitrine d'un magasin de téléviseurs. »

Pendant que Quénebervé prenait sa place de meilleur sprinter français, Antoine Richard revenait, seul, griffer la piste du stade de Fontainebleau. Il revenait s'entraîner, comme avant, comme si de rien n'était. De longues séances pour rester, lui-même, pour conserver intactes ses qualités. De longues séances qui devenaient une fin. « Finalement, j'ai pris pas mal de plaisir à m'entraîner, même en sachant que cela ne déboucherait pas sur la compétition. »

Il a couru quotidiennement, enchaînant le court et le long, les séances de musculation et les exercices de départ. Et aujourd'hui, au moment d'entamer la saison de son retour, il peut assurer : « Je n'ai rien perdu. Je sais que je vais avoir vite qu'avant. C'est vrai que je suis un peu dans le flow quant à mes possibilités chronométriques, mais à l'entraînement je suis aussi fort que l'année de mon record de France. »

Il le sait. Il le sent. Il a même pu le mesurer, lorsque la Fédération française d'athlétisme l'a autorisé à participer aux stages du 4 x 100 m, ce relais qui a ramené de Séoul la seule médaille (celle de bronze) de l'athlétisme national. « Avant les Jeux olympiques, j'allais aussi vite qu'eux lors des stages. Et je sais qu'ils craignent mon retour. »

Sûr de lui et de son passé, fier de son talent et de son courage, Richard pousse la confiance jusqu'à affirmer, d'un ton grave et réfléchi : « J'ai marqué au 100 m français. Pendant mon absence, j'ai senti les gens moins combattifs. »

Désormais il sera à nouveau au départ de tous les 100 m qui font et défont l'athlétisme français. Il sera fort. Il en est certain. Fort

dans ses muscles et dans sa tête. « Psychologiquement, je ne suis plus le même. Cette épreuve m'a donné une motivation que je n'avais plus depuis des années. J'en ai tellement bavé que je sens que toutes ces douleurs vont s'éclaircir sur la piste. Je suis prêt à tout affronter : les difficultés, l'appréhension des premières courses, le doute des uns, les chuchotements des autres. »

Antoine Richard veut se venger. Même s'il a vu que deux années lui ont peut-être nécessaires pour retrouver son meilleur niveau chronométrique. Il veut prouver, à lui-même comme aux autres, que cette parenthèse de deux ans n'aurait jamais dû être. Il veut convaincre même si, désormais, il « se foute de ce que pensent les gens. »

Cette épreuve l'a durci, en même temps qu'elle le précipitait plus tôt que prévu vers un avenir professionnel qu'il hésitait à aborder. Il a abandonné son emploi aux PTT pour suivre, depuis le début de l'année 1988, un stage de formation aux techniques du reportage photo. « La photo est ma deuxième passion. Mais sans cette suspension, je n'aurais sans doute jamais fait ce stage de deux ans. » Il en sourit franchement. Avant d'ajouter, avec un rien d'ironie : « Ce qui est marquant, c'est que les grandes compétitions de l'été dernier, je les ai suivies comme reporter photographique. »

ALAIN MERCIER

● HOCKEY SUR GLACE : tournoi du Mont-Blanc. Pour son deuxième match au tournoi du Mont-Blanc, jeudi 29 décembre à Saint-Gervais, la France a battu la Suisse (2-1). Dans l'autre rencontre, la Norvège a dominé la RDA (7-1).

BASKET-BALL : après le Tournoi de Noël

Des Français aux mesures de l'Europe

L'équipe de France de basket-ball s'est inclinée (98-100) devant Israël, mercredi 28 décembre, en finale du Tournoi de Noël, au gymnase Pierre-de-Coubertin à Paris. Victorieux la veille de l'URSS — championne olympique à Séoul — les Français sont malgré tout bien partis pour confirmer leurs nouvelles ambitions à Zagreb (Yougoslavie), en juin prochain, lors du championnat d'Europe des nations.

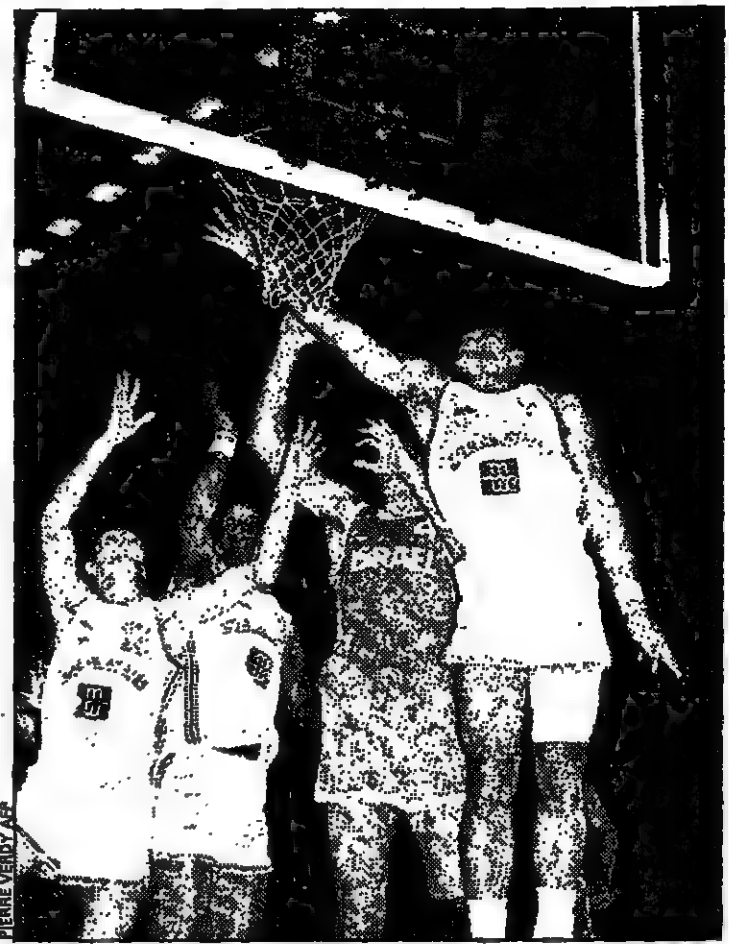
« VOUS êtes sur la bonne voie, continuez ! » La petite phrase de Lionel Jospin, ministre de l'Éducation nationale, de la jeunesse et des sports, se veut encourageante. En vain. Elle se heurte à des hommes amorphes, à des regards vides, et s'évanouit dans le silence d'un vestiaire de défaite. En cette soirée du mercredi 28 décembre, l'équipe de France de basket-ball vient de s'incliner en finale du Tournoi de Noël à Paris, devant Israël (98-100). Une défaite honorable, certes. Concedée à l'issue d'un match palpitant, soit. Mais les joueurs français ont du mal à s'en remettre.

Sans doute ont-ils trop vite pris goût au succès. La veille, ils avaient dominé l'URSS (93-92), championne olympique (Séoul) en demi-finale de ce même tournoi disputé au gymnase Pierre-de-Coubertin devant cinq mille spectateurs. Quelques semaines plus tôt, ils avaient également vaincu la Pologne et la Finlande pour décrocher leur qualification à la phase finale du championnat d'Europe des nations, du 20 au 25 juin 1989 à Zagreb.

Autant de résultats positifs que ce match malheureux contre les Israéliens ont valu tenir, comme une mauvaise note de dernière minute sur le carnet scolaire d'un élève appliqué.

« Cette défaite a le mérite de nous placer dès maintenant devant les défis qu'il nous reste à corriger, notamment au niveau de la constance et de la rigueur en fin de match », analyse le Limougeaud Grégor Beugnot, avant d'ajouter : « Mais en aucun cas cet échec ne remet en cause le renouveau de cette équipe de France. »

Renouveau de l'équipe nationale de basket ? Refrain connu. Un tel discours, catégorique et optimiste, a déjà été tenu à l'issue de ces dernières années au lendemain de glorieuses victoires face à des adversaires de renom. Mais il a rarement sur-



Malgré la puissance athlétique de Richard Daucourt (à droite), l'équipe de France s'est inclinée face à Israël (98-100) après prolongation. Mais cette défaite ne remet pas en cause les progrès accomplis ces derniers mois.

venu aux prestations calamiteuses qui s'en sont généralement suivies, comme en 1987, en Grèce, où les Français se sont classés neuvièmes du dernier championnat d'Europe des nations.

Aujourd'hui, les joueurs sont les mêmes ou presque. Seuls quelques jeunes (le Mulhousien Franck Butler, vingt-cinq ans, ou l'Orléanais Didier Gadou, vingt-trois ans) sont venus rejoindre les anciens, Freddy Hufnagel (vingt-huit ans, Orléans), Richard Daucourt (vingt-neuf ans, Limoges) ou Hervé Dubuisson (trente et un ans, RCF Paris).

« Cette année, c'est différent, quelque chose a vraiment changé », certifie pourtant Richard Daucourt.

Le changement le plus important ? L'entraîneur. En juin dernier, Francis Jordane, quarante-deux ans, a succédé à Jean Galle. Le nouveau patron se consacre entièrement à sa tâche, ce qui n'était pas le cas de son prédécesseur, tiraillé entre l'équipe nationale et son club de Cholet. Cette disponibilité a bouleversé la vie des internationaux français. Et les résultats en ont été améliorés. Témoignage de Jean-Paul Rebatet, ancien entraîneur de Nantes, aujourd'hui adjoint de Francis Jordane : « Nous sommes tous deux payés pour être au service de cette équipe. Notre travail consiste donc à régler tous les problèmes, sur le terrain comme en dehors, à créer un environnement favorable à la réussite des joueurs. »

Second changement au sein de cette équipe : l'état d'esprit. « Nous étions une série de pions, d'individus alignés sur un par-quet, nous sommes devenus une véritable équipe », explique Grégor Beugnot. Sous l'impulsion du duo Jordane-Rebatet, ces joueurs, qui se fréquentent depuis déjà longtemps, semblent avoir repris goût à la vie commune. « Ils nous ont redonné l'envie de jouer ensemble », avoue Beugnot. Et le Limougeaud d'ajouter : « Ils ont

habituellement su instaurer un dialogue entre nous. Jeune ou ancien, chacun peut s'exprimer, y compris sur les choix tactiques. Cela n'a pas toujours été le cas par le passé... »

En poste depuis sept mois, Francis Jordane a paré au plus pressé : rassembler les hommes et construire un groupe autour de joueurs d'expérience venus des plus grands clubs de nationale I (quatre joueurs de Limoges et trois d'Orléans, au sein d'une sélection de douze éléments). Le véritable travail technique ne débutera qu'au mois de mai au cours d'un stage de trois semaines de préparation aux championnats d'Europe.

Les Français auront également la possibilité d'étudier longuement le jeu de leurs futurs adversaires. Le tirage au sort de cette compétition, effectué mercredi 28 décembre à Zagreb, leur a attribué comme adversaires la Yougoslavie, la Grèce et la Bulgarie (1). Les Yougoslaves, vice-champions olympiques à Séoul, paraissent hors de portée, surtout à domicile. En revanche, les Bulgares ne constituent pas un obstacle insurmontable. Et, de l'avis même de Francis Jordane, les Français pourraient donc disputer à la Grèce, tenante du titre européen, une place en demi-finale.

Les trois premiers de ce tournoi seront automatiquement qualifiés pour le championnat du monde 1990 en Argentine. Les équipes classées quatrième et cinquième pourront, quant à elles, prendre part au tournoi de repêchage. L'objectif de Francis Jordane est donc clair : terminer dans les cinq premiers. Même si les expériences passées de cette équipe de France incitent à la prudence, l'entraîneur national persiste dans l'optimisme : « Ils sont capables de se qualifier. J'en suis persuadé. Ils le prouveront à Zagreb. »

PHILIPPE BROUSSARD.

(1) L'autre groupe sera composé de l'URSS, de l'Espagne, de l'Italie et des Pays-Bas.

BOXE

Retrouver la vue pour remettre les gants

TOULON
de notre correspondant

Louis Gomis, ancien champion d'Europe des poids coqs, veut remonter sur le ring pour le titre mondial. Contraint d'arrêter la compétition en janvier 1988, « P'tit Louis », victime d'une entorse, refusait de subir son premier KO ; d'autant qu'il lui fallait accrocher les gants à quelques semaines du combat qui devait l'opposer à Kevin Shebrook, fin février, titre mondial en jeu.

Gomis a décidé de se faire opérer, mais les règlements de la

FFB lui interdisant de remonter sur un ring après une pareille intervention chirurgicale, c'est au Maroc qu'il ira prendre sa licence. Pour son entraîneur, Giancarlo Centa, « si l'opération réussit, P'tit Louis est intouchable à Casablanca, et faut de pouvoir combattre pour un titre européen, il lui sera possible de briser le titre de champion du monde. Je suis confiant car il garde la forme et le moral... En plus, il a un palmarès éloquent : vingt-quatre combats dont vingt-trois victoires et un nul. »

J. L.

هكذا من الأصل

Dimanche 1^{er} janvier 1989

TF 1

sons. De Claude Fécouter. 23.45 Musiques, musique. Avec l'ensemble instrumental de Haute-Normandie. 23.55 Documentaire : Issay Miyake. Un Japonais à l'avant-garde de la création vestimentaire. 0.45 Documentaire : Architecture et géographie sacrée.

MS

00.30 **Turkism** : Le oiseau de Rosal Harris. De Russ Mayberry, avec Les Majors. Rebecca Gilling. 22.05 **Samprase** sur prise. 22.55 **Finales d'instruction**. 23.00 **Cinéma** : De guerre lasse **Ci** Film français de Robert Enrico (1987). Avec Nathalie Baye, Christophe Miliute. **Le grand jeu** **Il est** général parle **Il** **Ci** Film français de Michel Drach (1987). Avec Guy Bedos, Marie Laforêt, Fabien Chambart, Valérie Rojan. 2.30 **Cinéma** : **Certains l'aiment chaud** **Un** Film américain de Billy Wilder (1959). Avec Curly Howard, Jack Lemmon (v.o.). 4.30 **Cinéma** : **Du sang dans les soleils** **Un** Film américain de Charles E. Sellier Jr (1984). Avec Robert Brian Wilson, Lilyan Chauvin, Gilmer McCormick. 5.45 **Les superhéros** du

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 13 octobre à Bruxelles lors du Festival des Flandres) : Symphonie n° 8 en fa majeur, op. 93, Symphonie n° 7 en la majeur, op. 92, de Beethoven, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Marek Janowski. **22.20 Premières loges**, Emile Rousseau, baryton français. Extraits d'œuvres de Lecoq, Adam, Flanquette, Audran, Messager. **23.07 Club de la musique ancienne**. Les organes du Portugal. **0.30 Poisons d'or**. Œuvres de Part, Diener : à 1.30, Les poisons d'or du passé : Niels Wilhelm Gade.

17.40 Cynthia ou le rythme

18.05 Olive et Tom, champions du foot.
18.30 19.30 Spécial : Pris-Dakar.
19.30 20.30 Les Gipsy Kings.
Babe. 19.30 Boulevard Bonnard.
20.00 Journal. 20.30 Téléfilm : Deux
amis à Miami. Le retour du fils, de
Michael Gazzo, avec Don Johnson, Phil
Spector et les Gipsy Kings.
21.00 Les nouvelles aventures.
22.30 Spécial Paris-Dakar. Résumé de la jour-
née. 23.30 Concert : Les Gipsy Kings.
0.09 Journal de minuit. 0.05 Concert :
Les Gipsy Kings (suite). 0.15
Film : Felicity. De Jean Lamond.
1.15 Deux amis à Miami (rediff.).
2.35 Variétés : Boujezka, « Fange ga-
tien ». 4.15 Boulevard Bonnard
rediff. très brève. 5.15 Les Gipsy
Kings (rediff.). 5.35 Concert : Les Gipsy
Kings (rediff.).

M 6

13.30 Super hit hit hit bourra!
14.45 **Téléthon**: Stars et vedettes à la fête!
15.15 Téléthon: Addams family, c'est ha fête! De Dennis Steinmetz, avec John Antin, Carolyn Jones.
16.00 Les 7 vies de Simon. Série télévisée présentée par Nagui. 17.30 **Méga-série**: Adventure. Sommaire: Voltige; Drus express: Marie busse; Dropping out: L'été des vacances; Les 7 vies de Simon express. 18.05 **Série**: Brigade de nuit.
19.00 Série: Explosion mobile. 19.54 **Shit minutes d'informations**. 20.00 **Vendredi**: Les 7 vies de Simon.
20.55 Série: Cher oncle Béril. Le vizir du jeudi. 20.35 Variétés: Le Lézard et les autres. 21.00 **Le théâtre**: Thierry Le Luron au Théâtre du Gymnase en 1985.
21.35 Téléthon: R était une fois un homme... 22.00 **Les 7 vies de Simon**, avec son Mary Louise Weller. Un crack de l'informatique mène l'enquête.
23.25 Drame: Zapotland. Danses rythmées. 23.55 **Documentaire**: La révolution. 2.00 **Musique**: Rock'n'roll des années

FRANCE-CULTURE

Photo-portrait. Alberto Arbasino, écrivain et chroniqueur. 28.45 *Enfances.* Rose Lourdin, Rachel Frutiger, Le comperet, Dolly, de Valéry Larbaud. 22.35 *Opération exceptionnelle.* Histoire de Broadway.

FRANCE-MUSIQUE

20.35 Concert (donné le 8 septembre à Lucerne) : Léonore III, ouverture en sol mineur op. 72c, de Beethoven; Hallé, ouverture pour flûte de concert, de Debussy; cordes et percussion et Prélude Fugue et Riffs, de Bernstein; Symphonie n° 4 en mi mineur op. 98, de Brahms, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Léonard Bernstein; sol : Wolfgang Schütz, flûte, Peter Schmid, clarinette, et Peter Schmid, cor. 1.
22.38 Concert (donné le 19 mars à Vienne) : La flûte enchantée, opéra en deux actes de Mozart, par le Chœur et l'Orchestre du Staatstheater de Vienne, dir. Nikolaus Harnoncourt; La Salomon, Jerry Hadley, Hermann Prey.

Claude FLEOUTER. put
IMAGES

TF 1
6.43 **Météo**, 6.45 **Bonjour la France**, bonjour l'Europe, 7.50 **Magazine**: Bonjour monsieur le maître, 8.00 **Jardins**, 8.15 **Le grand jeu**, 8.30 **Le grand jeu**, 8.45 **Le grand jeu**, 8.55 **Le grand jeu**, 9.00 **Le grand jeu**, 9.15 **Le grand jeu**, 9.30 **Le grand jeu**, 9.45 **Le grand jeu**, 10.00 **Le grand jeu**, 10.15 **Le grand jeu**, 10.30 **Le grand jeu**, 10.45 **Le grand jeu**, 11.00 **Le grand jeu**, 11.15 **Le grand jeu**, 11.30 **Le grand jeu**, 11.45 **Le grand jeu**, 12.00 **Le grand jeu**, 12.15 **Le grand jeu**, 12.30 **Le grand jeu**, 12.45 **Le grand jeu**, 13.00 **Le grand jeu**, 13.15 **Le grand jeu**, 13.30 **Le grand jeu**, 13.45 **Le grand jeu**, 14.00 **Le grand jeu**, 14.15 **Le grand jeu**, 14.30 **Le grand jeu**, 14.45 **Le grand jeu**, 15.00 **Le grand jeu**, 15.15 **Le grand jeu**, 15.30 **Le grand jeu**, 15.45 **Le grand jeu**, 16.00 **Le grand jeu**, 16.15 **Le grand jeu**, 16.30 **Le grand jeu**, 16.45 **Le grand jeu**, 17.00 **Le grand jeu**, 17.15 **Le grand jeu**, 17.30 **Le grand jeu**, 17.45 **Le grand jeu**, 18.00 **Le grand jeu**, 18.15 **Le grand jeu**, 18.30 **Le grand jeu**, 18.45 **Le grand jeu**, 19.00 **Le grand jeu**, 19.15 **Le grand jeu**, 19.30 **Le grand jeu**, 19.45 **Le grand jeu**, 20.00 **Le grand jeu**, 20.15 **Le grand jeu**, 20.30 **Le grand jeu**, 20.45 **Le grand jeu**, 21.00 **Le grand jeu**, 21.15 **Le grand jeu**, 21.30 **Le grand jeu**, 21.45 **Le grand jeu**, 22.00 **Le grand jeu**, 22.15 **Le grand jeu**, 22.30 **Le grand jeu**, 22.45 **Le grand jeu**, 23.00 **Le grand jeu**, 23.15 **Le grand jeu**, 23.30 **Le grand jeu**, 23.45 **Le grand jeu**, 24.00 **Le grand jeu**.

A2

8.30 Journal de l'Europe. Présenté par Jean-Fabrice et Biboune. Les Plumes : Croquis : Non, non, non et non ; Mimi Croquis : Alex ; Quick et Flupix ; Les fables d'Esope. 9.00 Comédie lullulaire. 9.15 Émissions larssites. 10.00 Programme protestant. 10.30 Journal de l'Europe. 11.00 Émission « L'école du dimanche » au cathédrale Notre-Dame de Paris, par le cardinal Jean-Marie Lustiger. 12.15 Concert de Noveel Ann à Vienne. Œuvres de Johann Strauss et de ses fils. 13.00 Journal de l'Europe. Harmonique de Vienne et le ballet de l'Opéra national de Vienne. (*Retransmis en simultané et en stéréo sur France-Musique*). 13.30 Journal et météo. 14.00 Journal de l'Europe. 14.30 Météo à 17 h. 15.30 Série : Magnum... Une rue dans la nuit. 16.20 L'école des rudes. 17.00 Spectacle : Le chœur de Moerens. 18.00 Documentaire : Histoire de la révolution. 19.00 Carte postale. 19.10 Météo. 19.15 Stade 2. Coupe de cœur : Rugby : Coupe des provinces (Irlande-Italie) ; Athlétisme : corridas de Houilles, et d'Anglet-Montlézard et de Saint-Paul ; Tennis : Wimbledon. 20.00 Journal et météo. 20.40 Théâtre : le théâtre. Fiches de Marc Camoletti, mise en scène de Jean-Claude Bouillon. 21.00 Météo. 21.10 Manesse, Michèle Litwak, Kathia Kriegl, Bernard Worling, Olivier Dutron, Franck Olivier Bonnet. 22.20 Série : Le quart d'heure du Procès. 1. 1^{re} mai : La mort de Louis XVI. 2. 1^{er} mai : sa cène. Émission d'Evel Ruggieri. Spécial Noveel Ann 1789... et la musique dans tout ça ? 23.55 Journal et Météo. 0.20 Série : Affaire Hitchcock présentée

Audience TV du 29 décembre 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

HORAIRE	POTELS AYANT RÉAGÉ À LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	52,9	Santa-Barbara 20,9	Actual. région. 10,7	Actual. région. 10,7	Top 50 3,6	At Bala 4,7	Restes parisi 2,6
19 h 48	55,9	Nouveaux 30,1	Left way 9,6	TP-30 info 7,1	Nuits part 3,8	Bandes Rouvred 3,0	Restes parisi 3,2
20 h 18	63,8	Journal 30,0	La classe 14,4	Journal 10,6	Nuits part 1,9	Journal 4,2	Carpas show 3,2
20 h 55	62,4	Dinnerworld 17,9	Bonne Année 25,5	Miles France 98 11,1	Sigal Lander 3,1	V 7,2	Ben Mcham 4,6
22 h 8	62,0	Dinnerworld 13,5	Bonne Année 25,4	Miles France 98 14,1	Flash 1,1	V 5,2	Ben Mcham 3,7
22 h 44	25,7	Des de Winch 3,1	Salut les amis 5,7	Joyeux Pâq. 3,8	Chateau Dord. 0,9	Parle-Dakar 2,2	Défilé de dames 2,6

**LIVRES ANCIENS
ET MODERNES**
3 LIBRAIRES, PARIS 5^e
rue du Cardinal-Lemoine

AU N°53, "L'OR DU TEMPS"
Surfodans, Écriture XX^e S.
Éditions originales, cinéma,
livres neufs et éprouvés.
Tél : 42.28.05.18

AU N°19, ALAIN LAFFITTE
Sarl. Philippe Auguste
Littérature, Histoire XIX^e XX^e S.,
Beaux - Arts, documentation,
écrits originaux.

livres rares ou épuisés.
Tél. : 46.34.73.25

AU N°9, S. GOUDENARE
Littérature, Petits romans
dans la Colléctio de "Petits romans"

**Distributeur en catalogue
ACHAT DE BIBLIOTHÈQUES
ET LOTS DE LIVRES**

FR 3

8.00 Amuse 3. Petit ours brun : Lucky Luke ; Inspecteur gaidé ; L'enfer du feu terrifié ; Les deux clans ; La tortue chame. D'après la pièce d'Agobos S. Zinson, interprété par le ballet du Théâtre national togolais. 10.30 Magazine : Latitudes. 11.30 RFO hebdo. 12.08 M. Misticles (rediff.). 12.30 Les 1000 ans de la France. 13.00 Magazine agricole de Jean-Claude Widemann. Avec Jacques Mailhot et le compositeur Gérard Poirier. 13.45 Opéra : Le Walkyrie. Drame en trois actes de Richard Wagner, mise en scène Jean-Claude Wagner, avec l'Opéra de Paris. Ute Winzing, Gary Lakes, Robert Hale, Hanna Schwarz, Nancy Gustafson. (Diffusé en simultané et en stéréo sur France-Musique.) 17.30 Amuse 3. Souris noire, avec Vassena Guedi (La souris de la mouche) ; Les petits nains ; Concours Nintendo ; Les trois mousquetaires. 18.00 Série : Les aventures de Sherlock Holmes. Le ruban mouiché. 19.55 Flash d'Information. 20.00 Série : Benny Hill. 20.30 Film : Assistant. 21.00 Film : Les 1000 ans de la France de Victor Flier. (1939). Avec Thomas Mitchell, Vivien Leigh, Olivia De Havilland, Howard Hickman, Clark Gable. 0.15 Journal et Météo. ▶ 0.25 Deux mousquetaires : La fabrication d'une légende. De Jeffery et Daniel. 0.30 Les 1000 ans de la France. 0.40 L'import et le vass. 2.30 Mousquetaires, musiques. Quatrième des pouspières (1^{re} partie). Par George Zafir et son ensemble.

CANAL PLUS

7.00 Cabou enfilé, Polliard; Les 13 fantômes de Scondobino; Comte Mordicus; Trio, trap. 8.15 Chânes de Walt Disney (1940-1941). 9.20 Chânes : Sigat Lester c/ Film américain de Roger Young (1983). Avec Tom Selleck, Jane Seymour, Laura Nuttin. 11.00 Chânes : Diables de bères (2 partie) m/m Film américain de Philip Kaufman (1983). Avec Sam Shepard, Scott Glenn, Ed Harris. 12.45 Chânes : 1600 heures de la nuit. Avec Jacques Perrin. 13.40 Chânes : L'aveugle du village. 13.50 Flash d'informations. 13.55 Magazine : Météo météo à unid. Présenté par Michel Demot. Invitée : Anne Sialclair. 14.00 TVN 95. 15.00 Documentaire : La vallée des loups. 16.00 Spectacle : Le monde du cirque, Barum III. 17.00 Fictions américaines. 17.55 Spectacle : Chânes : Théâtre des sautes de valours m Film américain de Robert Stevenson (1965). Avec Hayley Mills, Dean Jaga, Dorothy Provine. Au clair Jean 20.30. 19.55 Flash d'informations. 20.00 Dantes animés m Cartoons. Présenté par Philippe Duta. 21.20 Chânes : Les Dix Commandements m/m Film américain de Michael Curtiz (1934). Avec Charles Heston, Yul Brynner, Anne Baxter. 0.00 Flash d'informations. 0.05 Chânes : Retournez de cour m/m Film français de Henri Decoin (1939). Avec Danielle Darrieux, Claude Darduin, Jean Tassier. 1.30 Chânes : Nid deie m Film français de Gray Gullies (1987). Avec Patrick Jouané, Claire Nadeau. 1.45 Chânes : Les

LA 5

6.30 Journal permanent. De 7.30 à 10.30 **Déjeuner** animé. 7.30 Les aventures du petit bouk. 7.45 Vautour et la magie des rêves. 8.10 Le magicien d'Oz. 8.30 Flo et les Robinson suisses. 8.50 Dans les Alpes avec Annette. 9.15 Le magicien d'Oz. 9.40 Robotoch. 10.30 Série - K 2000. 11.30 Série.

décembre 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOPIER-NIELSEN)

1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
Actual, 10.7	Actual, 10.7	Actual, 10.7	Top 50	All Stars	Revue parodie
10.7	10.7	10.7	3.8	4.7	2.6
Last week	19-20 info	Nuits par	Bondar, Boulevard	Revue parodie	3.2
9.6	7.1	3.8	3.0		
Journal	La classe	Nuits par	Journal	Carrousel show	3.2
14.4	10.6	1.9	4.2		
Bonne Année	Miss France 88	Signal Leader	V	Don Michéas	4.6
25.5	11.1	3.1	7.2		
Bonne Année	Miss France 88	Flash	V	Don Michéas	3.7
25.4	14.1	1.1	5.2		
Bonne Année	Joyeux Pâq.	Chanson Douc.	Parle-Du	Défiler de chanson	2.6
5.7	3.8	0.9	8.2		

ODOUL AGENT DE **CHIMICO** *les membres*

Garde-m... 42 08 10 30
16, rue de l'Atlas 75019 Paris

FLASH-BACK

L'année 88
dans le monde

36.15 LEMONDE
Code RFP

PUF IMAGES présente : "Un Siècle de Chansons," une série de Claude FLEOUTER.
FR3 Vendredi 30 décembre 22 h 50.

Bilan et projets du Festival d'automne Ne pas innover à tout prix

Découverte d'un metteur en scène soviétique, leçons de théâtre, Ensemble Stockhausen... C'est le bilan du dixième Festival d'automne, qui célébrera le bicentenaire de la Révolution avec la Mort de Danton, par Klaus Grüber.

Les troupes soviétiques, Peter Stein avec les Trois Sœurs, Peter Zadek avec Lulu, l'Ensemble Thomas Bernhard, la reprise de Le Serpent de Zola, avec Jeanne Moreau, le cycle Stockhausen, Pierre Boulez, célébrant les quatre-vingts ans d'Oliver Messiaen, les sculptures d'Etienne Martin, le programme de Merce Cunningham... Ce sont les points forts du dixième Festival d'automne qui a reçu, coproduit ou simplement « labellisé » bien d'autres spectacles et vit ses derniers jours, après avoir accueilli deux cent mille entrées à Paris.

Michel Guy, son fondateur et directeur, avec son équipe (Marie-Collin, Josephine Markovits, Alain Desmet, entre autres), sont déjà bien avancés sur les projets du dixième Festival qui fêtera le bicentenaire de la Révolution uniquement par la Mort de Danton dans la mise en scène de Klaus Grüber. Klaus Grüber, avec quelques autres, dont, par exemple, Merce Cunningham ou Jean-Marie Patis, est présent presque chaque année au festival, mais Michel Guy refuse le reproche de routine.

« Nous voulons amener des jeunes gens à découvrir le théâtre, comme nous l'avons fait cette année pour les Soviétiques, suivre une démarche importante, par exemple celle de Kantor, à laquelle nous avons participé depuis la Caste morte, ou encore Richard Foreman, Merce Cunningham, que nous avons invité ces fois. On ne peut pas se contenter de le faire venir de temps en temps, il est trop important. Mais, si le relatif est pris, tant mieux, nous passons à autre chose. Ainsi, je trouve que la danse est très bien couverte à Paris, c'est pourquoi elle est moins présente chez nous. L'an prochain, nous collaborerons avec le Festival de Montpellier, nous prenons Trisha Brown, que nous avions fait venir deux ou trois fois, et qui sera la dominante de 1990. Mais nous n'ignorons pas le besoin de nous battre pour William Forsythe, puisqu'il n'a que l'embaras du choix. De toute façon, il est au Châtelet.

« Ce que nous cherchons, ce sont des spectacles exceptionnels, des leçons de théâtre. Comme la Lulu, par Zadek, ou les Trois Sœurs, par Peter Stein, ou Frères et sœurs, par Lev Dodine, qui, pour moi, a été la révélation, le choc de ce festival. Je vais voir son prochain spectacle à Leningrad en avril, j'espère le faire revivre de nombreuses fois, et je voudrais lui trouver une mise en scène d'opéra... Il correspond exactement à ce que j'apprécie le plus : la maîtrise, l'économie. Pas dans le domaine financier, mais dans une manière d'aller droit à l'essentiel du texte, sans effets superflus. Comme Chénier, comme Jean-Pierre Vincent ou le Vieux du Sauter de satin. Voilà, à mon avis, le théâtre d'aujourd'hui. Avec des exceptions, bien entendu.



« Frères et sœurs » de Fedor Abramov : le coup au cœur de Michel Guy

Alain Kantor, qui a besoin de formes baroques pour exprimer son univers.

« Etablir un programme n'est pas plus difficile qu'à nos débuts. Il faut se mettre une chose dans la tête : on n'est pas obligé d'inventer à tout prix. D'autre part, il faut savoir qu'un spectacle de Stein, de Grüber, de Cunningham, est vital. » Pour Michel Guy, aucun metteur en scène allemand ne vaut ceux qu'il invite, à l'exception peut-être de Georges Tabori, avec qui d'ailleurs un projet est en cours.

Le festival dure trois mois, englobe un nombre considérable de spectacles, qui se donnent dans des lieux très différents. « Au risque, reconnaît Michel Guy, d'une perte d'identité. Recevoir pour chaque spectacle le plateau qui convient, depuis les Bouffes du Nord jusqu'à Châtelet, avec parfois des exceptions scénographiques comme pour l'Orchestre, où il avait fallu réaménager complètement la grande salle de Bobigny. »

Les dépenses du festival sont assurées à 30 % par les subventions, à 25 % par les recettes, calculées selon le niveau de coproduction, et par le mécénat, dont la part pourrait atteindre l'an prochain 25 % du budget global (elle est, cette année, de 12 à 13 %).

Le thème de l'an prochain sera l'œuvre-mettreur en scène, avec pour l'instant Jérôme Deschamps, Pierre Guyotat, Jean-Marie Patis, François Tanguy (le Rideau). Outre la Mort de Danton, avec André Marcon et André Wilms, on espère le spectacle que Klaus Grüber a mis en scène à la Schaubühne, chef-d'œuvre d'humour méchant, l'Affaire de la rue de Lourcine (le Monde du 25 juin). D'Allemagne doivent encore venir Orlanda, d'après Virginia Woolf, par Bob Wilson ; la Marquise d'O, le texte de Kleist, dit par Edith Clever, que dirige Syberberg.

Mais on attend une pièce inédite en France de Schnitzler, le Chemin sol-

itaire, par Luc Bondy, et un programme, l'Europe du théâtre, à ne pas confondre avec le Théâtre de l'Europe, de Strehler, qui ajoutera à l'Allemagne le Portugal (Person par Luis Miguel Camar), l'Italie, avec Carmelo Bene, et peut-être Luca Ronconi, qui vient d'être nommé à la tête du Stabile de Turin, et la Grande-Bretagne, avec une troupe inconnue en France. La danse sera américaine

(Trisha Brown, Douglas Dunn, Dana Reitz, Karole Armitage). Le Musée des arts décoratifs accueillera José Zanine Caldas, et la chapelle Saint-Louis, à la Salpêtrière, une exposition d'artistes (Beuys, Etienne-Martin, Boltanski, Mario Merz, etc.) « qui ont créé une œuvre autonome et complète ».

COLETTE GODARD.

Quarante contemporains

Cinq mille entrées pour Stockhausen... On sait que l'essentiel du programme musical du Festival 1988 a été consacré au compositeur allemand. Une bonne partie de ce concert est à attribuer à la création française de Montag sur Licht, exécution en concert avec une ébauche de mise en scène du premier épisode d'un opéra planétaire dont les proportions impressionnantes n'avaient effrayé personne : pour cette œuvre en sept actes, un seul soir, le Théâtre des Champs-Élysées affichait complet (comme d'ailleurs, prestige oblige, pour le récent hommage à Olivier Messiaen).

L'Autisme musical s'était d'autre part offert exceptionnellement le soir du 27 septembre au phéno de la salle spécialisée et offrir à ses autres programmes les meilleures conditions d'écoute. C'est là qu'eurent lieu les dix concerts consacrés à un montage par Stockhausen himself de l'ensemble de sa musique de chambre. Trois cents entrées, en moyenne pour cette série, soit un résultat honorable, bien qu'un peu maigrelet dans cette grande salle.

Même fréquentation ou à peu près pour la confrontation Taylor-Woodward. Mais un bon tiers de moins pour le marathon pianistique de Geoffrey Madge. Josephine Markovits, en charge du secteur musique auprès de Michel Guy,

constata, en résumé, que la curiosité du public parisien envers la création contemporaine n'est plus ce qu'elle était, pour Stockhausen en particulier : il est arrivé dans les années 70 qu'il emplisse les 3 500 places du Palais des concerts !

Le programme de l'Autisme musical débutera le 27 septembre avec le quatuor Arditi et se terminera le 18 décembre, dans le prestige, avec la création d'une œuvre de Pierre Boulez pour le pianiste Maurizio Pollini et l'Ensemble Inter-Contemporain.

Les fastes du Bicentenaire ont donné à l'état-major de la Rue de Rivoli l'idée grand siècle de passer commande à tous les compositeurs qui, à ses yeux, le méritent. La liste des élus a évolué depuis le mois de mars du projet — il s'agit des compositeurs — surmarché de la Restauration, répartis sur dix-neuf concerts, le chiffre impressionnant de vingt-deux commandes, des vétérans (Berlioz, Dutilleul) aux créateurs de vingt ans (Eric Tanguy, Frank Krawczyk). Bussotti reprend à cette occasion de fond en comble sa Fœdus selon Sade de sulfureuse mémoire. Le Festival prévoit encore notamment la création par les King's Singer des madrigaux de Ligeti et celle des Ketik Fragments, de Kurtág.

A. R.

« Renaud et Armide » au Lucernaire

Cocteau, le poète dont ils étaient jaloux

Renaud et Armide, que Cocteau a écrit pendant l'Occupation, est une fable en vers dans la lignée de la Belle et la Bête et qui a gardé tout son charme.

Mauvaise compagnie, espèce de mort, de quels corridors, de quels corridors pousse-tu la porte.

Dès que tu l'endors ? C'est Jean Cocteau, c'est sa voix, reconnaissable entre toutes. Dans la vie, il y a des voix, celle d'un ami, de la mère, vous les reconnaissez tout de suite, dès la première syllabe, même au téléphone, sans voir, ou de dos. Et il y a des écrivains, c'est la même chose : Flaubert, Proust, dès la première ligne vous savez qui c'est.

Parce que pour Cocteau, une voix de fantôme pas bien sûr de lui-même et qui force un peu sur les cordes, une voix de table tournante, une voix de Chat botté imitant le Sphinx, ce médium géant des sables dont il croit descendre depuis vingt générations.

Ces jours-ci, les comédiens d'une jeune compagnie, qui se nomme Le Théâtre singulier, présentent au Lucernaire, avec pas mal de gauche et de naïveté, la belle pièce de Cocteau, Renaud et Armide. Occasion d'évoquer Cocteau, une fois encore. Peu d'écrivains sont aussi sous-estimés que lui, aujourd'hui. Et vraiment peu d'hommes ont été aussi méprisés, haïs, par certains. Lorsque vous lisez Gide, Claudel, Martin du Gard, ce qu'ils ont dit de Cocteau, vous n'en revenez pas. « Certains êtres, morts ou vivants, nous dicteront toujours de l'ingratitude et de la cruauté », disait, à propos de Cocteau, Violette Leduc.

C'est qu'il a été, Cocteau, d'une maladresse insigne, très souvent, avec autrui. Certaines gens avaient l'impression qu'il se jetait à leur cou, et que c'était par arrivisme, par calcul. Alors que c'était, toujours, par élan de cœur. Et, deuxième maladresse, Cocteau se perdait souvent en plaidoyers pro domo, en auto-défenses. Oui, il était sans cesse sur la défensive.

Tu traverses les bois, les groseilliers, les fermes, les routes que l'automne profonde jolies t'enferme, je ne marche jamais.

Jean Cocteau était un enfant de neuf ans lorsque son père s'est tué, et, souvent, à la lire, vous avez le sentiment qu'il se barricade dans une « torpeur profonde », faite d'anxiété, de chagrin, et d'on ne sait quelle inquiétude de culpabilité.

Renaud et Armide est une pièce que Jean Cocteau a écrite dans les années où les armées allemandes occupaient notre pays. C'est une tragédie en vers — genre on ne peut plus anachronique. Un conte de fées, passionnel, un peu dans la

lignée de la Belle et la Bête, mais il semble que Cocteau ait songé surtout à l'unité organique, à la tension de vie continue, d'œuvres musicales comme l'Orphée, de Gluck, ou le Tristan et l'Isolde, de Wagner.

« Contredire l'intelligence »

Renaud et Armide est une œuvre de « toucher sensible », au premier degré, un théâtre un peu somnambule, récit d'un conquérant à la romaine qui se retrouve prisonnier, sans rien comprendre, prisonnier des charmes d'un jardin, et ce jardin, semble-t-il, est en vérité une femme. Déjà Claudel et Valéry se rattachaient à des fables antiques en associant l'être humain et l'arbre. Et le jardin enchanté de l'Armide de Cocteau fait d'ailleurs penser au mot énigmatique des Cahiers de Valéry (en 1894) : « Cette forêt était comme un grand arbre ».

En 1941, quand il commençait d'écrire Renaud et Armide, Cocteau écrivait que « le drame de l'Europe accablait les choses de l'esprit » et que « l'époque allait venir où, loin de contredire la sagesse, il s'agirait de contredire l'intelligence. Mais on ne peut contredire l'intelligence que par l'emploi lyrique des sentiments ».

Que voulait-il dire, au juste ? Ne s'agissait-il pas un peu ? N'était-il pas alors comme un élève trop doué et indiscipliné, pris en faute, où la main dans le sac, et qui avance de fausses bonnes résolutions, auxquelles lui-même ne croit guère ? Contredire l'intelligence ! Est-ce possible, quand l'intelligence n'est pas sèche ni aveugle, quand par exemple le livre de Cocteau le Rapet à l'ordre est l'un des livres français les plus pénétrants et lumineux de l'entre-deux-guerres ?

Il est touchant de candeur, Cocteau, lorsque, dans Renaud et Armide, il passe pour une fois le gouvernail à l'intelligence, à une certaine irresponsabilité : vous êtes fasciné par les oracles très finement sculptés du pilote, et ces oracles ont vaguement retenu, à la paresseuse, des lambeaux de vers de Racine, de Rimbaud, de Hugo, et même de Rostand, et c'est quand même du Cocteau, cette voix si spéciale de Cocteau à cran d'arrêt... Une pièce ratée, mais quand Cocteau rate quelque chose c'est plein de trésors malgré tout, c'est irrésistible. Et si c'est approximatif comme mise en scène et comme jeu tel qu'au Lucernaire avec ces jeunes gens du Théâtre singulier, alors c'est peut-être plus irrésistible encore.

Vous sortez de là comme de votre lit, après une très longue nuit. Vous retrouvez la vie, vous n'y pouvez pas croire. Citons encore les Cahiers de Valéry (qui, au fond, aime Cocteau, lui) : « Dans le sommeil, tout est vrai ».

Jean Cocteau est mort depuis un quart de siècle. Bientôt ce sera la fin de l'injustice. Il apparaîtra que des recueils de poèmes comme Vocabulaire ou Opéra sont d'une extrême beauté, et, fait très rare, sont fraternels, pas prétentieux du tout. A Cocteau disparu, la rumeur du temps va être moins aigre, moins méchante. Cela fait songer à des vers d'Anna de Noailles que Cocteau aimait citer : elle s'adresse à l'homme qu'elle aime, elle lui fait miroiter d'avance les jours calmes où ils se reposent ensemble, dans l'au-delà.

Bien des fronts sont glacés qui doivent nous attendre, nous serons bien reçus, la terre sera moins pesante à mon corps tendre que quand j'étais dessus.

MICHEL GOUNNOT.

* Lucernaire, Théâtre noir, 20 heures. Tél. : 45-44-57-34.

Mort de l'historien d'art Jan Bialostocki

Un maître de l'iconologie

La communauté internationale vient d'apprendre la mort, à Varsovie, d'un grand historien de l'art, Jan Bialostocki, qui était à la fois directeur du Musée national de Varsovie et professeur à l'université. Il avait soixante-sept ans.

Personnalité prodigieusement active, présente à tour de rôle dans tous les instituts des deux mondes, participant avec sérieux et générosité aux réunions professionnelles, comme celles du Comité international d'histoire de l'art (Icom), Jan Bialostocki parlait toutes les langues. Il avait reçu, pour son soixantième anniversaire, un volume d'hommages, auquel — chiffre record — participèrent cent quinze savants de tous les pays.

Conservateur du département des peintures, on lui doit une étude d'ensemble des tableaux européens dans les collections polonaises. Particulièrement tourné vers la peinture septentrionale, il procura un des volumes les plus utiles du « Corpus des primitifs flamands », où les tableaux des trois musées de Gdansk, Varsovie et Cracovie sont minutieusement examinés, en particulier l'extraordinaire triptyque du Jugement dernier de Memling, qu'un pirate de la Hanse avait emporté à Dantzig avec le butin pris sur une galère italienne et offert tout bonnement à l'église Notre-Dame. Autour des grands Flamands, de Dürer, de Rembrandt, Jan Bialostocki multiplia les observations

neuves, avec un raffinement dans l'analyse iconographique qui l'imposait dans tous les cercles d'historiens comme l'un des maîtres de l'iconologie après Erwin Panofsky. Il a donné une très belle interprétation du Cavalier polonais, de Rembrandt, si seré dans un monde lugubre.

Toutes les revues avaient plaisir à le publier, et tout le monde à le recevoir. Il prêtait une attention particulière au vocabulaire et à la définition de termes comme baroque, rococo, maniérisme ou mode (au sens musical). Cette excellente pédagogie était appliquée en Europe centrale et dans le monde anglo-saxon. Il savait qu'il faut resserrer l'emploi des mots-outils, pour permettre l'ouverture internationale de la discipline historique. Il s'employait ainsi à promouvoir sagement notre culture commune, mais sans oublier ses racines. Son ouvrage sur l'Art de la Renaissance dans l'Europe orientale (The Wrightsman Lectures, 1976) a analysé soigneusement les aspects propres de l'architecture et de la sculpture en Autriche, en Bohême et en Pologne, à un moment où les contraires s'ouvraient à l'art de l'Italie en engageant un dialogue qui ne devait plus cesser.

La disparition de cet interlocuteur amical et parfait va créer un vide immense.

ANDRÉ CHASTEL.

Le budget culturel de la Ville pour 1989

Paris soigne son patrimoine

Le budget culturel de la Ville de Paris augmentera de 8,6 % en 1989 pour atteindre 695,16 millions de francs. Effort prioritaire pour le patrimoine et les musées.

Le conseil de Paris, sur proposition de Mme Françoise de Panfilieu, adjointe au maire, chargée de la culture, a décidé d'accroître de 8,6 % l'an prochain le budget de la direction des affaires culturelles, qui passe de 639,86 millions de francs à 695,16 millions de francs. Les dépenses de fonctionnement hors frais de personnel (419,26 millions de francs, hausse de 9,9 %) croissent plus rapidement que les investissements (275,9 millions de francs, hausse de 6,7 %), en raison de l'augmentation sensible des dépenses d'intervention (344,52 millions de francs, hausse de 11,1 %).

Au chapitre de l'investissement, deux priorités ont été dégagées : la conservation du patrimoine et l'aménagement et l'extension des musées

de la capitale. Ainsi seront lancées la première tranche de la réfection de l'église Saint-Augustin (toiture et campanile : 18 millions, la réfection de l'église Saint-Bernard de La Chapelle (toiture et parements : 5 millions) et la première tranche de la restauration de la tour Jean Sans-Peur (1,75 millions). Une aile moderne destinée par Christian de Portzamparc en extension du musée Bourdelle sera mise en chantier (23 millions) tandis qu'aura commencé — avec retard — le réaménagement de l'hôtel Donon afin de recevoir les collections du musée Cognac-Jay (12 millions). La réfection du parvis du Musée d'art moderne (11,6 millions) et la réhabilitation de l'hôtel Saint-Aignan pour l'accueil du Musée d'art juif (21 millions) seront engagées. Le Musée de la mode et du costume au palais Galliera disposera de nouveaux ateliers et réserves (15 millions).

Au chapitre des théâtres et de la musique, le réaménagement du Châtelet sera poursuivi (26,9 millions), la reconstruction du Carré Silvia Monfort confiée à l'architecte Claude Parent sera entamée (6 millions) et l'extension du Conserva-

toire du dixième arrondissement sera achevée (12,5 millions). Un effort particulier sera consacré à l'enseignement musical (+11,8 %). La subvention du Festival de Paris augmentera de 37,9 % et 4,5 millions seront dégagés pour relancer la programmation, assurée par le Châtelet, de l'auditorium des Halles.

Notons, enfin, une initiative spectaculaire d'aide au cinéma intitulée « 18 F. 18 h » permettant au public pendant la semaine du 7 au 14 février 1989 d'accéder à toutes les salles parisiennes pour la séance de 18 heures au prix de 18 F.

O. S.

● Fermeture temporaire du Musée Picasso. — Victime de son succès et — semble-t-il — de la médiocrité de la pierre qui constitue son sol, le Musée Picasso fermera deux mois — janvier et février 1989. L'hôtel Salé, où sont installées les collections, reçoit près de cinq cent mille visiteurs par an. La fermeture permettra de refaire une partie de dallage préfabriquée usée et de réparer un certain nombre de salles. La réouverture est prévue pour le 1^{er} mars.

هكذا من الأصل

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

FOURTE CHÈRE, Cave du Cloître (43-25-19-93), 23 h 15 (28).

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (43-08-77-11), Avant: 20 h 30.

ARCANÉ (43-38-19-70), o Baudelaire: 20 h 30.

ARTISTIC-ATHÉVAIN (48-06-36-02), o La Tintine au palais: 20 h 30.

ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23), o Ariane ou l'Age d'or: 20 h 30.

ATELIER (46-06-49-24), o Baby Boom: 20 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24), o Une absence: 20 h 30.

BOUFFONS-THÉÂTRE DU XIXE (42-38-35-53), o La Comédie sans fin: 20 h 30.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-26-34), o Théodore: 20 h 30.

CARTOUCHE-ATELIER DU CHAUDRON (43-26-97-04), o Les fous: 20 h 30.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DU SOLEIL (43-74-24-08), o Thermidor: 20 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-53), o Abi Ca rita, ça rita, ça rita: 21 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-74-23-19), Grande salle, o C'est dimanche: 21 h.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31), o Le violon du temps qui passe: 20 h 45.

CIRQUE D'HIVER (48-78-75-00), As-tu: 20 h 30.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11), o Voltaire's Folies: 21 h.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-37-21), o Une femme sans histoire: 21 h.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22), o Les Délices du baiser: 20 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), Salle Richelieu, o La Capotie: 14 h.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), Salle Richelieu, o La Capotie: 14 h.

DAUNOU (42-61-69-14), o Monsieur Mame: 21 h.

DEJAZET-T.L.P. (42-74-20-50), Le Tour du monde en quatre-vingt jours: 20 h 30.

DEUX ANES (46-06-10-26), o Le Coût du père François: 21 h.

EDGAR (43-20-85-11), Les Babas-Cadres: 20 h 15. Nous on fait ça on nous dit de faire: 22 h.

ESPACE ACNAV (SALLE DU PUTS QUI PARLE) (42-78-46-42), Tout est comédie: 20 h 30.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 1, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 2, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 3, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 4, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 5, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 6, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 7, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 8, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 9, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 10, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 11, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 12, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 13, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 14, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 15, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 16, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 17, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 18, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 19, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 20, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 21, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 22, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 23, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 24, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 25, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 26, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 27, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 28, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 29, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 30, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 31, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 32, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 33, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 34, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 35, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 36, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 37, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 38, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 39, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle 40, o Les Anciens Odeurs: 19 h.

MARAS (42-78-03-53), o Une vie bouleversée: 19 h 30.

MARIGNY (42-56-04-41), o L'écouf fait l'écouf: 21 h.

MATHURINS (42-65-90-00), La Femme à contre-jour: 21 h.

MATHEURINS (PETITS) (42-65-90-00), Le Minotaure: 19 h.

MICHEL (42-65-35-02), o Pyjama pour six: 21 h 15.

MICRODIE (47-42-95-23), o Ma cousine de Varsovie: 20 h 45.

MOGADOR (48-78-75-00), o Le Récit de la servante Zorine Festival d'automne à Paris 1988: 20 h 30.

MONTMARTRE (43-22-77-74), La Vraie Vie: 21 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), o Voyage au bout de la nuit: 20 h.

Vendredi 30 décembre

Les concerts

BOUFFES DU NORD (42-39-34-30), La République: 20 h 30. Spectacle d'Hélène Delavault. Mise en scène de M. Rabreau. Avec H. Delavault, J.-L. Matinier, J. Cohen, V. Leterme.

ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE, Les Trompettes de Versailles: 21 h, ven. sans. Œuvres de Haendel, Vivaldi, Bach, Lully. Tél. location: 42-62-40-65.

ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-ÎLE, Gabriel Fauré, Jean-Paul Imbert: 20 h 30. Fêtes, orgue, P.-H. Lacombe (baryton). Arias et Adagio pour Noël.

OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER, (47-42-53-71), o Orphée aux enfers: 19 h 30. Opéra de Jacques Offenbach. Mise en scène Jean-Louis Martinoty. Dir. mus. Alain Lombard. Chor. E. Poljakov. Avec G. Rappoport, M. Hamel, T. Dren, G. Friedmann: 3 h 30.

OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER, (47-42-53-71), o Orphée aux enfers: 19 h 30. Opéra de Jacques Offenbach. Mise en scène Jean-Louis Martinoty. Dir. mus. Alain Lombard. Chor. E. Poljakov. Avec G. Rappoport, M. Hamel, T. Dren, G. Friedmann: 3 h 30.

OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER, (47-42-53-71), o Orphée aux enfers: 19 h 30. Opéra de Jacques Offenbach. Mise en scène Jean-Louis Martinoty. Dir. mus. Alain Lombard. Chor. E. Poljakov. Avec G. Rappoport, M. Hamel, T. Dren, G. Friedmann: 3 h 30.

OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER, (47-42-53-71), o Orphée aux enfers: 19 h 30. Opéra de Jacques Offenbach. Mise en scène Jean-Louis Martinoty. Dir. mus. Alain Lombard. Chor. E. Poljakov. Avec G. Rappoport, M. Hamel, T. Dren, G. Friedmann: 3 h 30.

OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER, (47-42-53-71), o Orphée aux enfers: 19 h 30. Opéra de Jacques Offenbach. Mise en scène Jean-Louis Martinoty. Dir. mus. Alain Lombard. Chor. E. Poljakov. Avec G. Rappoport, M. Hamel, T. Dren, G. Friedmann: 3 h 30.

OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER, (47-42-53-71), o Orphée aux enfers: 19 h 30. Opéra de Jacques Offenbach. Mise en scène Jean-Louis Martinoty. Dir. mus. Alain Lombard. Chor. E. Poljakov. Avec G. Rappoport, M. Hamel, T. Dren, G. Friedmann: 3 h 30.

OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER, (47-42-53-71), o Orphée aux enfers: 19 h 30. Opéra de Jacques Offenbach. Mise en scène Jean-Louis Martinoty. Dir. mus. Alain Lombard. Chor. E. Poljakov. Avec G. Rappoport, M. Hamel, T. Dren, G. Friedmann: 3 h 30.

OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER, (47-42-53-71), o Orphée aux enfers: 19 h 30. Opéra de Jacques Offenbach. Mise en scène Jean-Louis Martinoty. Dir. mus. Alain Lombard. Chor. E. Poljakov. Avec G. Rappoport, M. Hamel, T. Dren, G. Friedmann: 3 h 30.

OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER, (47-42-53-71), o Orphée aux enfers: 19 h 30. Opéra de Jacques Offenbach. Mise en scène Jean-Louis Martinoty. Dir. mus. Alain Lombard. Chor. E. Poljakov. Avec G. Rappoport, M. Hamel, T. Dren, G. Friedmann: 3 h 30.

OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER, (47-42-53-71), o Orphée aux enfers: 19 h 30. Opéra de Jacques Offenbach. Mise en scène Jean-Louis Martinoty. Dir. mus. Alain Lombard. Chor. E. Poljakov. Avec G. Rappoport, M. Hamel, T. Dren, G. Friedmann: 3 h 30.

OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER, (47-42-53-71), o Orphée aux enfers: 19 h 30. Opéra de Jacques Offenbach. Mise en scène Jean-Louis Martinoty. Dir. mus. Alain Lombard. Chor. E. Poljakov. Avec G. Rappoport, M. Hamel, T. Dren, G. Friedmann: 3 h 30.

OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER, (47-42-53-71), o Orphée aux enfers: 19 h 30. Opéra de Jacques Offenbach. Mise en scène Jean-Louis Martinoty. Dir. mus. Alain Lombard. Chor. E. Poljakov. Avec G. Rappoport, M. Hamel, T. Dren, G. Friedmann: 3 h 30.

OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER, (47-42-53-71), o Orphée aux enfers: 19 h 30. Opéra de Jacques Offenbach. Mise en scène Jean-Louis Martinoty. Dir. mus. Alain Lombard. Chor. E. Poljakov. Avec G. Rappoport, M. Hamel, T. Dren, G. Friedmann: 3 h 30.

OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER, (47-42-53-71), o Orphée aux enfers: 19 h 30. Opéra de Jacques Offenbach. Mise en scène Jean-Louis Martinoty. Dir. mus. Alain Lombard. Chor. E. Poljakov. Avec G. Rappoport, M. Hamel, T. Dren, G. Friedmann: 3 h 30.

OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER, (47-42-53-71), o Orphée aux enfers: 19 h 30. Opéra de Jacques Offenbach. Mise en scène Jean-Louis Martinoty. Dir. mus. Alain Lombard. Chor. E. Poljakov. Avec G. Rappoport, M. Hamel, T. Dren, G. Friedmann: 3 h 30.

OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER, (47-42-53-71), o Orphée aux enfers: 19 h 30. Opéra de Jacques Offenbach. Mise en scène Jean-Louis Martinoty. Dir. mus. Alain Lombard. Chor. E. Poljakov. Avec G. Rappoport, M. Hamel, T. Dren, G. Friedmann: 3 h 30.

OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER, (47-42-53-71), o Orphée aux enfers: 19 h 30. Opéra de Jacques Offenbach. Mise en scène Jean-Louis Martinoty. Dir. mus. Alain Lombard. Chor. E. Poljakov. Avec G. Rappoport, M. Hamel, T. Dren, G. Friedmann: 3 h 30.

OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER, (47-42-53-71), o Orphée aux enfers: 19 h 30. Opéra de Jacques Offenbach. Mise en scène Jean-Louis Martinoty. Dir. mus. Alain Lombard. Chor. E. Poljakov. Avec G. Rappoport, M. Hamel, T. Dren, G. Friedmann: 3 h 30.

OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER, (47-42-53-71), o Orphée aux enfers: 19 h 30. Opéra de Jacques Offenbach. Mise en scène Jean-Louis Martinoty. Dir. mus. Alain Lombard. Chor. E. Poljakov. Avec G. Rappoport, M. Hamel, T. Dren, G. Friedmann: 3 h 30.

OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER, (47-42-53-71), o Orphée aux enfers: 19 h 30. Opéra de Jacques Offenbach. Mise en scène Jean-Louis Martinoty. Dir. mus. Alain Lombard. Chor. E. Poljakov. Avec G. Rappoport, M. Hamel, T. Dren, G. Friedmann: 3 h 30.

OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER, (47-42-53-71), o Orphée aux enfers: 19 h 30. Opéra de Jacques Offenbach. Mise en scène Jean-Louis Martinoty. Dir. mus. Alain Lombard. Chor. E. Poljakov. Avec G. Rappoport, M. Hamel, T. Dren, G. Friedmann: 3 h 30.

OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER, (47-42-53-71), o Orphée aux enfers: 19 h 30. Opéra de Jacques Offenbach. Mise en scène Jean-Louis Martinoty. Dir. mus. Alain Lombard. Chor. E. Poljakov. Avec G. Rappoport, M. Hamel, T. Dren, G. Friedmann: 3 h 30.

OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER, (47-42-53-71), o Orphée aux enfers: 19 h 30. Opéra de Jacques Offenbach. Mise en scène Jean-Louis Martinoty. Dir. mus. Alain Lombard. Chor. E. Poljakov. Avec G. Rappoport, M. Hamel, T. Dren, G. Friedmann: 3 h 30.

OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER, (47-42-53-71), o Orphée aux enfers: 19 h 30. Opéra de Jacques Offenbach. Mise en scène Jean-Louis Martinoty. Dir. mus. Alain Lombard. Chor. E. Poljakov. Avec G. Rappoport, M. Hamel, T. Dren, G. Friedmann: 3 h 30.

OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER, (47-42-53-71), o Orphée aux enfers: 19 h 30. Opéra de Jacques Offenbach. Mise en scène Jean-Louis Martinoty. Dir. mus. Alain Lombard. Chor. E. Poljakov. Avec G. Rappoport, M. Hamel, T. Dren, G. Friedmann: 3 h 30.

OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER, (47-42-53-71), o Orphée aux enfers: 19 h 30. Opéra de Jacques Offenbach. Mise en scène Jean-Louis Martinoty. Dir. mus. Alain Lombard. Chor. E. Poljakov. Avec G

cesse de paraître

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

هكذا من الأصل

Économie

SOMMAIRE

■ Une page est tournée pour Renault, dont le fonctionnement se rapproche de celui des sociétés de droit commun (lire ci-contre).

■ Homme discret, Jean-Pierre Soisson n'en tisse pas moins sa toile au sein du gouvernement (lire page 19).

■ La réorganisation de la médecine du travail ne fait pas l'unanimité (lire page 19).

■ L'encombrement des aéroports va poser de plus en plus de problèmes. Le directeur général de l'Association internationale des aéroports civils envisage différentes solutions (lire ci-dessous).

Le statut de la Régie et les objectifs de la Commission européenne

Le gouvernement français règle le dossier Renault

Le gouvernement a annoncé, le 30 décembre, l'allègement de 12 milliards de francs de la dette de Renault et la publication au Journal officiel de ce jour du décret applicable à Renault l'article 241 de la loi de 1966 sur les sociétés commerciales. Cet article permet la dissolution de l'entreprise en cas de disparition de ses capitaux propres. Parallèlement le gouvernement a informé la Commission européenne de ces décisions.

A vingt-quatre heures de la fin de l'année 1988, le gouvernement français a mis, en ce qui le concerne et comme il l'avait décidé (le Monde du 23 décembre), un point final au dossier Renault. Il cherche à montrer à Bruxelles que, à défaut de reprendre les termes du contrat proposé début 1988 par Alain Madelin, alors ministre de l'Industrie, à la Commission européenne - changement de statut de Renault de régie en société anonyme contre apurement de 12 milliards de francs de dettes publiques - il adopte l'objectif souhaité par la Commission : faire de Renault une entreprise concurrentielle. Le gouvernement français affirme ainsi, dans son communiqué du 30 décembre, que le dispositif arrêté pour Renault est destiné à « appliquer la décision de la Commission en date du 19 mars 1988, [et qu'il a été] établi en tenant compte des observations émises par la Commission au cours d'une longue phase de discussions ».

Ce dispositif comprend l'application à Renault de l'article 241 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales. Une mesure qui a l'avantage de pouvoir être prise

par décret - publié au Journal officiel du 30 décembre - et d'éviter ainsi tout débat parlementaire. Cet article stipule que, « si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le conseil d'administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de provoquer l'assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société ». Si la dissolution n'est pas prononcée, l'article prévoit une obligation de réduction ou de reconstitution de capital.

Dans le droit chemin de la concurrence

En prenant ces dispositions réglementaires, le gouvernement crée une situation nouvelle puisque, jusqu'ici, Renault vivait, en raison des pertes accumulées (12,5 milliards de francs en 1984, 10,9 milliards en 1985, 5,5 milliards en 1986), et en toute impunité, en situation nette négative, ce qui aurait conduit toute autre société au dépôt de bilan. Renault ne pourra plus désormais bénéficier de ce privilège exorbitant du droit commun. En outre, le gouvernement s'engage à prendre « les dispositions nécessaires pour appliquer à Renault les mesures relatives à l'information des assemblées générales d'actionnaires des sociétés commerciales [...] ».

Ces engagements sont destinés à convaincre la Commission de la détermination du gouvernement à remettre Renault dans le droit chemin de la concurrence et à faire de

l'apurement de 12 milliards de francs de dettes publiques une opération « pour solde de tout compte ».

Cet apurement est le second volet du dispositif annoncé par le gouvernement le 30 décembre : « Compte tenu de ces orientations et engagements, le gouvernement a pris la décision de procéder à l'allègement de dettes de 12 milliards de francs nécessaires au développement de Renault ».

Cette dette, qui correspond à un prêt fait par le Crédit national à Renault, sera reprise par la SODEVA, une structure juridique, à la charge de l'Etat, allégeant dès 1988 le bilan Renault, alors que, fin 1987, le groupe automobile affichait une situation nette négative de 11,7 milliards de francs et un endettement de 46,4 milliards.

Les engagements pris par la France, s'ajoutant à ceux que Bruxelles que l'Etat n'apportera plus son soutien financier à Renault ? C'était bien sur ce point qu'achoppaient les discussions entre Paris et Bruxelles au cours des dernières semaines. Pour connaître la position de la Commission, il faudra désormais attendre la réunion du collège des nouveaux commissaires européens en janvier. Mais on espérait, au ministère de l'Industrie, que les autorités communautaires apprécieraient la bonne volonté française.

M. Jacques Calvet, patron de Peugeot, groupe privé concurrent, fera-t-il preuve lui aussi de compréhension, alors qu'il s'est constamment élevé au cours des derniers mois contre l'aide déloyale que l'Etat apportait à Renault ? Il se peut, en tout état de cause, plus rien faire pour l'empêcher.

G. E.

Une page tournée

Le vendredi 30 décembre 1988 restera une date majeure pour Renault. Certes, le constructeur automobile garde son statut de régie d'Etat mais tourne une page importante de son histoire. Sur le plan financier et sur le plan psychologique.

Sur le plan financier d'abord. L'allègement de 12 milliards de francs de dettes publiques appliquée par l'Etat paracheve un redressement accompli depuis la nomination de Georges Besse en janvier 1985. Qui aurait imaginé, lorsque Renault enregistrât 12,5 milliards de francs de pertes pour 1984, qu'il afficherait, quatre ans plus tard, quelque 6 milliards de francs de bénéfices ? C'est le résultat des efforts entrepris par la Régie, sous la houlette de Georges Besse, puis de Raymond Lévy, son successeur nommé en décembre 1986, pour réaliser, au prix de sévères réductions d'effectifs et de cassations multiples, gains de productivité et recentrage sur l'activité automobile.

L'entreprise a fait son devoir, l'Etat actionnaire fait aujourd'hui le sien pour permettre à Renault, désormais redressé, de poursuivre son développement dans des conditions financières plus saines. Tel était le contrat passé à l'origine entre Georges Besse et le gouvernement de Laurent Fabius, réaffirmé avec celui de Jacques Chirac et concrétisé maintenant par celui de Michel Rocard.

Sur le plan psychologique, le décret pris le 30 décembre, et qui permet la dissolution de Renault en cas de disparition des capitaux pro-

pres, consacre l'évolution des esprits. On ne touche pas au statut de Renault par crainte de rouvrir la polémique avec le Parti communiste et la CGT. Cette crainte est-elle, au demeurant, justifiée ? Si une délégation s'est rendue au ministère de l'Industrie, porteur d'une pétition sur le statut signée par des milliers de salariés de Renault, selon la CGT, l'humanité du 30 décembre adopte, sur le sujet, un profil bas, se contentant de publier une photo de la délégation et six lignes de légende sur l'action menée contre la menace de remise en cause du statut de Renault.

Sur le fond, le tournant est bien pris avec le décret. Renault doit désormais être considérée comme une entreprise normale et gérée comme telle. Plus question de la subventionner pour couvrir ses pertes. Le mythe politique et social est enterré. Il suffirait pour s'en persuader de comparer les politiques salariales et sociales peu différentes de Peugeot et de Renault. Le gouvernement français espère bien, en tout cas, que c'est ainsi que le message sera perçu, à Bruxelles comme chez le concurrent privé de la Régie.

Reste que, cette page tournée, Rapraot à encore du chemin à faire. Pour continuer sa reconstruction - l'outil de production compte encore un site de trop - et assurer son développement, notamment en nouant des alliances, dans l'époque du grand marché européen de 1993.

CLAIRE BLANDIN.

ETRANGER

La polémique Europe-Etats-Unis

L'Allemagne fédérale souhaite que le GATT arbitre le conflit sur les hormones

Les autorités ouest-allemandes ont multiplié, le 29 décembre, les déclarations d'apaisement au sujet du conflit sur la viande aux hormones entre les Etats-Unis et la CEE. Si elles jugent « injustifiables » les menaces américaines d'imposer un relèvement des droits de douane sur plusieurs produits alimentaires européens, elles estiment qu'un accord doit à tout prix être trouvé entre les deux parties dans le cadre du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Le président du Parti libéral, M. Otto Lambsdorff, a ainsi préconisé « un arbitrage au conflit au sein du GATT » avant que la CEE ne prenne à son tour des mesures de rétorsion. La porte-parole du groupe parlementaire CDU-CSU pour les affaires étrangères, Mme Michaela Geller, a souhaité que la CEE « n'entreprene rien qui puisse entraîner une nouvelle détérioration du climat entre les deux grands partenaires commerciaux ». De son côté, la fédération patronale de l'industrie à Cologne a exprimé son « inquiétude » devant une éventuelle escalade du conflit qui pourrait, selon elle, bloquer l'ensemble des discussions pour une libéralisation du

commerce mondial menées depuis deux ans au sein du GATT. Cette volonté d'apaisement était aussi perceptible à Londres, où le ministre de l'Agriculture, M. John MacGregor, prône un règlement de « voies négociées » du différend. Une conversation téléphonique est prévue pour les jours prochains avec son homologue américain, M. Clayton Yeutter.

Pendant que Bruxelles confirmait sa volonté d'appliquer dès le 1^{er} janvier son nouveau règlement interdisant l'importation de viande bovine aux hormones, le gouvernement australien manifestait son opposition à une telle mesure, aucune preuve scientifique de la nocivité des hormones pour la santé humaine n'ayant été apportée. Les autorités de Canberra ont toutefois précisé que cette réglementation ne les pénalisait pas, les producteurs australiens ayant accepté de mettre en place un système de contrôle pour éviter de destiner la viande hormonoisée à la CEE. L'Australie vend chaque année pour plus de 600 millions de francs de viande à la Communauté. 20 % de la production australienne de viande bovine est traitée aux hormones, contre 50 % à 70 % aux Etats-Unis.

Les aéroports et l'espace aérien français affronteront dans quelques mois les embouteillages printaniers que ne manqueront pas de provoquer l'afflux des charters et les départs en week-end. A Londres, il ne se passe guère de mois sans que les autorités annoncent que deux avions se sont dangereusement rapprochés l'un de l'autre, les ordinateurs ou les contrôleurs étant arrivés à saturation. L'Association internationale des aéroports civils (IATA), qui regroupe deux cent soixante-dix-neuf aéroports du monde entier, a commencé à étudier des parades à cette congestion généralisée. M. Jacques Black, son directeur général, passe en revue ces solutions dans l'entretien ci-dessous.

« Quelles sont les causes de la congestion aérienne qui gagne peu à peu l'Europe, après avoir perturbé les compagnies et les aéroports américains ?

« La mutation que vit le transport aérien est partie, il y a dix ans, des Etats-Unis qui ont décidé une déreglementation de ce secteur jusqu'à très récemment. Après bien des soubresauts, on est parvenu à un nouvel équilibre. Après avoir baissé spectaculairement les tarifs ont recommencé à monter. La qualité de service s'est singulièrement dégradée, et les passagers ont dû affronter retards et pertes de bagages. Les

Un entretien avec le directeur de l'Association internationale des aéroports

« L'ouverture nocturne des aéroports est indispensable pour remédier à la congestion aérienne »

Le prix de revient et les salaires ont chuté. Au total, l'élasticité de la demande s'est révélée forte, et le développement du trafic a été considérable.

« Le monde entier a considéré ce remue-ménage avec méfiance, et puis l'Europe a rejoint ce courant libéral sous l'influence de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas. Le citoyen européen n'apprécie pas de payer cher son billet d'avion ; il n'est que de voir l'explosion de la demande, entre Paris et les Antilles, ou Rodez, après l'ouverture de la concurrence et les baisses qui en ont résulté depuis presque deux ans. Depuis 1975, le transport aérien stagnait en Europe. Aucune de ses composantes ne se trouve prête à faire face à l'augmentation qui a été déclenchée. Il n'y a plus assez d'avions, de pilotes et de contrôleurs de la navigation. Les directions européennes de l'aviation civile n'avaient pas prévu ces scénarios de pénurie. Il a fallu les week-ends dramatiques de l'Ascension et de la Pentecôte pour que l'Europe prenne conscience qu'elle vivra plusieurs années difficiles.

Plusieurs mesures

« N'existe-t-il pas des solutions à ces embouteillages ?

« Pendant les « vingt glorieuses », grosso modo de 1955 à 1975, le trafic doublait tous les cinq ans et le système pouvait y faire face. Aujourd'hui, ce qui m'inquiète, c'est que les causes de la congestion compliquent la recherche d'une solution. La déréglementation introduit la concurrence qui provoque une baisse des tarifs et donc l'afflux des passagers, mais cette même concurrence poussera les transporteurs à faire décoller leurs avions aux mêmes heures. Pis : pour satisfaire la demande en matière de fréquences, ils mettront en ligne trois petits avions au lieu d'un seul gros. La congestion aérienne est inévitable.

« Comment contrôler une libéralisation ? Comment établir une concurrence raisonnable ? Comment ne pas gaspiller des installations aéroportuaires que la satisfaction de la demande de pointe amènerait à surdimensionner ?

« Est-ce qu'un surcroît des taxes aéroportuaires aux heures de pointe, et donc un renchérissement du billet d'avion, ne serait pas efficace ?

« Ce peut être une réponse. On peut aussi pénaliser les petits avions qui, actuellement, paient moins que les gros. Nous n'avons encore jamais utilisé ce système. Seuls les Britanniques se sont essayés à cette nouvelle forme de régulation.

« Si le renchérissement des cotés n'est pas la panacée, quelles mesures préconisez-vous ?

« Il existe d'autres solutions. Ainsi, les long-courriers pourraient se poser sur des aéroports situés loin des villes, dans des régions peu habitées. Ces plates-formes seraient reliées aux agglomérations par des TGV.

En attendant, il nous faut améliorer la capacité des aéroports existants. D'abord, réduire les intervalles entre les avions en train d'atterrir, en informatisant le calcul de trajectoires et en simplifiant les circuits d'attente. Nous pouvons aussi utiliser de plus gros appareils : malheureusement, ceux-ci provoquent derrière eux des tourbillons qui obligent les plus petits à se tenir à distance, et l'on perd ainsi la capacité supplémentaire obtenue dans un premier temps. Toujours à propos de l'approche des aéroports, il ne suffit pas qu'un aéroport soit équipé pour les atterrissages tout temps, encore faut-il que les avions soient dotés de l'appareillage correspondant et que leurs pilotes soient formés à son utilisation.

« Une fois au sol, aussi, on peut gagner du temps en limitant le temps d'occupation de la piste et en facilitant la circulation. Cela veut dire qu'il y ait des sorties de piste, pas de vergias et pas de flaque d'eau, qu'il existe suffisamment de voies de circulation pour que les avions en circulation ne se gênent pas.

« A quoi servirait qu'un avion se pose par une visibilité zéro et qu'il ne puisse rouler au sol ? Les aéroports doivent acquiescer les balises, les radars et les traceurs nécessaires.

« Au départ, il conviendrait de regrouper les contrôles de police et

de douane avant les formalités d'embarquement pour l'ensemble des vols. L'embarquement en continu serait bénéfique, car les passagers attendraient dans l'avion et non dans des salles d'attente forcément exigües. Je suis partisan d'encourager les clients à conserver avec eux un maximum de bagages. Je sais que cette formule soulèverait un tollé de protestations pour des raisons de sécurité, ou en raison du manque de place à bord. Je constate que cela économiserait des tapis à bagages et des opérations de manutention. Nous pourrions diminuer les tarifs des compagnies qui feraient cet effort.

« On pourrait aussi inciter les transporteurs à mettre leurs avions au parking au lieu de les laisser inutilement au contact de l'aéroport. Et si les avions replient leurs ailes ? C'est trop cher ? Etudions ces solutions. Jusqu'à présent, les compagnies décident tout ce qui doit être pour le transport aérien. Le travail de l'IATA est de proposer des formules acceptables par tous.

« Que pensez-vous de l'ouverture nocturne des aéroports ?

« Les compagnies ont acheté des avions beaucoup moins brynnans, mais le couvre-feu n'a pas été levé pour autant. Le bruit dominant des avions est désormais aérodynamique et on n'y peut rien faire. Il y a quinze ans, le niveau des réacteurs légitimait une levée de boucliers. Ce n'est plus le cas maintenant. L'ouverture nocturne des aéroports est indispensable.

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

VOLTAIRE GESTION

Société anonyme au capital de 500.000 F - R.C.S. : PARIS B 343 041 026
5, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS - Tél. : (1) 49.27.64.00
Société pour la gestion de fonds communs de placement

Changement de gérant des fonds communs de placement

OBLIPREMIERE 1 A 11.

OBLIPREMIERE A, B, D, E, ET F, OBLICOURT 1 ET 2

ET COMPTES 1, 2, 3, ET 4

Nous informons les porteurs de parts des fonds communs de placement OBLIPREMIERE 1 à 11, OBLIPREMIERE A, B, C, D, E et F, OBLICOURT 1 et 2 ainsi que COMPTES 1, 2, 3 et 4 que conformément à l'article 15 de la loi n° 79-594 du 13 juillet 1979 et l'article 5 du décret n° 83357 du 2 mai 1983,

nyme EPARFONDS en tant que gérant.

Ce changement qui prendra effet à compter du 2 janvier 1989, est lié à la mise en place d'une nouvelle organisation au sein du groupe de la Caisse des dépôts et consignations pour les activités de gestion des fonds communs de placement distribués dans les réseaux. Il ne constitue qu'une opération interne de caractère purement technique qui n'affectera ni les caractéristiques des fonds communs ni les conditions dans lesquelles la gestion de l'actif de ces fonds communs de placement est assurée.



CAISSE DES DÉPÔTS
ET CONSIGNATIONS

REPÈRES

Construction

Progression des logements neufs

De janvier à novembre 1988, le nombre des logements mis en chantier en France a atteint 300 300, contre 284 100 durant les onze premiers mois de 1987, soit une progression de 5,7 %, selon les statistiques publiées par le ministère de l'équipement et du logement. Cela permet de prévoir, sur l'ensemble de l'année, une progression de 5,5 %, avec environ 327 000 logements commencés contre 310 000, en 1987. Mais ce redressement pourrait n'être que provisoire, les experts prévoyant un retour à un rythme de construction de 300 000 logements en 1989.

La croissance des onze premiers mois en 1988 est uniquement due aux logements construits en immeubles collectifs (+ 20,8 %), les mises en chantier de maisons individuelles continuant de baisser (- 3,6 %).

Prix

Augmentation de la taxe sur les produits pétroliers

Les prix des produits pétroliers augmentent le 7 janvier du fait du relèvement de 2,6 % de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : 9,10 centimes pour le litre de super, 8,7 centimes pour le litre d'essence ordinaire, 4,7 centimes pour le litre de gazole et 1,2 centime pour le litre de fioul domestique.

Cette hausse rapportera 2,8 milliards de francs supplémentaires à l'Etat, la TIPP représentant au total 113,5 milliards de francs. En 1988, la TIPP aura exceptionnellement été relevée en trois étapes : le 15 février et le 30 mai (+ 1,65 % à chaque fois) pour le carburant auto et le fioul domestique (les autres produits pétroliers avaient été relevés de 3,3 % dès le 1^{er} janvier).

Économie

Moins d'examens, plus d'hygiène industrielle

Une réforme contestée de la médecine du travail

SOCIAL

Peut-on faire évoluer l'exercice de la médecine du travail et maintenir son rôle de protection des travailleurs ? Le décret sur l'organisation de ce service publié vendredi 30 décembre a été vivement discuté lors de son examen par le Conseil supérieur de la prévention des risques professionnels. Approuvé par la CFDT et la CFTC, acceptée par la CGC, cette réforme est très contestée par la CGT et à un moindre degré par Force ouvrière et par nombre de médecins du travail.

La situation ambiguë de la médecine du travail explique les contestations dont son organisation fait l'objet. Créée en 1946 et plus largement développée en France que dans les autres pays européens (elle y concerne normalement tous les salariés sans exception) cette profession est perçue à la fois comme une défense des travailleurs et comme la « médecine des patrons ». Payé par l'employeur, le médecin du travail peut apparaître comme une entrave ou une charge supplémentaire, dont on peut réduire le coût en s'adressant, lorsque la taille de l'entreprise le permet, à un service interentre-

prises. Mais celui-ci est souvent surchargé, les médecins suivant en moyenne 3 000 salariés, nombre excessif. D'autre part, le médecin peut être chargé de soigner, une mutation qui cache souvent une sanction.

Le contrôle de la médecine du travail devient ainsi un enjeu entre les employeurs et les syndicats qui, à l'inverse, souhaitent que nominations, mutations ou changements d'activités soient soumis au visa du comité d'entreprise ou des commissions dans lesquelles les représentants des salariés sont majoritaires.

Deuxième ambiguïté : chargé de veiller sur la santé des travailleurs dans l'entreprise, le médecin du travail cumule une tâche d'analyse et de contrôle des conditions de travail, un rôle de sauvegarde de la santé de chaque salarié (même s'il ne le soigne pas) et une mission plus générale de santé publique — comme le médecin scolaire. On peut le tirer plutôt vers l'une ou l'autre de ces fonctions, difficiles à assurer en même temps et avec la même efficacité.

Pour toutes ces raisons, une première réforme, contestée à la fois par le CNPF et la CGT, publiée au lendemain des législatives de 1986, avait été suspendue l'année suivante.

Juqu'au 1^{er} janvier 1989. Les auteurs du décret ont tenté d'avancer entre les deux camps en donnant des satisfactions aux uns et aux autres et en s'inspirant du rapport présenté par M. Rochaix au Conseil économique et social en juillet 1988.

Le nouveau texte, comme la réforme de 1986, vise à réorienter l'activité du médecin du travail comme de la réforme de 1986 : « à titre expérimental, et pour permettre une augmentation de la proportion de temps que le médecin du travail doit consacrer à sa mission en milieu de travail (1), des accords d'entreprise ou d'établissement peuvent apporter des adaptations à la périodicité de l'examen médical. L'examen annuel ne demeure obligatoire que pour les salariés protégés : handicapés, femmes enceintes ou personnes chargées de travaux à risques ».

« Pluridisciplinarité » ou « déréglementation » ?

Cette réorientation d'une mission de dépistage général vers une plus grande attention aux conditions de travail tient implicitement pour acquise une amélioration de l'état général de santé des salariés. Par rapport à la période précédente, elle correspond aussi à une évolution des

idées, qui amène à déléguer les dépistages systématiques au profit de la surveillance de population « à risques ».

Autre évolution : toujours « à titre expérimental », des conventions peuvent permettre le recours à des « spécialistes en matière de prévention des risques professionnels, de sécurité ou de conditions de travail ».

Il s'agit de l'origine de se rapprocher de la situation d'autres pays européens et de la conception de l'Organisation internationale du travail, plus proches de l'idée d'hygiène industrielle, et que la Commission des Communautés européennes souhaitait développer. Si cette idée a été abandonnée, le souci de « pluridisciplinarité », comme on dit au ministère du travail, demeure.

Ces deux innovations même « expérimentales » (avec à la clé, un bilan présenté dans quatre ans au Conseil supérieur de la prévention des risques professionnels) sont combattues par la CGT qui a déposé une « dérogation » : suppression des garanties traditionnelles de l'examen annuel en même temps que disparition d'une forme de médecine générale et gratuite acquise par la classe ouvrière.

Il est vrai que pour faire accepter l'intervention du médecin sur les lieux de travail, le ministère a fait des concessions au patronat, il a d'abord assoupli l'obligation d'examen d'embauche lorsque le salarié doit occuper un emploi identique, « sauf si le médecin du travail estime nécessaire ou si le salarié en fait la demande » — des restrictions qui ne seront pas toujours efficaces.

Surtout, il facilite à l'employeur le choix entre un service médical autonome et un service commun à plusieurs entreprises. Auparavant, cela demandait un nihil obstat du comité d'entreprise ou des délégués du personnel. Cette fois, un simple avis suffit, et l'autorisation requise de la direction régionale du travail est réputée acquise s'il n'y a pas eu de refus au bout d'un mois. Enfin, il est possible de constituer un service médical commun à plusieurs entreprises constituées en « unité économique et sociale » (bureaux ou ensembles commerciaux, par exemple).

Les craintes de la CGT et de son syndicat de la médecine du travail sont partagées en partie par les médecins de l'Association pour l'étude des risques du travail (ALERT). Ceux-ci jugent trop restrictives l'approche « par facteurs de

risques ». D'autre part, ils estiment insuffisantes dans beaucoup d'entreprises les garanties offertes par la négociation d'accords collectifs, faute d'une présence syndicale forte. Enfin, ils s'inquiètent de l'autonomie des médecins du travail et redoutent leur mise à l'écart.

A la suite des discussions intervenues au Conseil supérieur de la prévention des risques professionnels, le ministère du travail a rajouté quelques garde-fous supplémentaires. Le service médical commun à une unité économique et sociale est placé « sous la surveillance du comité d'entreprise ». Les accords aménageant la périodicité de l'examen médical doivent faire l'objet d'un préalable du médecin du travail et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail. Ils doivent « préciser les améliorations apportées en contrepartie à l'action en milieu de travail ». Enfin, le médecin du travail doit être associé aux conventions passées avec des organismes spécialisés dans la prévention des risques professionnels et ceux-ci doivent intervenir sous son contrôle.

GUY HERZLICH.

(1) Normalement un tiers de son temps, mais la réalité est souvent inférieure.

M. Soisson, ministre « à la marge »

(Suite de la première page.)

Intimement mêlés, le silence et la réussite donnent aussi l'impression d'une attitude qui épouse les événements, bien ou pas exploités, et d'une souplesse toute consensuelle. On pourrait parfois en conclure à un pragmatisme doublé d'une bonne dose d'opportunisme qui servirait de recette et de paratonnerre...

Si on l'interroge sur le sujet, M. Soisson résume ce portrait, tout en lui donnant, par touches successives, des airs de ressemblance. Il y a bien une « méthode Soisson », une ligne d'idées qui donne un fil conducteur au personnage, conscient de la partition politique qui lui revient.

« Dès mon arrivée au gouvernement, c'est-à-dire l'été 1984, j'ai pris l'initiative pour ne jamais être débordé. Il me fallait tenir la corde, toujours, afin de ne pas être accusé à une réaction... Isolé, peut-être, comme ténor, mais en tout cas, il se refuse dès lors à l'improvisation, veut éviter toute surprise et craint de se retrouver dans la moindre polémique ou tornade. « L'élargissement et le renforcement de la majorité présidentielle sont trop importants pour les compromettre par un propos aventureux, poursuit-il. C'est une opération à long terme qui doit être menée sans tapage ».

D'où, dans ses fonctions, le besoin d'anticiper et, surtout, « la nécessité de procéder par étapes, à petits pas, en négociant incessamment avec les partenaires sociaux pour convaincre, rassurer et avancer ». « L'ouverture, cela passe par la gestion des dossiers. Je ne dois d'être un bon ministre technicien, un praticien, reprend-il, alliant continuellement le projet politique à l'action quotidienne. Vous ne m'entendez pas, je préfère la discrétion aux effets d'annonces spectaculaires, dont on a trop souffert, dans ce ministère, dans un passé récent. La politique de lutte contre le chômage ne se prête pas aux déclarations fracassantes. Je veux au contraire être un partenaire qui respecte ce qu'il dit et ce qu'on lui dit ».

Concrètement, cela aboutit à ce que M. Soisson appelle lui-même une stratégie d'action « par petites touches ». Ce qui correspond à son goût affirmé depuis longtemps pour des modifications significatives « à la marge », les éléments principaux d'une politique étant intangibles ou prédéterminés. « C'est sur des zones précises qu'il faut agir pour réaliser des changements possibles », affirme le ministre, convaincu que les 5 % ou 10 % d'un programme font la différence réaliste et impriment la marque.

Rendez-vous décisifs

L'illustration de la « méthode » se retrouve dans une succession cadencée de légères modifications, presque pointillistes, distillées auprès de publics ciblés à chaque discours. D'estrade en tribune, M. Soisson passe son temps à corriger, retrancher, redresser ou ajouter, et, dans la majeure partie des cas, à obtenir grâce à

cela l'adhésion raisonnée des « acteurs » eux-mêmes. Ici il promettait la mise en place de cinquante missions locales supplémentaires, là il rassurait les défenseurs des anciennes entreprises intermédiaires. Ailleurs, il évoquait les fonds de solidarité locale pour la formation des TUC, destinés à redorer le blason d'un dispositif de plus en plus contesté.

Plus loin, il s'engageait à améliorer le fonctionnement de la formation en alternance, ou à moraliser les SIVP. Développement local, partenariat, insertion des jeunes, toutes les mesures possibles y passent, qui bénéficient d'un lifting ou d'une relance en vue d'une série d'offensives, volontairement modestes mais tout azimut. Rien n'y manque, et chaque jour apporte sa précision, une pierre à l'édifice, que ce soit la simplification des programmes existants ou leur mise en cohé-



rence, récemment complétée par une expérience de décentralisation des enveloppes d'aides, globalisées, à la disposition de cinq préfets de région.

Dans le domaine où il excelle, celui de la formation professionnelle, dont il se flatte d'être « l'un des rares spécialistes » parmi le personnel politique, une telle tactique finit par donner le tournis. En toute circonstance, M. Jean-Pierre Soisson cite l'exemple de sa région, la Bourgogne, précise un point et complète une orientation. Peut-être sans y prendre garde, il empiète allégrement sur le champ de compétence de son secrétaire d'Etat, M. André Laignel, à coups d'épingle. Un œil sur le projet de crédit formation qui devrait être l'une des grandes affaires du septennat, un autre sur le crédit d'impôt, amélioré, il marque des points : ainsi pour la nomination comme conseiller technique chargé de l'apprentissage de l'un de ses fidèles Bourguignons, M. Maurice Thieffent.

A l'entendre, le système s'est révélé plus payant que la mise en scène orchestrée des hauts faits d'un ministre. Fier d'avoir obtenu « un bon budget et une marge de manœuvre importante avec la provision de 4 milliards de francs », M. Soisson se flatte de succès qu'il veut promettre. La réforme en alternance sert de démonstration et de précédent. Il y a

ensuite le FRIL (Fonds régional d'initiatives locales), doté de 250 millions de francs, lancé avec M. Jacques Chirac, puis le contrat de retour à l'emploi (CRE), destiné à l'embauche de cent mille chômeurs, « une opération qui porte ma marque ». « Les dépenses passives deviennent actives », assure-t-il, avant d'avouer : « Par rapport au RMI (revenu minimum d'insertion), il fallait faire une jonction. Il y a maintenant le thème de la « modernisation négociée », difficile à mettre en œuvre, et l'opération « nouvelles qualifications », réactivée par M. Bertrand Schwartz, tout aussi compliquée. « Ce sont d'énormes affaires sur lesquelles nous progresserons par paliers, en concentrant les moyens de crédit à chaque fois que cela sera possible ».

Mais de prochains rendez-vous seront décisifs. Ainsi, à propos de ce qui s'appelle maintenant le « projet de loi sur la prévention des conditions de travail », pour ne plus parler d'autorisation administrative. La partie, qui ne pourra rester indéfiniment discrète, est périlleuse, convient M. Soisson. « Je discute sans cesse, je précise les choses », explique-t-il, fidèle à son style. « Mais la réussite suppose que, à un moment donné, les partenaires sociaux, y compris le patronat, s'expriment, et c'est mon problème majeur. Il me faut pouvoir verbaliser le PS, à l'Assemblée nationale, face au PCF ».

« J'ai mûri »

Ainsi, également, du dossier soulevant l'évolution récente de l'emploi et du chômage, qui met en évidence un changement de structure du marché du travail aux aspects inquiétants. Commencée avec la circulaire sur l'intérim et le contrat à durée déterminée, la correction ne s'est pas faite plus facilement. « La précarité accrue n'est pas acceptable pour un ministre du travail », s'en va répétant M. Soisson, qui avait prononcé un discours-phare au contenu autocritique, sur ce thème, lors du premier colloque international tenu à Paris les 3 et 4 novembre sur les « nouvelles formes d'emploi ». « Durant les six dernières années, un million d'emplois classiques ont disparu, tandis que se créait un million d'emplois de forme nouvelle », constatait-il, soucieux des menaces que fait courir le développement du phénomène. « La reprise peut être sélective, il ne faut pas qu'elle laisse les plus vulnérables ou les plus démunis, c'est-à-dire les moins formés, sur le bord de la route », observait-il plus récemment, déterminé à mener la lutte contre l'exclusion sociale. « La fracture dans les qualifications et les statuts, délicate à gérer, techniquement, suppose la durée », admet-il.

Ces derniers exemples pourraient toutefois montrer les limites du genre utilisé, trop feutré pour mobiliser ou précipiter la prise de conscience collective. « Vous voyez, que, sur la distance, j'aurais défini une politique », réplique le ministre du travail à cette objection. « Je tisse ma toile », dit-il, persuadé qu'« une certaine humilité est nécessaire à l'accomplissement de ma mission ». « On m'apprécie parce que je sais être discret », ajoute-t-il, certain de peser aujourd'hui au sein du gouvernement, où on le consulte

fréquemment, « comme Pierre Joxe ».

Certes, et il l'avoue, « Michel Rocard voudrait que je me montre davantage et me le répète ». Mais, décidément familier du jeu d'ombres et de lumières, le répète à tenir le rôle du VPR de la politique de l'emploi qui réclamerait parfois, pour le lancement du CRE, par exemple, les mêmes effets de manche que les TUC et les petits boulots, autrefois. Il se justifie aussitôt : « Je suis peut-être un peu trop réservé, en effet. Je n'aurais sûrement pas fait la même chose il y a dix ans. J'ai mûri ».

Mais il y a un ressort plus profond. Manifestement, M. Soisson ne veut pas rater l'opération en cours, et se tient sur le fil du rasoir parce que, répète-t-il à l'envi, « j'ai rejoint un président sur le thème de la France unie, j'appartiens à la majorité présidentielle ». Il a le sentiment de posséder une carte décisive et n'entend pas passer la main par imprudence. D'ailleurs, il se flatte des services rendus en ouvrant pour tout le gouvernement à l'Assemblée nationale, où ses qualités de parlementaire ont fait merveille. « Pour le budget, j'ai été un des membres du gouvernement les plus présents au Parlement », rappelle-t-il, heureux des votes obtenus par son entourage. « Je ne me suis pas coupé du centre et j'ai eu le soutien du PS ».

Cela suffit apparemment à son bonheur d'homme « à la marge ». Dans tous les sens du terme.

ALAIN LEBEAUE.

Formation professionnelle

M. Jacques Jeanteur est nommé président du comité de coordination

La composition du comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle a été revue par M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail. Par deux arrêts, en date du 22 décembre, il est précisé que cette instance nationale de coordination comprendra désormais un représentant élu de chaque conseil régional, contre douze précédemment, alors désignés sur une liste unique. La première réunion se tiendra le 16 janvier et permettra de procéder à l'examen des contrats de plan régionaux entre l'Etat et les régions, et d'étudier les moyens de développer l'apprentissage.

● Accord salarial pour les autoroutes. — Un accord salarial a été conclu entre les directions des sociétés d'autoroute et le principal syndicat du personnel, affilié à FO. Pour 1988, il a une hausse de 2,2 % en niveau des salaires s'ajoute l'attribution de deux points d'indice à compter du 1^{er} juin, soit, en moyenne, 560 F sur l'année. Pour 1989 sont prévus une hausse de 2,21 % hors GVT (glissement vieillesse-technicité), l'attribution de deux points d'indice pour tous et un relèvement de un à trois points des plus bas salaires. Sur deux ans, la masse salariale augmenterait de 5,4 % hors GVT et de 8,8 % GVT inclus. Le syndicat FO a levé son préavis de grève pour le 2 janvier.

● CFDT-PTT : les sanctions amplifiées. — Après la réunion du comité fédéral de la CFDT-PTT, les sanctions prises contre certains syndicats ont été « confirmées et amplifiées » selon l'union régionale Ile-de-France de la CFDT-PTT « suspendue ». Huit syndicats (Postaux-Paris, Télécom-Paris, Centre régional, Administration centrale et les syndicats départementaux des Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-d'Oise et Val-de-Marne) entendent poursuivre leur action, dans la CFDT ou hors d'elle, notamment lors des prochaines élections professionnelles. Ils déposent un ultimatum pour le 15 janvier et, si les sanctions n'étaient pas levées, se retrouveraient « dans la fédération des syndicats solidaires, unitaires et démocratiques (SUD) ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ALSTHOM

RAPPROCHEMENT ENTRE ALSTHOM ET GEC POWER SYSTEMS

Le Conseil d'Administration d'ALSTHOM s'est réuni le 27 décembre 1988 sous la présidence de M. Jean-Pierre DESGEORGES et a approuvé l'accord conclu en vue de regrouper les activités d'ALSTHOM avec celles de la Division POWER SYSTEMS du Groupe britannique GENERAL ELECTRIC COMPANY (GEC) au sein d'une société commune détenue à parts égales par ALSTHOM et GEC.

Le champ d'activité de cette société commune comprendra le développement, la réalisation et la commercialisation d'équipements de production, de transport et de distribution d'électricité, de transport ferroviaire et maritime, d'automatisation industrielle et des domaines associés.

Le Conseil de Surveillance (« Supervisory Board ») de cette société commune de droit néerlandais sera composé en nombre égal de représentants des Groupes GEC et ALSTHOM. Le président du Directoire (« Management Board ») sera M. Jean-Pierre DESGEORGES, son Vice-Président, M. Robert J. DAVIDSON. Le siège opérationnel sera installé principalement à Paris.

Cette opération conduira ALSTHOM à faire apport de l'ensemble de ses activités, à l'exception de sa participation de 45 % dans CGEE ALSTHOM et des immeubles de son siège social, à une société opérationnelle française à créer. L'activité construction navale sera toutefois constituée en filiale spécifique, détenue à 100 % par cette société opérationnelle.

ALSTHOM apportera ensuite les actions de cette société opérationnelle à la société commune constituée avec GEC dont elle détiendra, en contrepartie, la moitié du capital.

L'ensemble de ces opérations seront soumises, selon les procédures habituelles, à l'approbation d'une Assemblée Générale Extraordinaire qui sera convoquée ultérieurement à cet effet.



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Marchés financiers

Vive spéculation autour des actions de TF1

Le cours de l'action TF1 a progressé de 28,5 % en un mois, passant de 300 francs à 411,30 francs le 29 décembre. La progression s'est accélérée cette semaine : les deux derniers jours ont vu plus de trois cent mille titres, soit près de 1,4 % du capital, changer de mains. Toutes les demandes n'ont pu être servies. Certes, la chaîne affiche des résultats d'audience supérieurs à ceux prévus lors de sa privatisation, mais la direction, qui doit annoncer ses résultats financiers en mai prochain, ne prévoit aujourd'hui qu'une certaine de millions de francs de bénéfices. Les milieux boursiers considèrent donc que TF1 est surcotée et que

l'actuelle spéculation ne peut s'expliquer par une anticipation sur les résultats économiques de la chaîne. Qui achète donc massivement de TF1 ? Pas le groupe de M. Francis Bouygues qui est limité par la loi à 25 % du capital. A la direction de TF1, on se contente d'affirmer qu'aucun des actionnaires du *noyau dur* (Maxwell, GNF, Editions mondiales) n'a vendu de titres, mais on ignore si l'un d'eux ramasse des actions sur le marché. Reste enfin l'hypothèse d'une « agression » extérieure, et, en cette fin de semaine, les milieux boursiers attendent une annonce éventuelle.

La Ruche méridionale résistera à l'OPA de Rallye

Les responsables de La Ruche méridionale (LRM) n'appréhendent pas du tout le projet d'OPA (offre publique d'achat) annoncé par le groupe Rallye sur 60 % du capital de leur société (le *Monde* du 30 décembre). Tout en soulignant qu'ils n'ont pas été informés directement de cette opération, MM. Robert et Jean-Pierre Guignard, respectivement président et vice-président directeur général de LRM, s'élèvent contre « cette opération financière inamicale ». Rappelant qu'ils ont « développé de longue date des stratégies d'entreprise propre qui visent à lui conférer une position de leadership dans la distribution sur toute la zone méridionale », ils estiment que « l'initiative de Rallye et de la Banque de

l'Union européenne (BUE) tente seulement de prendre de vitesse le projet d'association économique et financière » qu'ils ont élaboré.

Ils feront connaître en janvier le détail de ce projet, mais affirment que « LRM et ses futurs partenaires ont aujourd'hui totalement déterminé à aller jusqu'au bout de leur ambition pour bâtir un grand groupe de distribution du Sud ».

Pour réussir, cette volonté de résistance suppose, par ces partenaires ou leurs alliés, l'existence d'un « chevalier blanc » prêt à agir en Bourse à la rescousse des cotations, le capital de LRM étant très dispersé dans le public.

J. D.

Nokia prend le contrôle de Salora

Le consortium finlandais Nokia vient de prendre le contrôle à 96 % de sa filiale Salora (électronique grand public) en rachetant à Holmberg (châliers navals) la participation de 36 % qu'il détenait encore dans l'affaire. Cette opération va mettre fin aux disputes sur la gestion de l'entreprise que Nokia pourait intégrer dans sa division électronique grand public (marques Luxor, Oceanic, Graetz).

Nokia est le troisième plus grand fabricant de téléviseurs en Europe derrière Thomson et Philips, avec deux millions d'appareils produits par an. Sa division grand public réalisera désormais un chiffre d'affaires de 6,5 milliards de marks finlandais (9,5 milliards de francs), Salora comptant à elle seule pour 1,9 milliard de marks (2,77 milliards de francs).

Mise en vente de treize nouvelles caisses d'épargne américaines

Les autorités fédérales américaines, qui ont déjà confirmé cette semaine deux opérations de sauvetage de caisses d'épargne en difficulté (le *Monde* du 30 décembre), qui lui coûteront 7 milliards de dollars (42 milliards de francs), ont annoncé la mise en vente avant samedi 31 décembre à minuit de treize autres institutions. Cette accélération du processus de vente des institutions d'épargne et de prêt passées sous la tutelle de l'Etat en raison de leur insolvabilité est liée à l'achèvement, à la fin de 1988, d'un système de déductions fiscales pour les candidats au rachat.

Ceux-ci devraient être nombreux à se présenter pour les ventes de la fin de l'année, car les investisseurs dans les institutions d'épargne sont actuellement très prisés par les investisseurs américains, et même étrangers. Des Tawanaïs devraient se porter acquéreurs de huit caisses d'épargne.

● Le contrôle plus sélectif des exportations américaines vers l'Est. Dix-sept experts de l'Académie nationale des sciences, travaillant à la demande du département d'Etat américain, recommandent aux Etats-Unis une plus grande sélectivité dans le contrôle de leurs exportations de produits sensibles vers le bloc de l'Est : selon eux, il devrait être desservi sur les produits stratégiquement cruciaux comme les superordinateurs ou les équipements permettant la fabrication de semi-conducteurs sophistiqués. Ils estiment que les exportations d'ordinateurs personnels ainsi que celles des logiciels et des composants y afférents sont incontrôlables en raison de leur petite taille, de leur prix et de l'importance de leur fourniture par des pays n'appartenant pas à l'alliance atlantique.

Le groupe Suez détient 5 % de Bouygues

La Compagnie financière de Suez a annoncé qu'elle avait, le 23 décembre, atteint le seuil de 5 % dans le capital de la société Bouygues (3,96 % directement et 1,04 % par sa filiale la Banque Indosuez). Auparavant, la participation du groupe Suez était un peu inférieure à 5 %. Cette initiative a été prise en accord avec Bouygues, Suez figurant à son tour de table et constituant un de ses appuis.

Par ailleurs, Bouygues va vendre à un groupe franco-néerlandais sa participation de 95,6 % dans la Société immobilière et commerciale de Banville, dont l'actif unique est un immeuble, ancien garage racheté au groupe Axa en avril 1987 pour 210 millions de francs, et évalué à 900 millions de francs environ par les 450 millions de francs de travaux de rénovation qui vont commencer par le transformer en immeuble à usage de bureaux. Enfin, le 31 décembre, Bouygues devait absorber les Trois Quartiers, après une bataille judiciaire de six mois.

Bull porte à 65 % sa participation dans Honeywell Bull Inc.

Comme prévu, et dans le temps, le groupe informatique français Bull a porté à 65,1 % sa participation dans Honeywell Bull Inc. en rachetant 22,6 % du capital à l'américain Honeywell. Ce dernier ne conserve donc que 19,9 % du capital de Honeywell Bull Inc. la part du japonais NEC restant inchangée, à 15 %.

En décembre 1986, Bull a pris le contrôle de la société américaine Honeywell Information Systems. Trois mois plus tard, Honeywell Bull Inc. était créée, regroupant tous les actifs de la filiale informatique de l'américain Honeywell, à l'exception des activités de distribution et de maintenance aux administrations fédérales (le *Monde* du 3 décembre 1986). Honeywell Bull Inc. a réalisé en 1987 un chiffre d'affaires consolidé de plus de 2 milliards de dollars (12,8 milliards de francs).

● RECTIFICATIF. — Une erreur de transmission s'est glissée dans le texte de Paul Fabra « Coup de balai fiscal en Suède » publié dans le *Monde* du 29 décembre. A l'avant-dernière ligne du troisième paragraphe, il fallait lire : « La logique du « nouveau système » (et non pas du « niveau social ») appelle cet abandon ».

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

NEW-YORK, 29 décembre

Tout près du record

La Bourse de New-York veut finir l'année en beauté. Jeudi, elle a fait un gros effort pour retrouver son niveau record de l'année, qu'elle avait atteint le 21 octobre dernier. En effet, à cette date, l'indice Dow Jones, le principal baromètre du marché, atteignait 2 183,58 points. Or, jeudi, après une hausse de 16,43 points, cet indice s'inscrivait à 2 182,86 points. Avec cette hausse de dernière minute, l'ambiance s'est animée, le volume des échanges portant sur 132 millions de titres, contre un peu plus de 80 millions mardi à la réouverture du marché, après les fêtes de Noël. On comptait 980 actions en hausse, contre 478 en baisse et 525 dont le cours n'avait pas varié. Les investisseurs institutionnels, désireux d'effacer leurs pertes, ont été très actifs. Parmi les valeurs en hausse, on relevait United Air Lines, Digital Equipment et Johnson and Johnson. Parmi les actions en baisse, American Brands, Xerox et Exxon.

VALEURS	Cours du 28 déc.	Cours du 29 déc.
Alcoa	84 7/8	85 5/8
A.T.T.	51 7/8	52 1/4
Bell	88 3/4	89 1/4
Chrysler	28 5/8	28 3/4
Gen. Elec.	45 1/2	45 3/4
IBM	121 1/4	122 1/4
Intel	48 1/8	48 3/4
Johnson & J.	44 5/8	45 1/8
United Air Lines	85 1/4	86 1/4
Digital Equip.	122 1/4	123 1/4
Exxon	50 1/2	51 1/4
Gen. Elec.	45 1/2	45 3/4
IBM	121 1/4	122 1/4
Intel	48 1/8	48 3/4
Johnson & J.	44 5/8	45 1/8
United Air Lines	85 1/4	86 1/4
Digital Equip.	122 1/4	123 1/4
Exxon	50 1/2	51 1/4
Gen. Elec.	45 1/2	45 3/4
IBM	121 1/4	122 1/4
Intel	48 1/8	48 3/4
Johnson & J.	44 5/8	45 1/8
United Air Lines	85 1/4	86 1/4
Digital Equip.	122 1/4	123 1/4
Exxon	50 1/2	51 1/4
Gen. Elec.	45 1/2	45 3/4
IBM	121 1/4	122 1/4
Intel	48 1/8	48 3/4
Johnson & J.	44 5/8	45 1/8
United Air Lines	85 1/4	86 1/4
Digital Equip.	122 1/4	123 1/4
Exxon	50 1/2	51 1/4
Gen. Elec.	45 1/2	45 3/4
IBM	121 1/4	122 1/4
Intel	48 1/8	48 3/4
Johnson & J.	44 5/8	45 1/8
United Air Lines	85 1/4	86 1/4
Digital Equip.	122 1/4	123 1/4
Exxon	50 1/2	51 1/4
Gen. Elec.	45 1/2	45 3/4
IBM	121 1/4	122 1/4
Intel	48 1/8	48 3/4
Johnson & J.	44 5/8	45 1/8
United Air Lines	85 1/4	86 1/4
Digital Equip.	122 1/4	123 1/4
Exxon	50 1/2	51 1/4
Gen. Elec.	45 1/2	45 3/4
IBM	121 1/4	122 1/4
Intel	48 1/8	48 3/4
Johnson & J.	44 5/8	45 1/8
United Air Lines	85 1/4	86 1/4
Digital Equip.	122 1/4	123 1/4
Exxon	50 1/2	51 1/4
Gen. Elec.	45 1/2	45 3/4
IBM	121 1/4	122 1/4
Intel	48 1/8	48 3/4
Johnson & J.	44 5/8	45 1/8
United Air Lines	85 1/4	86 1/4
Digital Equip.	122 1/4	123 1/4
Exxon	50 1/2	51 1/4
Gen. Elec.	45 1/2	45 3/4
IBM	121 1/4	122 1/4
Intel	48 1/8	48 3/4
Johnson & J.	44 5/8	45 1/8
United Air Lines	85 1/4	86 1/4
Digital Equip.	122 1/4	123 1/4
Exxon	50 1/2	51 1/4
Gen. Elec.	45 1/2	45 3/4
IBM	121 1/4	122 1/4
Intel	48 1/8	48 3/4
Johnson & J.	44 5/8	45 1/8
United Air Lines	85 1/4	86 1/4
Digital Equip.	122 1/4	123 1/4
Exxon	50 1/2	51 1/4
Gen. Elec.	45 1/2	45 3/4
IBM	121 1/4	122 1/4
Intel	48 1/8	48 3/4
Johnson & J.	44 5/8	45 1/8
United Air Lines	85 1/4	86 1/4
Digital Equip.	122 1/4	123 1/4
Exxon	50 1/2	51 1/4
Gen. Elec.	45 1/2	45 3/4
IBM	121 1/4	122 1/4
Intel	48 1/8	48 3/4
Johnson & J.	44 5/8	45 1/8
United Air Lines	85 1/4	86 1/4
Digital Equip.	122 1/4	123 1/4
Exxon	50 1/2	51 1/4
Gen. Elec.	45 1/2	45 3/4
IBM	121 1/4	122 1/4
Intel	48 1/8	48 3/4
Johnson & J.	44 5/8	45 1/8
United Air Lines	85 1/4	86 1/4
Digital Equip.	122 1/4	123 1/4
Exxon	50 1/2	51 1/4
Gen. Elec.	45 1/2	45 3/4
IBM	121 1/4	122 1/4
Intel	48 1/8	48 3/4
Johnson & J.	44 5/8	45 1/8
United Air Lines	85 1/4	86 1/4
Digital Equip.	122 1/4	123 1/4
Exxon	50 1/2	51 1/4
Gen. Elec.	45 1/2	45 3/4
IBM	121 1/4	122 1/4
Intel	48 1/8	48 3/4
Johnson & J.	44 5/8	45 1/8
United Air Lines	85 1/4	86 1/4
Digital Equip.	122 1/4	123 1/4
Exxon	50 1/2	51 1/4
Gen. Elec.	45 1/2	45 3/4
IBM	121 1/4	122 1/4
Intel	48 1/8	48 3/4
Johnson & J.	44 5/8	45 1/8
United Air Lines	85 1/4	86 1/4
Digital Equip.	122 1/4	123 1/4
Exxon	50 1/2	51 1/4
Gen. Elec.	45 1/2	45 3/4
IBM	121 1/4	122 1/4
Intel	48 1/8	48 3/4
Johnson & J.	44 5/8	45 1/8
United Air Lines	85 1/4	86 1/4
Digital Equip.	122 1/4	123 1/4
Exxon	50 1/2	51 1/4
Gen. Elec.	45 1/2	45 3/4
IBM	121 1/4	122 1/4
Intel	48 1/8	48 3/4
Johnson & J.	44 5/8	45 1/8
United Air Lines	85 1/4	86 1/4
Digital Equip.	122 1/4	123 1/4
Exxon	50 1/2	51 1/4
Gen. Elec.	45 1/2	45 3/4
IBM	121 1/4	122 1/4
Intel	48 1/8	48 3/4
Johnson & J.	44 5/8	45 1/8
United Air Lines	85 1/4	86 1/4
Digital Equip.	122 1/4	123 1/4
Exxon	50 1/2	51 1/4
Gen. Elec.	45 1/2	45 3/4
IBM	121 1/4	122 1/4
Intel	48 1/8	48 3/4
Johnson & J.	44 5/8	45 1/8
United Air Lines	85 1/4	86 1/4
Digital Equip.	122 1/4	123 1/4
Exxon	50 1/2	51 1/4
Gen. Elec.	45 1/2	45 3/4
IBM	121 1/4	122 1/4
Intel	48 1/8	48 3/4
Johnson & J.	44 5/8	45 1/8
United Air Lines	85 1/4	86 1/4
Digital Equip.	122 1/4	123 1/4
Exxon	50 1/2	51 1/4
Gen. Elec.	45 1/2	45 3/4
IBM	121 1/4	122 1/4
Intel	48 1/8	48 3/4
Johnson & J.	44 5/8	45 1/8
United Air Lines	85 1/4	86 1/4
Digital Equip.	122 1/4	123 1/4
Exxon	50 1/2	51 1/4
Gen. Elec.	45 1/2	45 3/4
IBM	121 1/4	122 1/4
Intel	48 1/8	48 3/4
Johnson & J.	44 5/8	45 1/8
United Air Lines	85 1/4	86 1/4
Digital Equip.	122 1/4	123 1/4
Exxon	50 1/2	51 1/4
Gen. Elec.	45 1/2	45 3/4
IBM	121 1/4	122 1/4
Intel	48 1/8	48 3/4
Johnson & J.	44 5/8	45 1/8
United Air Lines	85 1/4	86 1/4
Digital Equip.	122 1/4	123 1/4
Exxon	50 1/2	51 1/4
Gen. Elec.	45 1/2	45 3/4
IBM	121 1/4	122 1/4
Intel	48 1/8	48 3/4
Johnson & J.	44 5/8	45 1/8
United Air Lines	85 1/4	86 1/4
Digital Equip.	122 1/4	123 1/4
Exxon	50 1/2	51 1/4
Gen. Elec.	45 1/2	45 3/4
IBM	121 1/4	122 1/4
Intel	48 1/8	48 3/4
Johnson & J.	44 5/8	45 1/8
United Air Lines	85 1/4	86 1/4
Digital Equip.	122 1/4	123 1/4
Exxon	50 1/2	51 1/4
Gen. Elec.	45 1/2	45 3/4
IBM	121 1/4	122 1/4
Intel	48 1/8	48 3/4
Johnson & J.	44 5/8	45 1/8
United Air Lines	85 1/4	86 1/4
Digital Equip.	122 1/4	123 1/4
Exxon	50 1/2	51 1/4
Gen. Elec.	45 1/2	45 3/4
IBM	121 1/4	122 1/4
Intel	48 1/8	48 3/4
Johnson & J.	44 5/8	45 1/8
United Air Lines	85 1/4	86 1/4
Digital Equip.	122 1/4	123 1/4
Exxon	50 1/2	51 1/4
Gen. Elec.	45 1/2	45 3/4
IBM	121 1/4	122 1/4
Intel	48 1/8	48 3/4
Johnson & J.	44 5/8	45 1/8
United Air Lines	85 1/4	86 1/4
Digital Equip.	122 1/4	123 1/4
Exxon	50 1/2	51 1/4
Gen. Elec.	45 1/2	45 3/4
IBM	121 1/4	122 1/4
Intel	48 1/8	48 3/4
Johnson & J.	44 5/8	45 1/8
United Air Lines	85 1/4	86 1/4
Digital Equip.	122 1/4	123 1/4
Exxon	50 1/2	51 1/4
Gen. Elec.	45 1/2	45 3/4
IBM	121 1/4	122 1/4
Intel	48 1/8	48 3/4
Johnson & J.	44 5/8	45 1/8
United Air Lines	85 1/4	86 1/4
Digital Equip.	122 1/4	123 1/4
Exxon	50 1/2	51 1/4
Gen. Elec.	45 1/2	45 3/4
IBM	121 1/4	122 1/4
Intel	48 1/8	48 3/4
Johnson & J.	44 5/8	45 1/8
United Air Lines	85 1/4	86 1/4
Digital Equip.	122 1/4	123 1/4
Exxon	50 1/2	51 1/4
Gen. Elec.	45 1/2	45 3/4
IBM	121 1/4	122 1/4
Intel	48 1/8	48 3/4
Johnson & J.	44 5/8	45 1/8
United Air Lines	85 1/4	86 1/4
Digital Equip.	122 1/4	123 1/4
Exxon	50 1/2	51 1/4
Gen. Elec.	45 1/2	45 3/4
IBM	121 1/4	122 1/4
Intel	48 1/8	48 3/4
Johnson & J.	44 5/8	45 1/8
United Air Lines	85 1/4	86 1/4
Digital Equip.	122 1/4	123 1/4
Exxon	50 1/2	51 1/4
Gen. Elec.	45 1/2	45 3/4
IBM	121 1/4	122 1/4
Intel	48 1/8	48 3/4
Johnson & J.	44 5/8	45 1/8
United Air Lines	85 1/4	86 1/4
Digital Equip.	122 1/4	123 1/4
Exxon	50 1/2	51 1/4
Gen. Elec.	45 1/2	45 3/4
IBM	121 1/4	122 1/4
Intel	48 1/8	48 3/4
Johnson & J.	44 5/8	45 1/8
United Air Lines	85 1/4	86 1/4
Digital Equip.	122 1/4	123 1/4
Exxon	50 1/2	51 1/4
Gen. Elec.	45 1/2	45 3/4
IBM	121 1/4	122 1/4
Intel	48 1/8	48 3/4
Johnson & J.	44 5/8	45 1/8
United Air Lines	85 1/4	86 1/4
Digital Equip.	122 1/4	123 1/4
Exxon	50 1/2	51 1/4
Gen. Elec.	45 1/2	45 3/4
IBM	121 1/4	122 1/4
Intel	48 1/8	48 3/4
Johnson & J.	44 5/8	45 1/8
United Air Lines	85 1/4	86 1/4
Digital Equip.	122 1/4	123 1/4
Exxon	50 1/2	51

BOURSE DU 30 DECEMBRE

Règlement mensuel																	
Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -
3864	C.M.E. 3% s	3660	3665	3665	+ 0 14												
1043	B.A.P.F. 3%	1040	1040	1040	.....	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -
1169	C.M.E. 3%	1169	1169	1169	.....											
1042	Orléans, T.P.	1095	1095	1095	.....											
1463	Rennais, T.P.	1470	.....	.....	.....									
1483	Wendel-Rhône, T.P.	1571	1560	1560	- 1 26	65	Credit Nat.	1008	1009	1010	+ 1 29	1390	Lafayette-Corpea	1412	1414	1414	+ 0 14
1500	Compagnie d'Al.	1571	1560	1560	- 1 26	65	C.R.E. (Industrie)	978	978	978	.....	1380	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
1320	Thomson T.P.	1305	1305	1305	- 0 23	65	Compagnie d'Al.	435	435	435	.....	1380	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
1360	Ancor	587	581	590	+ 0 51	170	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
1565	Air Liquide	592	590	590	+ 0 51	223	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
1760	Al. Suprem	2760	2740	2770	+ 0 73	2000	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
1599	Al. Suprem	1589	1589	1589	.....	2000	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282	3252	- 0 56	1390	Lafayette	1217	1250	1226	+ 0 66
315	A.L.S.P.L.	324 50	322	318 10	- 2 59	416	Dunlop S.A.	3570	3282</								

Comptant (sélection)

SICAV (sélection)

29/12

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net
Obligations									Étrangères											
8,00-8,50 77	125	5,328	C.L.C. (Franc. del.)	200,20	202,20	Lucas	1568	1575	U.G.A. A. Chet. Group.	261	260,80	A.A.A.	338,56	915,87	France	422,35	410,05	Parma-Vie	1110,70	1108,82
8,50-9,00 78/79	101,70	4,581	C.L. Maritime	715	715	Machinés Bel.	87,50	87,50	U.T.A.	324,50	319	Actlon	218,78	210,90	France-Parm.	104,62	101,22	Parma-Vie	176,38	172,82
9,00-9,50 79/80	105	5,482	Classe III	2200	2200	Magnésie Unions	131	131	Actlon	1889	1889	Actlon	456,06	478,13	France-Parm.	1055,61	1024,86	Parma-Vie	425,42	431,48
10,00-10,50 80/81	104,30	7,623	Classe IV	700	700	Magnésie S.A.	85	85	Actlon	1352	1352	Actlon	580,04	589,71	France-Parm.	28,25	29,25	Parma-Parm.	258,19	257,80
10,50-11,00 81/82	107,80	13,187	Classe V	1202	1202	Magnésie S.A.	432	432	Actlon	151,10	151,10	Actlon	617,77	585,44	France-Parm.	28,42	27,23	Parma-Parm.	689,43	687,71
11,00-11,50 82/83	107,80	16,580	Classe VI	361,10	361,10	Magnésie S.A.	444	444	Actlon	138,50	138,50	Actlon	1087,58	1081,03	France-Parm.	32,02	32,02	Parma-Parm.	720,52	720,43
11,50-12,00 83/84	108,25	8,842	Classe VII	3010	3010	Magnésie S.A.	137,10	137,10	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
12,00-12,50 84/85	111,85	12,486	Classe VIII	442	442	Magnésie S.A.	311,50	311,50	Actlon	138,50	138,50	Actlon	1104,08	1093,15	France-Parm.	245,20	245,20	Parma-Parm.	5378,92	5378,92
12,50-13,00 85/86	108,25	8,842	Classe IX	700	700	Magnésie S.A.	432	432	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
13,00-13,50 86/87	112,10	2,774	Classe X	325	325	Magnésie S.A.	137,10	137,10	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
13,50-14,00 87/88	108,25	8,842	Classe XI	3010	3010	Magnésie S.A.	432	432	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
14,00-14,50 88/89	111,85	12,486	Classe XII	442	442	Magnésie S.A.	137,10	137,10	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
14,50-15,00 89/90	108,25	8,842	Classe XIII	700	700	Magnésie S.A.	432	432	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
15,00-15,50 90/91	112,10	2,774	Classe XIV	325	325	Magnésie S.A.	137,10	137,10	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
15,50-16,00 91/92	108,25	8,842	Classe XV	3010	3010	Magnésie S.A.	432	432	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
16,00-16,50 92/93	111,85	12,486	Classe XVI	442	442	Magnésie S.A.	137,10	137,10	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
16,50-17,00 93/94	108,25	8,842	Classe XVII	700	700	Magnésie S.A.	432	432	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
17,00-17,50 94/95	112,10	2,774	Classe XVIII	325	325	Magnésie S.A.	137,10	137,10	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
17,50-18,00 95/96	108,25	8,842	Classe XIX	3010	3010	Magnésie S.A.	432	432	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
18,00-18,50 96/97	111,85	12,486	Classe XX	442	442	Magnésie S.A.	137,10	137,10	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
18,50-19,00 97/98	108,25	8,842	Classe XXI	700	700	Magnésie S.A.	432	432	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
19,00-19,50 98/99	112,10	2,774	Classe XXII	325	325	Magnésie S.A.	137,10	137,10	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
19,50-20,00 99/00	108,25	8,842	Classe XXIII	3010	3010	Magnésie S.A.	432	432	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
20,00-20,50 00/01	111,85	12,486	Classe XXIV	442	442	Magnésie S.A.	137,10	137,10	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
20,50-21,00 01/02	108,25	8,842	Classe XXV	700	700	Magnésie S.A.	432	432	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
21,00-21,50 02/03	112,10	2,774	Classe XXVI	325	325	Magnésie S.A.	137,10	137,10	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
21,50-22,00 03/04	108,25	8,842	Classe XXVII	3010	3010	Magnésie S.A.	432	432	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
22,00-22,50 04/05	111,85	12,486	Classe XXVIII	442	442	Magnésie S.A.	137,10	137,10	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
22,50-23,00 05/06	108,25	8,842	Classe XXIX	700	700	Magnésie S.A.	432	432	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
23,00-23,50 06/07	112,10	2,774	Classe XXX	325	325	Magnésie S.A.	137,10	137,10	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
23,50-24,00 07/08	108,25	8,842	Classe XXXI	3010	3010	Magnésie S.A.	432	432	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
24,00-24,50 08/09	111,85	12,486	Classe XXXII	442	442	Magnésie S.A.	137,10	137,10	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
24,50-25,00 09/10	108,25	8,842	Classe XXXIII	700	700	Magnésie S.A.	432	432	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
25,00-25,50 10/11	112,10	2,774	Classe XXXIV	325	325	Magnésie S.A.	137,10	137,10	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
25,50-26,00 11/12	108,25	8,842	Classe XXXV	3010	3010	Magnésie S.A.	432	432	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
26,00-26,50 12/13	111,85	12,486	Classe XXXVI	442	442	Magnésie S.A.	137,10	137,10	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
26,50-27,00 13/14	108,25	8,842	Classe XXXVII	700	700	Magnésie S.A.	432	432	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
27,00-27,50 14/15	112,10	2,774	Classe XXXVIII	325	325	Magnésie S.A.	137,10	137,10	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
27,50-28,00 15/16	108,25	8,842	Classe XXXIX	3010	3010	Magnésie S.A.	432	432	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
28,00-28,50 16/17	111,85	12,486	Classe XXXX	442	442	Magnésie S.A.	137,10	137,10	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
28,50-29,00 17/18	108,25	8,842	Classe XXXXI	700	700	Magnésie S.A.	432	432	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
29,00-29,50 18/19	112,10	2,774	Classe XXXXII	325	325	Magnésie S.A.	137,10	137,10	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
29,50-30,00 19/20	108,25	8,842	Classe XXXXIII	3010	3010	Magnésie S.A.	432	432	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
30,00-30,50 20/21	111,85	12,486	Classe XXXXIV	442	442	Magnésie S.A.	137,10	137,10	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
30,50-31,00 21/22	108,25	8,842	Classe XXXXV	700	700	Magnésie S.A.	432	432	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
31,00-31,50 22/23	112,10	2,774	Classe XXXXVI	325	325	Magnésie S.A.	137,10	137,10	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
31,50-32,00 23/24	108,25	8,842	Classe XXXXVII	3010	3010	Magnésie S.A.	432	432	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
32,00-32,50 24/25	111,85	12,486	Classe XXXXVIII	442	442	Magnésie S.A.	137,10	137,10	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
32,50-33,00 25/26	108,25	8,842	Classe XXXXIX	700	700	Magnésie S.A.	432	432	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
33,00-33,50 26/27	112,10	2,774	Classe XXXX	325	325	Magnésie S.A.	137,10	137,10	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
33,50-34,00 27/28	108,25	8,842	Classe XXXXI	3010	3010	Magnésie S.A.	432	432	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
34,00-34,50 28/29	111,85	12,486	Classe XXXXII	442	442	Magnésie S.A.	137,10	137,10	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	5895,98
34,50-35,00 29/30	108,25	8,842	Classe XXXXIII	700	700	Magnésie S.A.	432	432	Actlon	138,50	138,50	Actlon	593,84	579,38	France-Parm.	1203,08	1203,08	Parma-Parm.	5895,98	

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ● : prix précédent — ★ : marché continu

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde

ÉTRANGER	SOCIÉTÉ	SPORTS	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 La libération des enfants de M ^{re} Valente. 4 Les suites de l'enquête sur l'explosion du Boeing de la Pan Am. 6 Manifestation contre la vie chère au Soudan.	8 Le bilan du vol spatial franco-soviétique. — Le téléphone du futur désormais accessible. 12 Les Français bien dans leurs meubles. — Science et vie défilé le docteur Benveniste.	13 Paris-Dakar : à la recherche du mythe libyen. — Basket-ball : des Français aux mesures de l'Europe. — Athlétisme : Antoine Richard revient au sprint.	15 Bilan et projets du Festival d'automne. — Renaud et Armide, de Jean Cocteau, au Lucerna. 17 Communication : le Méditerranéen attaque Midi Libre.	18 Un entretien avec le directeur de l'Association internationale des aéroports. 19 Une réforme contestée de la médecine du travail. 20-21 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 12 Cartes 12 Météorologie 17 Philatélie 17 Radio-télévision 14 Spectacles 16	● Le bilan politique 88 - J.P.O. ● Le bilan économique 88 - REC ● L'année 1988 à travers le monde - INT ● Un cas sur la carte, l'autre sur votre portefeuille - BOURSE 3615 taping LEMONDE

ISRAËL

Suspension des cotations des devises

La dévaluation de 5 % du shekel annoncée en début de semaine n'aura pas suffi. Devant la poursuite des achats massifs de devises étrangères, la Banque d'Israël a choisi, vendredi 30 décembre, de suspendre, pour une journée, toutes les transactions sur devises étrangères. Celles-ci lui ont coûté 300 millions de dollars (1,8 milliard de francs) en avoirs de change depuis le début de la semaine.

M. Shimon Peres, nouveau ministre des finances d'Israël, doit présenter, dimanche 1^{er} janvier, un programme de réformes économiques très attendu sur les marchés financiers. Ce programme pourrait englober des relèvements de prix et d'impôts, ainsi qu'une nouvelle dévaluation du shekel.

EN BREF

- CHINE : prochaine visite en France du ministre des affaires étrangères. — M. Qian Qichen effectuera une visite officielle en France les 12 et 13 janvier 1989, a annoncé, jeudi 29 décembre, le porte-parole du Quai d'Orsay. Juste avant cette visite, M. Qian participera à la conférence de Paris sur l'interdiction des armes chimiques.
- Accord UDF-RPR à Nantes. — Les chefs de file de l'UDF et du RPR pour les élections municipales à Nantes, MM. Jean-Joseph Régent et Daniel Augereau, se sont rencontrés lundi 26 décembre et « ont pris l'engagement réciproque de respecter l'accord politique national émanant de la commission Gaudin-Juppé », selon un communiqué du président du conseil général de la Loire-Atlantique, M. Charles-Henri de Cossé-Brissac (UDF-PR), à l'initiative duquel l'entrevue a eu lieu. Cet accord stipule la formation d'une liste commune, mais on ignore qui en prendra le tête.
- Un nouveau parti. — La création d'un nouveau parti, l'Union des démocrates gaullistes et républicains de progrès (UDGRP) a été annoncée, jeudi 29 décembre, à Rouen, après le dépôt à la sous-préfecture des Ardennes (Eure) d'une déclaration d'association précisant que cette formation se constitue « sur la base de la charte de l'Association des démocrates », présidée par M. Michel Dura-fourn, ministre de la fonction publique. C'est un huisser de justice du Havre, M. Jean-Pierre Côté, ancien candidat divers droite aux élections législatives de juin dernier en Seine-Maritime, qui présidera ce parti destiné à regrouper les centristes favorables à l'ouverture.
- Décès d'une lycéenne après une opération esthétique. — Une jeune fille de 18 ans, Brigitte Perier, élève de terminale, est décédée mercredi 29 décembre à Nantes après une semaine de coma. Elle venait de subir une opération de chirurgie esthétique au visage, dans un établissement privé de Nantes, la clinique Espérance. La famille a porté plainte contre X et une information judiciaire pour « homicide involontaire » a été ouverte.

YUGOSLAVIE : crise économique et politique

Le premier ministre, M. Branko Mikulic, a présenté la démission de son gouvernement

BELGRADE

En place depuis le 16 mai 1986, le premier ministre yougoslave, M. Branko Mikulic, a finalement décidé de jeter l'éponge. Vendredi 30 décembre, il a présenté la démission de son gouvernement, sérieusement malmené ces derniers temps dans la presse officielle et par les dirigeants de certaines républiques de la fédération qui le jugeaient incapable de résoudre la crise actuelle.

La situation économique est en effet proche de la faillite : l'inflation tourne à un rythme annuel de l'ordre de 250 % — alors que M. Mikulic avait promis de la limiter à 95 % ; la dette extérieure atteint quelques 20 milliards de dollars ; le chômage frappe 1,2 million de personnes pour une population active de moins de 10 millions de salariés. Depuis le début de l'année, il ne se passe pas une semaine sans que des ouvriers se mettent en grève pour demander des augmentations, car la valeur réelle des salaires a encore diminué de 8,8 % cette année. De nouvelles hausses de prix devaient entrer en vigueur au 1^{er} janvier. Elles participaient d'un nouveau plan de stabilisation préparé par une équipe d'experts et de scientifiques. Mais les débats de ces derniers jours au Parlement fédéral ont prouvé que ce programme était loin de recueillir le sacro-saint consensus requis par la Constitution, mais dont les effets paralysants sont dévastateurs. Certaines républiques ont fait savoir carrément qu'elles ne l'appliqueraient pas. D'autres qu'elles n'en appliqueraient que certaines parties.

Les réformes annoncées par M. Mikulic et la Ligue des communistes devaient engager progressivement la Yougoslavie sur la voie d'une économie de marché de type occidental. Elles entraînaient également un certain renforcement du pouvoir central, ce qui déplaisait particulièrement aux républiques « riches » comme la Slovaquie ou la Croatie, qui avaient monté leur propre « économie nationale », indépendamment des autres, et qui sont sou-

Mort de l'architecte Emile Aillaud

Un bâtisseur à grande échelle

L'architecte Emile Aillaud est mort jeudi 29 décembre à Paris. Il était âgé de quatre-vingt-six ans.

Avec Emile Aillaud disparaît sans doute le dernier « monstre sacré » d'un après-guerre marqué par l'urbanisme des grands ensembles et de cette architecture dont le bon sens populaire aura fait sans raison un « monstre froid », associé au mot peu valorisant de béton. Pourtant, Aillaud était l'un des premiers, dans des opérations de plusieurs milliers de logements, à avoir tenté d'introduire un humanisme en rupture avec les dogmes du style international, à avoir clairement marqué sa volonté de « casser la boîte ». En cela, les architectes du renouveau

Un économiste réservé

Agé de soixante ans, diplômé de l'École des hautes études économiques, M. Branko Mikulic a fait l'essentiel de sa carrière politique dans la République de Bosnie-Herzégovine, où il préside la Ligue des communistes et le gouvernement local. Croate de nationalité et Bosnien d'adoption, il s'était rendu populaire en organisant avec succès les Jeux olympiques d'hiver de Sarajevo en 1984. Cet homme plutôt réservé savait aussi être assez « dur » avec les récalcitrants. C'est ainsi que fut condamné, en 1984, en Bosnie, à une lourde peine de réclusion le professeur Sesselj pour « activités contre-révolutionnaires ».

L'équipe qu'il dirigeait depuis 1986 comprenait plusieurs

experts économiques libéraux, notamment des Sloènes, partisans de l'économie de marché. Mais l'un de ses principaux conseillers, M. Oskar Kovac, responsable notamment des relations avec la Communauté européenne, l'OCDE et le Fonds monétaire international, auprès duquel la Yougoslavie avait obtenu un rééchelonnement de sa dette, l'avait quitté la semaine dernière. Pour M. Mikulic, c'était un coup très dur, d'autant plus que, le même jour, l'organe influent de l'Alliance socialiste, Borba, réclamaît ni plus ni moins sa tête.

PAUL YANKOVITCH.

A. D.

Contentieux législatif en Seine-Saint-Denis

Un recours en annulation déposé contre l'élection de M. Gouhier (PC)

Nouvelle péripétie consécutive à la récente élection législative partielle de la 9^e circonscription de Seine-Saint-Denis : le candidat de l'opposition, M. Jean-Jacques Ladel (UDF-Rad.), arrivé en troisième position au premier tour, le 11 décembre, derrière MM. Roger Gouhier (PCF) et Claude Fuzier (PS), a déposé, mercredi 28 décembre, un recours en annulation auprès du Conseil constitutionnel. M. Ladel affirme qu'il y a eu « lourdes présomptions de fraude » dans cette consultation qui avait vu, finalement, la victoire au second tour, le 18 décembre, du candidat communiste seul en lice.

Devant des soixante-quatorze voix au premier tour par M. Gouhier, maire communiste de Noisy-le-Sec, M. Fuzier, maire socialiste de Bondy, s'était retiré sans appeler à voter pour le candidat du PCF. Les socialistes locaux étaient favorables à un maintien de leur candidat qui, selon eux, avait été victime d'irrégularités, mais M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, avait tranché en faveur du retrait. Le PS n'a, du reste, pas déposé de recours postérieur à l'élection. M. Ladel, qui s'est plaint d'irrégularités dans certains bureaux de vote.

A cette suspicion du PS contre le PCF avaient répondu des accusations du premier secrétaire de la fédération communiste, M. Jean-Louis Mons, contre le préfet de Seine-Saint-Denis, M. Raymond-François Le Bris. Le 15 décembre, il l'avait accusé de s'être livré à des « manœuvres inqualifiables » et de se prêter à une « opération politi-

cienne » (le Monde du 17 décembre).

Dans un courrier daté du 12 décembre, adressé à M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, le préfet indiquait, selon deux rapports d'une commission de contrôle, que les électeurs avaient pu voter « sans présentation de pièce d'identité » dans le huitième bureau de Rommerville, et que les opérations de dépouillement n'avaient pas été effectuées « conformément aux dispositions du code électoral » dans le neuvième bureau de la même commune. Le commissaire de la République annonçait dans sa lettre une démarche auprès du maire de Rommerville, M. Robert Clément, président de l'Association nationale des élus communistes et républicains (ANECR), afin de lui rappeler certaines « prescriptions réglementaires » du code électoral, montrant ainsi implicitement qu'elles n'avaient pas été respectées.

Dès l'annonce du dépôt de ce recours par M. Ladel, la fédération du PCF de Seine-Saint-Denis s'est interrogée « sur les raisons de cette démarche alors que rien ne la justifiait ». Elle reproche à M. Ladel, qui n'avait pas atteint 12,5 % des inscrits, ne pouvoir être présent au second tour, « d'avoir fait cette démarche, qualifiée de « pratique inadmissible ». « Il est intolérable que l'élection d'un élu communiste soit systématiquement remise en cause, souligne la fédération, quel que soit l'écart de voix qui le sépare du suivant et sous le seul prétexte qu'il est communiste. »

O. B.

Le Conseil constitutionnel rejette deux articles de la loi de finances rectificative

Le Conseil constitutionnel, réuni le jeudi 29 décembre pour examiner un double recours déposé par les députés et les sénateurs du RPR, a jugé contraires à la Constitution les articles 30 et 31 de la loi de finances rectificative pour 1988.

L'article 30 prévoyait de rendre applicable, au recouvrement de créances fiscales des communes, des régions et des établissements publics locaux une procédure simplifiée de recouvrement d'amendes ou de condamnations pécuniaires prononcées en matière de contravention, s'imposant elle-même de dispositions en vigueur dans les douanes.

L'article 31 proposait d'améliorer l'information des comptables publics en élargissant leur droit de communication au recouvrement des produits non fiscaux des collectivités et établissements publics locaux.

Dans les deux cas, le Conseil constitutionnel a estimé que ces nouvelles dispositions voulaient par le législateur, « dans la mesure où elles ont vocation à s'appliquer pour une large part au recouvrement de créances non fiscales, n'étaient pas au nombre de celles

pourvu figurer dans une loi de finances ».

En revanche, le Conseil constitutionnel a validé les articles 21 et 47 de la loi de finances dont la teneur était également contestée par l'opposition.

L'article 21 concerne, avec effet rétroactif, les compétences respectives du représentant de l'Etat dans le département et des fonctionnaires de l'administration fiscale en matière d'établissement des rôles et des mises en recouvrement des impôts. Le Conseil constitutionnel a « entendu éviter des contestations liées exclusivement à la répartition des attributions entre agents publics dont l'aboutissement aurait entraîné pour l'Etat et les collectivités publiques des conséquences dommageables ».

L'article 47 valide, à compter du 1^{er} mars 1983, la perception du versement destiné au financement des transports en commun de l'agglomération de Bourges. Le Conseil d'Etat avait jugé illégale, à ce sujet, une délibération du syndicat intercommunal des transports urbains de cette agglomération ; le Conseil constitutionnel, pour sa part, a estimé qu'il n'y avait rien de contraire à la Constitution.

Ambitieux ! Précisez VOLVIC.

« Certains affirment que je poursuis une ambition démesurée, la simplicité. C'est vrai. Elle m'a mis à la recherche des valeurs les plus vraies, les plus pures... »

VOLVIC chez CONTI Paris 16^e Tél. : 47 27 74 67

Elle accompagne les meilleurs plats de Paris

LATREILLE

SOLDAS ANNUELS à tous nos rayons

62 rue St André-des-Arts 6^e Tél. : 43.29.44.10

PARKING S'ÉTEND À NOS MAGASINS

HIPPOLYTE PARIS

G. ARMANI HUGO BOSS

BASILE - BYBLOS - CERRUTI OFF FERRÉ - ICEBERG - E. ZEINA

18-21, RUE DE L'ANCIENNE-COMÈDE 75006 PARIS 12-14, BOND-POINT DES CHAMPS-ÉLYSÉES 75008 PARIS

FREDERIC EDELMANN.

Le numéro du « Monde » daté 30 décembre 1988 a été tiré à 468 334 exemplaires

NEUBAUER

et son équipe vous souhaitent une bonne année 1989 en PEUGEOT

7, bd. Gouvion St-Cyr 75007 PARIS ☎47.65.02.44
10, rue Carnot 75007 PARIS ☎42.70.57.60
4, rue de Châteauneuf 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.02.21